

REGISTRE DES DELIBERATIONS ET DECISIONS

S ÉANCE PUBLIQUE DU:

JEUDI 06 NOVEMBRE 2014

TOME IV

Séance publique du jeudi 6 novembre 2014

Convoqué le jeudi 30 octobre 2014, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 6 novembre 2014 à 18H30, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Luc ALBERNHE, Lorraine ACQUIER, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Cédric De SAINT-JOUAN, Henri De VERBIZIER, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRECHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Anne-Louise KNAPNOUGEL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Jérémie MALEK, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Fabrice PALAU, Véronique PEREZ, Khanthaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Patrick VIGNAL, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Alex LARUE, Mustapha MAJDOUL, Chantal MARION, Annie YAGUE.

Absents :

Société Publique Locale d'Aménagement SAAM - Désignation d'un nouveau représentant

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Afin de favoriser la réalisation des opérations d'aménagement sur le territoire de l'agglomération de Montpellier, le Conseil Municipal a voté en décembre 2009 la participation de la Ville de Montpellier à la création d'une Société Publique Locale d'Aménagement.

Les autres actionnaires sont : la Communauté d'Agglomération de Montpellier, la Région Languedoc-Roussillon, la Ville de Castelnau - le - Lez, la Ville de Lattes, la Ville de Juvignac, la Ville de Castries, la Ville de Cournonsec.

La Ville de Montpellier y est représentée par quatre élus de son Conseil municipal.

Lors du Conseil Municipal du 22 mai 2014, la Ville de Montpellier a désigné M. Fabrice PALAU, M. Henri MAILLET, Mme Mylène CHARDES et M. Vincent HALUSKA pour la représenter au sein du Conseil d'Administration. M. PALAU représentait aussi la Ville à l'Assemblée Générale.

Suite à la démission de Monsieur Fabrice PALAU, il convient de désigner un nouveau représentant pour le remplacer.

Ont été élus :

- Pour l'Assemblée Générale : Patrick RIVAS
- Pour le Conseil d'Administration : Patrick RIVAS

Le Conseil Adopte.

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,

Philippe SAUREL



Séance publique du jeudi 6 novembre 2014

Convoqué le jeudi 30 octobre 2014, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 6 novembre 2014 à 18H30, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Luc ALBERNHE, Lorraine ACQUIER, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Cédric De SAINT-JOUAN, Henri De VERBIZIER, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRECHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Anne-Louise KNAPNOUGEL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Jérémie MALEK, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Fabrice PALAU, Véronique PEREZ, Khanthaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALLIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Patrick VIGNAL, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Alex LARUE, Mustapha MAJDOUL, Chantal MARION, Annie YAGUE.

Absents :

Ecoles maternelles et primaires - Désignation de nouveaux représentants

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Conformément à l'article 17 du décret n° 90-788 du 06 septembre 1990, le maire ou son représentant et un conseiller municipal désigné par le conseil municipal sont amenés à siéger au sein des conseils d'écoles des établissements scolaires publics de premier degré.

Lors du Conseil Municipal du 22 mai 2014, la Ville de Montpellier a désigné M. Fabrice PALAU pour la représenter au sein des conseils des écoles suivantes : Ecole maternelle Aliénor d'Aquitaine, Ecole maternelle Hélène Boucher, Ecole élémentaire Alain Savary, Ecole élémentaire Ronsard.

La ville a également désigné lors de ce Conseil Municipal Madame BARTHAS-ORSAL pour la représenter au sein des conseils des écoles suivantes : Ecole maternelle Jules Michelet, Ecole primaire Joseph Delteil, ainsi que Madame SANTARELLI au sein du conseil de l'école Charles Dickens.

Suite à la démission de Monsieur Fabrice PALAU et aux demandes de Madame BARTHAS-ORSAL et de M. SANTARELLI d'être remplacées, il convient de désigner de nouveaux représentants dans ces instances.

Ont été élus :

Quartier Croix d'Argent :

- Pour l'école maternelle Aliénor d'Aquitaine : Patricia MIRALLES
- Pour l'école maternelle Hélène Boucher : Patricia MIRALLES
- Pour l'école élémentaire Alain Savary : Patricia MIRALLES
- Pour l'école élémentaire Ronsard : Patricia MIRALLES

Quartier Cévennes :

- Pour l'école maternelle Jules Michelet : Sabria BOUALLAGA
- Pour l'école primaire Joseph Delteil : Sabria BOUALLAGA

Quartier Prés d'Arènes :

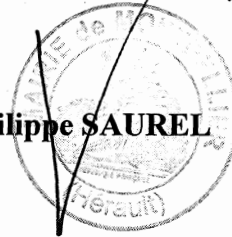
- Pour l'école élémentaire Charles Dickens : Pascal KRZYZANSKI

Le Conseil Adopte.

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,

Philippe SAUREL

Publiée le : 07 novembre 2014



Séance publique du jeudi 6 novembre 2014

Convoqué le jeudi 30 octobre 2014, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 6 novembre 2014 à 18H30, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Luc ALBERNHE, Lorraine ACQUIER, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Cédric De SAINT-JOUAN, Henri De VERBIZIER, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRECHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Anne-Louise KNAPNOUGEL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Jérémie MALEK, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Fabrice PALAU, Véronique PEREZ, Khanthaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Patrick VIGNAL, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Alex LARUE, Mustapha MAJDOUL, Chantal MARION, Annie YAGUE.

Absents :

Collèges - Désignation de nouveaux représentants

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Conformément aux dispositions de l'article 11 du décret 2005-1145 du 09 septembre 2005 relatif aux établissements publics locaux d'enseignement, il convient de désigner les représentants du Conseil Municipal dans les conseils d'administration des différents collèges de Montpellier.

Lors du Conseil Municipal du 22 mai 2014, la Ville de Montpellier a désigné M. Fabrice PALAU pour la représenter au sein du Conseil d'administration du collège Marcel Pagnol et du collège de la Croix d'Argent.

Suite à la démission de Monsieur Fabrice PALAU, il convient de désigner un nouveau représentant dans ces deux instances.

Ont été élus :

- Pour le collège Marcel Pagnol : Patricia MIRALLES
- Pour le collège de la Croix d'Argent : Patricia MIRALLES

Le Conseil Adopte.

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,

Philippe SAUREL

Publiée le : 07 novembre 2014

Séance publique du jeudi 6 novembre 2014

Convoqué le jeudi 30 octobre 2014, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 6 novembre 2014 à 18H30, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Luc ALBERNHE, Lorraine ACQUIER, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Cédric De SAINT-JOUAN, Henri De VERBIZIER, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRECHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Anne-Louise KNAPNOUGEL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Jérémie MALEK, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Fabrice PALAU, Véronique PEREZ, Khanthaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Patrick VIGNAL, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Alex LARUE, Mustapha MAJDOUL, Chantal MARION, Annie YAGUE.

Absents :

Ecoles privées - désignation de nouveaux représentants

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Conformément aux dispositions de l'article 18 de la loi n° 85-97 du 25 janvier 1985 relative aux rapports entre l'Etat, les collectivités territoriales et les établissements d'enseignement privé sous contrat, il convient de désigner les représentants du Conseil Municipal dans les conseils d'administration des écoles privées de Montpellier.

Lors du Conseil Municipal du 22 mai 2014, la Ville de Montpellier a désigné M. Fabrice PALAU pour la représenter au sein des conseils des écoles Saint Joseph et Sainte Emilie.

Suite à la démission de Monsieur Fabrice PALAU, il convient de désigner un nouveau représentant dans ces instances.

Ont été élus :

- Pour l'école Saint Joseph : Patricia MIRALLES
- Pour l'école Sainte Emilie : Patricia MIRALLES

Le Conseil Adopte.

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,

Philippe SAUREL

Publiée le : 07 novembre 2014

Séance publique du jeudi 6 novembre 2014

Convoqué le jeudi 30 octobre 2014, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 6 novembre 2014 à 18H30, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Luc ALBERNHE, Lorraine ACQUIER, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Cédric De SAINT-JOUAN, Henri De VERBIZIER, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRECHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Anne-Louise KNAPNOUGEL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Jérémie MALEK, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Fabrice PALAU, Véronique PEREZ, Khanthaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Patrick VIGNAL, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Alex LARUE, Mustapha MAJDOUL, Chantal MARION, Annie YAGUE.

Absents :

Commission de délégation de service public - Désignation d'un nouveau représentant suppléant

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Cette commission composée de l'autorité habilitée à signer la convention de délégation de service public ou son représentant, président, et de cinq membres de l'assemblée délibérante élus en son sein.

En outre, le comptable public de la ville de Montpellier et le représentant du ministre chargé de la concurrence siégeront au sein de la commission avec voix consultatives.

Lors du Conseil Municipal du 22 mai 2014, ont été élus :

Titulaires : Gérard CASTRE, Rémi ASSIE, Jean-Luc COUSQUER, Hervé MARTIN, Alex LARUE

Suppléants : Pascal KRZYZANSKI, Titina DA SYLVA, Fabrice PALAU, Michaël DELAFOSSE, Jacques DOMERGUE

Suite à la démission de Monsieur Fabrice PALAU, il convient de désigner un nouveau représentant suppléant.

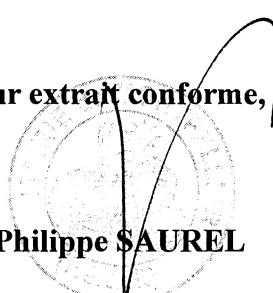
A été élue :

- Maud BODKIN

Le Conseil Adopte.

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,

Philippe SAUREL



Publiée le : 07 novembre 2014

Séance publique du jeudi 6 novembre 2014

Convoqué le jeudi 30 octobre 2014, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 6 novembre 2014 à 18H30, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Luc ALBERNHE, Lorraine ACQUIER, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Cédric De SAINT-JOUAN, Henri De VERBIZIER, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRECHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Anne-Louise KNAPNOUGEL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Jérémie MALEK, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Fabrice PALAU, Véronique PEREZ, Khanthaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Patrick VIGNAL, Rabii YOUSOUS.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Alex LARUE, Mustapha MAJDOUL, Chantal MARION, Annie YAGUE.

Absents :

Agence Locale de l'Energie ALE - Désignation d'un nouveau représentant suppléant

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

La Ville de Montpellier a accepté le principe de création de l'Agence Locale de l'Energie de Montpellier, subventionnée par la Commission Européenne, véritable outil de proximité et d'aide à la décision, et qui a un statut d'association loi 1901 à but non lucratif.

Les principales missions de l'Agence Locale de l'Energie sont :

- La communication, la sensibilisation et l'information technique, neutre et objective sur la maîtrise de l'énergie et les énergies renouvelables
- L'accompagnement technique des porteurs de projets pour l'optimisation énergétique dans les bâtiments, l'aménagement, l'urbanisme, les déplacements et les transports
- La mise en relation des partenaires, la création d'un lieu d'échanges entre tous les acteurs de l'énergie

Conformément aux statuts de l'association, la Ville de Montpellier doit être représentée, à l'Assemblée Générale et au sein du Conseil d'Administration, par quatre membres du Conseil Municipal.

Lors du Conseil Municipal du 24 avril 2014, ont été élus, membres titulaires : Vincent HALUSKA, Cédric de SAINT JOUAN, Christophe COUR, Titina DASYLVA et membres suppléants : Sabria BOUALLAGA, Jérémie MALEK, Jean-Marc DI RUGGIERO, Fabrice PALAU.

Suite à la démission de Monsieur Fabrice PALAU, il convient de désigner un nouveau membre suppléant.

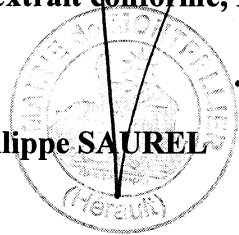
A été élu :

- Abdi EL KANDOUSSI

Le Conseil Adopte.

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,

Philippe SAUREL



Publiée le : 07 novembre 2014

Séance publique du jeudi 6 novembre 2014

Convoqué le jeudi 30 octobre 2014, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 6 novembre 2014 à 18H30, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Luc ALBERNHE, Lorraine ACQUIER, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Cédric De SAINT-JOUAN, Henri De VERBIZIER, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRECHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Anne-Louise KNAPNOUGEL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Jérémie MALEK, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Fabrice PALAU, Véronique PEREZ, Khanthaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Patrick VIGNAL, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Alex LARUE, Mustapha MAJDOUL, Chantal MARION, Annie YAGUE.

Absents :

Conseil Local de Sécurité et de Prévention de la Délinquance - Désignation d'un nouveau représentant

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Le CLSPD a pour vocation de favoriser l'échange d'informations entre les responsables des institutions et organismes publics et privés concernés et peut définir des objectifs communs pour la préservation de la sécurité et de la tranquillité publiques.

Conformément à la délibération prise le 22 mai 2014, le CLSPD est présidé en assemblée plénière par le Maire, en comité restreint par l'Adjointe au Maire déléguée à la sécurité, ainsi que par les élus de quartiers au sein des 6 groupes territoriaux (Nord, Sud, Cévennes, Centre, Port Marianne et Hôpitaux-Facultés).

Par ailleurs, les évolutions récentes de la politique de la ville au carrefour des politiques publiques de sécurité et de prévention de la délinquance suggèrent une mise en cohérence avec notamment le contrat de ville, sous pilotage de l'agglomération à partir de 2015 et la Stratégie Territoriale de Sécurité et de Prévention de la Délinquance 2014-2017 (STSPD) de la Ville de Montpellier. Cette STSPD ayant pour vocation à devenir la thématique « Sécurité et prévention de la délinquance » du futur contrat de ville, il apparaît nécessaire de désigner à ce titre l'Adjointe déléguée à la cohésion sociale.

Outre monsieur le Maire ont été élus : Marie-Hélène SANTARELLI, Chantal LEVY-RAMEAU, Sabria BOUALLAGA, Fabrice PALAU, Pascal KRZYZANSKI, Mylène CHARDES, Patricia MIRALLES, Sauveur TORTORICI, Titina DA SYLVA

Suite à la démission de Monsieur Fabrice PALAU, il convient de désigner un nouveau représentant.

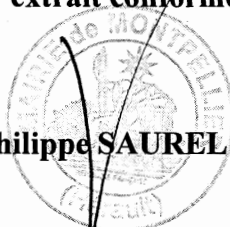
A été élue :

- Maud BODKIN

Le Conseil Adopte.

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,

Philippe SAUREL



Publiée le : 07 novembre 2014

Séance publique du jeudi 6 novembre 2014

Convoqué le jeudi 30 octobre 2014, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 6 novembre 2014 à 18H30, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Luc ALBERNHE, Lorraine ACQUIER, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Cédric De SAINT-JOUAN, Henri De VERBIZIER, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRECHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Anne-Louise KNAPNOUGEL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Jérémie MALEK, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Fabrice PALAU, Véronique PEREZ, Khanthaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Patrick VIGNAL, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Alex LARUE, Mustapha MAJDOUL, Chantal MARION, Annie YAGUE.

Absents :

Association Départementale d'Information et d'Aide aux Victimes (ADIAV) - Désignation d'un représentant

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

L'Association Départementale d'Information et d'Aide aux Victimes (ADIAV) a été fondée en 1983, s'inscrivant dans une mouvance de politique criminelle visant la protection accrue et une meilleure prise en charge des victimes d'infractions pénales.

L'ADIAV est une association loi 1901, reconnue d'intérêt général, et agréée et financée par le Ministère de la Justice et les collectivités territoriales sur le territoire desquelles elle intervient.

Selon les statuts du 16 décembre 2011, la Ville de Montpellier est représentée par un membre élu au sein de son Conseil municipal, afin de siéger à l'Assemblée Générale et au Conseil d'Administration de la structure.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal de désigner ce représentant.

A été élue :

- Maud BODKIN

Le Conseil Adopte.

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,

Philippe SAUREL

Publiée le : 07 novembre 2014



Association
Départementale
d'Information
et d'Aide aux
Victimes

A.D.I.A.V.

STATUTS

(Modification du 16 décembre 2011)

Article 1 : CRÉATION

Il est formé entre les personnes physiques et morales ayant adhéré aux présents statuts et remplissant les conditions ci-après indiquées, une association qui sera régie par la loi du 1^{er} juillet 1901 et par les présents statuts.

Elle se nomme "Association Départementale d'Information et d'Aide aux Victimes" en abrégé "ADIAV". Elle est déclarée en date du 26 mai 1983.

Cette association n'a aucun caractère confessionnel ou politique. Son siège est à la Maison de la Prévention, 56 rue de l'Université à 34000 MONTPELLIER. Il pourra être transféré en tout autre lieu par simple décision du Conseil d'administration. La durée de l'association est illimitée.

Article 2 : OBJET

L'association a pour objet :

- De favoriser auprès des victimes d'infractions pénales la connaissance de leurs droits.
- De leur expliquer les démarches privées (assurances), administratives ou judiciaires à entreprendre.
- D'intervenir à leur demande en cas de détresse morale afin de les aider immédiatement après l'infraction.
- De susciter des comportements nouveaux en faveur des victimes d'infractions pénales :
 - ✓ par une écoute psychologique.
 - ✓ par une intervention éventuelle dans la politique de conciliation pénale mise en œuvre par les autorités judiciaires.
- De contribuer à l'information sur les causes de la délinquance :
 - ✓ En instaurant une concertation entre les professionnels de la justice, les élus départementaux et municipaux,
 - ✓ En centralisant et en diffusant auprès du public et des professionnels des informations sur les pratiques judiciaires, administratives ou éducatives de nature à promouvoir une politique de prévention efficace.
- De procéder à des actions d'information et de formation juridique à la demande d'établissements scolaires, de maisons pour tous, de clubs du troisième âge ou de toute autre association.
- De procéder à des missions d'administrateur *ad hoc*.

L'association mettra en place les structures nécessaires à la réalisation des objectifs fixés. Elle disposera d'une équipe composée de salariés et de bénévoles.

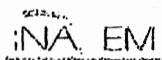


Siège de l'association - Montpellier Centre

Maison de la Prévention - Relais des Ursulines - 56 rue de l'Université - 34000 Montpellier

Tél : 04.67.60.61.78 / Fax : 04.67.60.26.33 / Courriel : accueil@adiav2000.org

Association loi de 1901 - Conventionnée par le Ministère de la Justice et membre de la fédération INAVEM



Article 3 : RESSOURCES

Les ressources de l'association peuvent comprendre notamment :

- Les subventions de l'État, de la Région, du Département et des Communes ainsi que tous les autres organismes ou établissements publics ou privés.
- Les cotisations des membres de l'association fixées par délibération de l'Assemblée Générale, et tout financement autorisé par la loi.

L'exercice comptable s'ouvre le 1^{er} janvier pour prendre fin le 31 décembre de chaque année. Il est tenu à jour une comptabilité soumise à la vérification d'un comptable agréé, et validée par un Commissaire aux comptes si les textes législatifs en vigueur l'imposent.

Article 4 : MEMBRES ADHÉRENTS

L'association se compose de membres adhérents et de membres de droit. Pour être membre adhérent, il faut :

- Adhérer aux objectifs définis par les statuts
- Acquitter la cotisation annuelle fixée par l'Assemblée Générale

Article 5 : MEMBRES DE DROIT

Sont membres de droit sans voix délibérative :

- Les représentants de chaque ville de l'Hérault participant au financement de l'action associative de l'ADIAV, désignés par les Conseils municipaux,
- Le représentant désigné par le Conseil Général du département de l'Hérault,
- Le représentant désigné par le Conseil Régional de Languedoc-Roussillon,
- Le magistrat désigné par le Premier Président et le Procureur Général près la Cour d'Appel de Montpellier,
- L'avocat désigné par le Conseil de l'Ordre des avocats de chaque barreau du département de l'Hérault,
- Le représentant désigné par le Directeur départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault,
- Le représentant désigné par le Commandant du Groupement de Gendarmerie de l'Hérault.

Article 6 : PERTE DE LA QUALITÉ DE MEMBRE

La qualité de membre de l'association se perd :

- Par la démission,

NC



Siège de l'association – Montpellier Centre

Maison de la Prévention – Relais des Ursulines – 56 rue de l'Université – 34000 Montpellier

Tél : 04.67.60.61.78 / Fax : 04.67.60.26.33 / Courriel : accueil@adiav2000.org

Association loi de 1901 – Conventionnée par le Ministère de la Justice et membre de la fédération INAVEM



- Par la radiation prononcée par le Conseil d'administration pour non paiement de la cotisation,
- Par la radiation prononcée par l'Assemblée Générale à la suite de la mise en œuvre d'actions engageant l'association et contraires aux décisions élaborées démocratiquement en son sein, ou contraires au bon renom ou à la bonne marche de l'association.

Aucun membre, cessant pour quelque motif que ce soit de faire partie de l'association, ne pourra exercer de réclamation à l'égard de sommes par lui versées ou des dépenses par lui faites au profit de l'association.

Article 7 : RESPONSABILITÉ DES MEMBRES

Le patrimoine de l'association répond seul des engagements contractés par elle ou des condamnations qui pourraient être prononcées contre elle, sans qu'aucun de ses membres, même ceux qui participent à son administration, puisse être tenu personnellement responsable.

Article 8 : ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ORDINAIRE

L'Assemblée Générale ordinaire est composée de tous les membres adhérents et de droit, ces derniers sans voix délibérative. Elle entend le rapport moral, le rapport d'activités et le rapport financier. Elle fixe les orientations de l'association, et décide des moyens à mettre en œuvre pour y parvenir.

L'Assemblée Générale est convoquée par le Conseil d'administration en séance ordinaire une fois par an, dans les six mois qui suivent la clôture des exercices comptables.

Elle prend ses décisions à la majorité des membres votants présents ou représentés. Chacun des membres présents peut être porteur d'un maximum de deux pouvoirs.

Elle doit être convoquée par lettres individuelles ou par courrier électronique, adressés au moins quinze jours avant la date de la réunion projetée.

Toute personne, salariée ou non, œuvrant pour le compte de l'association peut être conviée à y assister avec voix consultative, à l'initiative de la Présidence.

Article 9 : ASSEMBLÉE GÉNÉRALE EXTRAORDINAIRE

L'Assemblée Générale extraordinaire se réunit :

- À l'initiative du Conseil d'administration,
- Si la dissolution de l'association ou la modification des statuts sont inscrites à l'ordre du jour.

Elle siège valablement si le quart des membres ayant voix délibérative est présent ou représenté. Chacun des membres présents peut être porteur d'un maximum de deux pouvoirs.

Si ce quorum n'est pas atteint, elle doit être convoquée une seconde fois ; dans ce cas, elle peut alors valablement délibérer à la majorité des membres présents ou représentés.



Siège de l'association – Montpellier Centre

Maison de la Prévention – Relais des Ursulines – 56 rue de l'Université – 34000 Montpellier

Tél : 04.67.60.61.78 / Fax : 04.67.60.26.33 / Courriel : accueil@adiav2000.org

Association loi de 1901 – Conventionnée par le Ministère de la Justice et membre de la fédération INAVEM



Mc

Article 10 : LE CONSEIL D'ADMINISTRATION

Le Conseil d'administration comprend jusqu'à quinze membres, élus par l'Assemblée Générale parmi ses membres à jour de leurs cotisations.

Les membres de droit et toute personne, salariée de l'association ou bénévole, ayant œuvré pour le compte de l'association, peuvent participer aux délibérations avec voix consultative. Il en est de même pour tout adhérent invité par la Présidence, sauf avis contraire du Conseil d'administration.

Article 11 : DURÉE DU MANDAT DE MEMBRE DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Les mandats des membres du Conseil d'administration sont de trois ans renouvelables par tiers chaque année. Les membres sortants sont rééligibles.

Article 12 : PERTE DE LA QUALITÉ DE MEMBRE DU C.A.

La qualité d'administrateur se perd :

- Par la démission,
- Par la radiation prononcée par l'Assemblée Générale,
- Par l'absence non justifiée à plus de trois séances consécutives du Conseil d'administration.

Article 13 : ATTRIBUTIONS DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

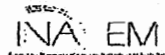
Les attributions du Conseil d'administration sont les suivantes :

- Élire le bureau, au scrutin secret si la demande en est faite,
- Prendre tout engagement, ordonner tout règlement,
- Ratifier toute décision urgente que la Présidence serait amenée à prendre après consultation du bureau, réserve faite des droits de l'Assemblée Générale,
- Approuver tout règlement préparé par le bureau,
- Négocier, et après toute approbation de l'Assemblée Générale, conclure les acquisitions et aliénations d'immeubles, la constitution d'hypothèques, accepter les donations,
- Convoquer l'Assemblée Générale ordinaire une fois par an,
- Déterminer la politique de l'association en exécution des orientations décidées par l'Assemblée Générale,
- Convoquer toute Assemblée Générale extraordinaire, notamment en vue de la dissolution de l'association ou de la modification des statuts,
- Proposer à l'Assemblée Générale extraordinaire le mode de liquidation le plus sage et l'attribution des biens qui lui paraît la plus conforme aux intentions des fondateurs,
- Proposer à la désignation de l'Assemblée Générale extraordinaire un ou plusieurs liquidateurs, membres ou non de l'association.



Siège de l'association – Montpellier Centre

Maison de la Prévention – Relais des Ursulines – 56 rue de l'Université – 34000 Montpellier
Tél : 04.67.60.61.78 / Fax : 04.67.60.26.33 / Courriel : accueil@adiav2000.org
Association loi de 1901 – Conventionnée par le Ministère de la Justice et membre de la fédération INAVEM



Article 14 : FONCTIONNEMENT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Le Conseil d'administration se réunit au moins deux fois par an.

Il est convoqué en séance ordinaire avant l'Assemblée Générale pour prendre connaissance du rapport du Bureau, et à la suite de l'Assemblée Générale pour procéder à l'élection du Bureau.

Il se réunit en outre, chaque fois que la Présidence l'estime nécessaire, et de plein droit si cette réunion est demandée par la majorité de ses membres.

Dans ce dernier cas, la réunion se tiendra dans un délai de quinzaine, et dans les trois jours s'il y a urgence.

Les décisions sont prises à la majorité des membres présents ou représentés ayant voix délibérative. En cas de partage, la voix de la Présidence est prépondérante.

Les membres de droit et toute personne, salariée de l'association ou bénévole ayant œuvré pour le compte de l'association, peuvent participer aux délibérations avec voix consultative. Il en est de même pour tout adhérent invité par la Présidence, sauf avis contraire du Conseil d'administration.

Article 15 : LE BUREAU

Le Bureau se compose :

- D'un(e) Président(e)
- D'un(e) ou plusieurs Vice-président(e)s
- D'un(e) Secrétaire Général(e)
- D'un(e) Secrétaire Général(e) adjoint(e) s'il y a lieu
- D'un(e) Trésorier(e)
- D'un(e) Trésorier(e) adjoint(e).

Le Bureau est renouvelé chaque année, lors de la réunion du Conseil d'administration qui suit l'Assemblée Générale statutaire.

Comme pour le Conseil d'administration, les membres du Bureau sont rééligibles.

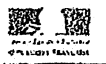
La Présidence peut inviter toute personne qualifiée à participer à une réunion du bureau, sans voix délibérative, sauf avis contraire du bureau.

Article 16 : ATTRIBUTIONS DU BUREAU

Les attributions du Bureau sont :

- Assurer la permanence de l'association,
- Préparer tous les règlements,
- Préparer les rapports sur l'année écoulée,
- Préparer l'ordre du jour des assemblées,
- De manière générale, assurer l'exécution des décisions du Conseil d'administration et des Assemblées Générales,
- Prendre toute décision relative aux contrats de travail des personnels salariés.

NL



Siège de l'association – Montpellier Centre

Maison de la Prévention – Relais des Ursulines – 56 rue de l'Université – 34000 Montpellier

Tél : 04.67.60.61.78 / Fax : 04.67.60.26.33 / Courriel : accueil@adiav2000.org

Association loi de 1901 – Conventionnée par le Ministère de la Justice et membre de la fédération INAVEM



Article 17 : RÔLE DE LA PRÉSIDENTE

Il appartient à la Présidente :

- De représenter l'association dans tous les actes de la vie civile et en justice, ou de déléguer à cet effet un des membres du bureau,
- De prendre toutes décisions urgentes conformément aux dispositions de l'article 16,

le tout sans préjudice des pouvoirs spéciaux que le Conseil d'administration, par vote de règlement ou de décision particulière, aurait confié à tel autre de ses membres.

En cas d'empêchement, le(s) Vice-président(s) supplée(nt) le (la) Président(e).

Article 18 : MODIFICATION DES STATUTS

Les statuts ne peuvent être modifiés que sur proposition du Conseil d'administration.

Le texte proposé sera mis à la disposition des membres de l'association avant le vote.

Toute modification qui porterait sur l'article 2 définissant l'objet et les buts de l'association, est soumise à l'approbation des trois-quarts des membres présents de l'Assemblée Générale extraordinaire.

Un changement d'adresse de l'association peut être entériné sur simple décision du Conseil d'administration.

Article 19 : DISSOLUTION

La dissolution de l'association est prononcée par l'Assemblée Générale extraordinaire selon les dispositions fixées à l'article 9 des statuts.

Les biens libres seront dévolus à titre gratuit à une ou plusieurs association régies par la loi de 1901 poursuivant un but d'aide sociale ou éducative, et par préférence, à celles qui le poursuivent au bénéfice des justiciables.

L'Assemblée Générale extraordinaire désigne un ou plusieurs liquidateurs des biens de l'association.

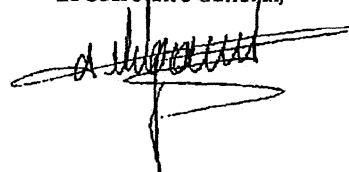
La dissolution doit faire l'objet d'une déclaration à la Préfecture de l'Hérault.

*Fait à Montpellier, le 16 décembre 2011,
après approbation par l'Assemblée Générale extraordinaire de ce jour*

La Présidente,



Le Secrétaire Général,




Siège de l'association – Montpellier Centre

Maison de la Prévention – Relais des Ursulines – 56 rue de l'Université – 34000 Montpellier

Tél : 04.67.60.61.78 / Fax : 04.67.60.26.33 / Courriel : accueil@adiav2000.org

Association loi de 1901 – Conventionnée par le Ministère de la Justice et membre de la fédération INAVEM



Séance publique du jeudi 6 novembre 2014

Convoqué le jeudi 30 octobre 2014, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 6 novembre 2014 à 18H30, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Luc ALBERNHE, Lorraine ACQUIER, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Cédric De SAINT-JOUAN, Henri De VERBIZIER, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRECHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Anne-Louise KNAPNOUGEL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Jérémie MALEK, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Fabrice PALAU, Véronique PEREZ, Khanthaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Patrick VIGNAL, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Alex LARUE, Mustapha MAJDOUL, Chantal MARION, Annie YAGUE.

Absents :

Commission de suivi de site de l'usine de méthanisation Amethyst - Désignation d'un nouveau représentant

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

La commission de suivi du site Usine de méthanisation AMETYST a pour mission de :

- Créer entre les différents représentants des collèges, un cadre d'échanges et d'informations sur les actions menées, sous le contrôle des pouvoirs publics, par les exploitants de l'installation en vue de prévenir les risques d'atteinte aux intérêts protégés par l'article L511-1 du code de l'environnement,
- Suivre l'activité de l'installation classée, lors de sa création, de son exploitation ou de sa cession d'activité,
- Promouvoir pour cette installation, l'information du public sur la protection des intérêts mentionnés à l'article L511-1 du code susvisé.

Lors du Conseil Municipal du 24 avril 2014, ont été élus :

- Titulaire : Fabrice PALAU
- Suppléant : Patricia MIRALLES

Suite à la démission de Monsieur Fabrice PALAU, il convient de désigner de nouveaux représentants.

Ont été élus :

- Titulaire : Patricia MIRALLES
- Suppléant : Vincent HALUSKA

Le Conseil Adopte.

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,

Philippe SAUREL

Publiée le : 07 novembre 2014

Séance publique du jeudi 6 novembre 2014

Convoqué le jeudi 30 octobre 2014, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 6 novembre 2014 à 18H30, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Luc ALBERNHE, Lorraine ACQUIER, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Cédric De SAINT-JOUAN, Henri De VERBIZIER, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRECHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Anne-Louise KNAPNOUGEL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Jérémie MALEK, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Fabrice PALAU, Véronique PEREZ, Khanthaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Patrick VIGNAL, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Alex LARUE, Mustapha MAJDOUL, Chantal MARION, Annie YAGUE.

Absents :

Société Locale d'Epargne Pic Ovalie - Désignation d'un nouveau représentant

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

La loi du 06 juin 1999 qui a transformé la Caisse d'Epargne en banque coopérative a créé les sociétés locales d'épargne (SLE). Lieux de rencontres et d'échanges, elles contribuent à la création d'une culture commune de l'ensemble des sociétaires, au renforcement de leur attachement aux valeurs de la Caisse d'Epargne et mettent en œuvre ses missions d'intérêt général.

Lors du Conseil Municipal du 24 juillet 2014, la Ville de Montpellier a désigné M. Fabrice PALAU pour la représenter au sein de la Société Locale d'Epargne Pic-Ovalie.

Suite à la démission de Monsieur Fabrice PALAU, il convient de désigner un nouveau représentant.

A été élue :

- Patricia MIRALLES

Le Conseil Adopte.

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,

Philippe SAUREL



Publiée le : 07 novembre 2014

Séance publique du jeudi 6 novembre 2014

Convoqué le jeudi 30 octobre 2014, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 6 novembre 2014 à 18H30, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Luc ALBERNHE, Lorraine ACQUIER, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Cédric De SAINT-JOUAN, Henri De VERBIZIER, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRECHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Anne-Louise KNAPNOUGEL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Jérémie MALEK, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Fabrice PALAU, Véronique PEREZ, Khanthaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Patrick VIGNAL, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Alex LARUE, Mustapha MAJDOUL, Chantal MARION, Annie YAGUE.

Absents :

Maison de Retraite de la Croix d'Argent Jean Peridier - Désignation d'un nouveau représentant

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

La Maison de retraite Jean Périquier, située 174, rue Jacques Bounin dans le quartier de La Croix d'Argent, structure publique gérée par le Département de l'Hérault, a une capacité d'accueil de 151 places.

Conformément aux articles L315-10 et R315-6 du code de l'action sociale et des familles, relatif à la composition des conseils d'administration des établissements publics locaux sociaux et médico-sociaux, la Ville de Montpellier, en tant que commune d'implantation de l'établissement, doit être représentée à son conseil d'établissement par un membre du Conseil Municipal.

Lors du Conseil Municipal du 22 mai 2014, la Ville de Montpellier a désigné M. Fabrice PALAU pour la représenter au sein de la Maison de Retraite de la Croix d'Argent Jean Périquier.

Suite à la démission de Monsieur Fabrice PALAU, il convient de désigner un nouveau représentant.

A été élue :

- Patricia MIRALLES

Le Conseil Adopte.

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,

Philippe SAUREL



Publiée le : 07 novembre 2014

Séance publique du jeudi 6 novembre 2014

Convoqué le jeudi 30 octobre 2014, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 6 novembre 2014 à 18H30, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Luc ALBERNHE, Lorraine ACQUIER, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Cédric De SAINT-JOUAN, Henri De VERBIZIER, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRECHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Anne-Louise KNAPNOUGEL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Jérémie MALEK, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Fabrice PALAU, Véronique PEREZ, Khanthaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Patrick VIGNAL, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Alex LARUE, Mustapha MAJDOUL, Chantal MARION, Annie YAGUE.

Absents :

Association languedocienne pour l'aide aux insuffisants mentaux - Désignation d'un nouveau représentant

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

L'Association languedocienne pour l'aide aux insuffisants mentaux intervient dans le domaine de l'accueil, de l'accompagnement et de la réinsertion professionnelle et sociale des personnes atteintes d'un handicap mental.

Conformément aux dispositions de l'article 3 du décret n° 91.1415 du 31 décembre 1991 relatif aux Conseils d'Etablissements des Institutions Sociales et Médico-Sociales, la ville de Montpellier doit être représentée au sein de chaque Conseil d'établissement de l'Association Languedocienne pour l'Aide aux Insuffisants Mentaux par un membre du Conseil municipal.

Lors du Conseil Municipal d 22 mai 2014, monsieur Fabrice PALAU a été élu pour représenter la Ville au conseil d'établissement du Foyer Beaufort.

Suite à la démission de Monsieur Fabrice PALAU, il convient de désigner un nouveau représentant pour le Foyer Beaufort.

A été élue :

- Patricia MIRALLES

Le Conseil Adopte.

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,

Philippe SAUREL

Publiée le : 07 novembre 2014

Séance publique du jeudi 6 novembre 2014

Convoqué le jeudi 30 octobre 2014, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 6 novembre 2014 à 18H30, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Luc ALBERNHE, Lorraine ACQUIER, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Cédric De SAINT-JOUAN, Henri De VERBIZIER, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRECHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Anne-Louise KNAPNOUGEL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Jérémie MALEK, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Fabrice PALAU, Véronique PEREZ, Khanhaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Patrick VIGNAL, Rabii YOUSOUS.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Alex LARUE, Mustapha MAJDOUL, Chantal MARION, Annie YAGUE.

Absents :

Avis de la Ville de Montpellier dans le cadre de l'enquête publique relative à la requalification environnementale de l'actuelle autoroute A9

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Une enquête publique préalable à la DUP et à la cessibilité, a été diligentée par le Préfet du 21 octobre 2014 au 20 novembre 2014, concernant le projet d'ASF, relatif à la requalification environnementale de l'A9 actuelle. Dans le cadre du dossier soumis à l'enquête, un ouvrage de rétention de ruissellement des eaux pluviales a été programmé sur la commune de Montpellier sur un terrain appartenant à la Ville dans le quartier Port Marianne.

La ZAC Port Marianne – Rive Gauche a été créée le 4 février 2008. Cette opération, d'une superficie d'environ 9,6 ha, comprend une zone non bâtie qui permet de faire une transition avec l'A9 existante et qui est affectée à la réalisation d'un parc urbain connecté au réseau de déplacements doux du secteur.

Ce parc, d'environ 1,4 ha de superficie en bordure nord de l'autoroute, est prévu sur un foncier dont une grande partie appartient déjà à la ville (parcelle SC25, domaine privé de la Ville). Il est situé sur une zone dite « de transparence hydraulique » entre le Lez et la Lironde inscrite au PPRI en zone rouge. Cette transparence se prolonge sur le quartier République pour rejoindre le bassin versant de la Lironde.

L'opération Rive Gauche est donc bordée au sud par la « transparence hydraulique » et par l'actuelle autoroute A9. Cette dernière va faire l'objet de travaux de requalification environnementale (réduction du bruit et de la pollution due aux eaux de ruissellement des eaux de surface) parallèlement à la création d'une nouvelle autoroute dite A9b. Dans ce cadre, une enquête publique conjointe portant sur le projet de DUP de l'opération et valant enquête parcellaire est en cours depuis le 21 octobre 2014 jusqu'au 20 novembre 2014.

Dans le cadre de cette requalification, ASF, maître d'ouvrage des travaux, envisage de créer un bassin de rétention dans la transparence hydraulique. Son emplacement ne paraît pas opportun tant du point de vue hydraulique (il n'est pas recommandé de créer des bassins de rétention des eaux dans les zones de transparence) que du point de vue urbain (le parc serait grevé d'un ouvrage de conception a priori très technique). Il pourrait être plus judicieusement localisé au sud de l'A9, dans des terrains maîtrisés par la Communauté d'Agglomération de Montpellier. Les propositions faites en ce sens ont cependant été écartées

par ASF malgré de nombreux échanges de courriers avec la Ville et la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

Il convient de noter que le dossier soumis à enquête publique ne permet pas, même si les dimensions de l'ouvrage sont données (800 m3), d'apprécier précisément l'opportunité de ce bassin de rétention sur ce site. Le dessin de l'ouvrage, ainsi que son traitement paysager éventuel, n'étant pas précisés. Il existe parallèlement un risque de « volume mort » (eau stagnante) ainsi que de pollution résiduelle, compte tenu de la destination de l'ouvrage (de « traitement qualitatif » des eaux de ruissellement de l'autoroute, qui sont évidemment polluées).

La Ville est favorable au projet de requalification de l'A9, cependant il paraît souhaitable qu'elle se manifeste dans le cadre de l'enquête publique auprès du commissaire enquêteur pour exprimer son opposition à ce bassin de rétention tel qu'il est prévu aujourd'hui, pour des raisons de traitement paysager du secteur, et parce qu'il se situe au sein même de la transparence Lez – Lironde (zone inondable

Elle entend donc faire connaître son opposition à ce projet de bassin de rétention et demander qu'une alternative à ce projet de bassin soit trouvée par le maître d'ouvrage qui est ASF.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- de prendre acte du projet de Déclaration d'Utilité Publique de requalification environnementale de l'actuelle autoroute A9, tel que mentionné dans le dossier soumis à enquête publique et de donner un avis favorable à ce projet ;
- de faire connaître l'opposition de la Ville à l'implantation d'un bassin de rétention des eaux de ruissellement, du fait de sa mauvaise intégration paysagère et situé dans la « transparence hydraulique Lez Lironde » au nord de l'autoroute A9 et au sud de la ZAC Port Marianne Rive Gauche dans le cadre de l'enquête publique en cours ;
- de demander qu'une alternative soit trouvée par le maître d'ouvrage des travaux pour une nouvelle implantation de ce bassin, plutôt au sud de l'autoroute A9 ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou, à défaut, l'Adjoint délégué, à signer tous documents relatifs à cette affaire, et ce notamment auprès du commissaire enquêteur dans le cadre de l'enquête publique en cours.

Le Conseil Adopte.

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,


Philippe SAUREL

Publiée le : 07 novembre 2014

Séance publique du jeudi 6 novembre 2014

Convoqué le jeudi 30 octobre 2014, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 6 novembre 2014 à 18H30, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Luc ALBERNHE, Lorraine ACQUIER, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Cédric De SAINT-JOUAN, Henri De VERBIZIER, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRECHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Anne-Louise KNAPNOUGEL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Jérémie MALEK, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Fabrice PALAU, Véronique PEREZ, Khanthaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Patrick VIGNAL, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Alex LARUE, Mustapha MAJDOUL, Chantal MARION, Annie YAGUE.

Absents :

Institution de la taxe d'aménagement sur le territoire communal

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

La loi des finances rectificative du 29 décembre 2010 a profondément modifié la fiscalité de l'urbanisme et notamment les articles L.331-1 et suivants du code de l'urbanisme.

En application des dispositions susvisées, la taxe d'aménagement applicable aux autorisations d'urbanisme est entrée en vigueur le 1^{er} mars 2012 en substitution des taxes locales existantes.

Dans la perspective de ce changement, par délibération du 25 juillet 2011, la Ville de Montpellier a institué sur son territoire la taxe d'aménagement applicable aux autorisations d'urbanisme. Cette délibération a été prise pour une durée de 3 ans.

Ce délai arrivant à échéance, il convient donc aujourd'hui de délibérer pour maintenir la taxe d'aménagement et les valeurs applicables de cette taxe aux autorisations d'urbanisme. Ce renouvellement est valable pour un an reconductible tacitement.

La taxe d'aménagement comprend une part communale et une part départementale.

La valeur forfaitaire du m² de la surface de la construction taxée qui sert de base au calcul de la taxe est fixée par la loi.

Il appartient au conseil municipal de fixer le taux d'imposition applicable à la part communale de la taxe d'aménagement.

Après analyse il paraît souhaitable de maintenir un niveau d'imposition comparable à celui actuellement en vigueur, à savoir 5%.

Comme le permet l'article L.331-13 du code de l'urbanisme, il est également proposé de maintenir la base imposable des emplacements de stationnement non compris dans la surface taxable. Cette mesure réduira la distorsion importante entre le coût des aires de stationnement extérieures et intérieures.

En conséquence il est proposé au Conseil Municipal :

- de maintenir sur le territoire communal la taxe d'aménagement au taux de 5% ;
- de dire que la présente délibération sera valable pour une durée de un an reconductible tacitement mais que le taux pourra être modifié tous les ans ;
- de dire que la valeur forfaitaire des places de stationnement non comprises dans la surface visée à l'article L.331-10 du code de l'urbanisme sera de 5000 € ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou, à défaut, l'Adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

Le Conseil Adopte.

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,



Philippe SAUREL

Publiée le : 07 novembre 2014

Communication

**Article L 2122-22 et L 2122-23 du
 Code Général des Collectivités Territoriales :**

En application de l'article L 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales, le maire doit rendre compte des décisions à chacune des réunions obligatoires du conseil municipal. Cette communication ne donne pas lieu à un débat. L'ensemble des décisions, et leurs annexes, sont consultables auprès du Secrétariat Général – Service de l'Assemblée.

**Numéro de
 la décision**
Synthèse de la décision

2014/0309	Marché à procédure adaptée pour la maintenance des véhicules de type gros utilitaires et poids-lourds de la Ville de Montpellier attribué à Montpellier Poids-Lourds pour un montant de 85 000 € HT maximum
2014/0311	Cotisation à l'association Institut Confucius de Montpellier pour l'année 2014 pour un montant de 5000 euros
2014/0314	Marché à procédure adaptée pour l'entretien des deux-roues motorisés de la flotte de véhicules de la Ville de Montpellier attribué à : <ul style="list-style-type: none"> - Lot 1 (Scooters Peugeot et multimarques) : Moto Store 34 pour un montant de 30 000 € HT - Lot 2 (Scooters Aprilia et multimarques) : Moto Store 34 pour un montant de 30 000 € HT - Lot 3 (Motos) : Yam34 pour un montant de 29 000 € HT
2014/0317	Annulation pour cause d'erreur matérielle de calcul et remplacement de la décision 2014/0177. Nécessité de conclure un avenant avec l'entreprise Malet marché 3D01852A pour le PAE Marqueroise pour un montant de 26 843,81 € HT soit une augmentation de 4,92 %
2014/0318	D'exercer le droit de préemption, pour le compte d'ACM, sur la propriété de la Société CODISUD située 396 rue Paul Rimbaud, cadastrée section MS 67 de 2 470 m ² , pour un montant de 1.750.000 €
2014/0320	Reconduction de l'adhésion à l'association Elus Locaux Contre le Sida, favorisant l'engagement politique dans la lutte contre le sida pour un montant de 400 € HT pour 2014
2014/0321	Il y a lieu de procéder à un MAPA, afin de choisir un prestataire pour valoriser la manifestation "Antigone des Associations" édition 2014, cette valorisation se concrétise essentiellement par une réservation d'espace de 8 pages dans le quotidien Midi-Libre ainsi que 10000 exemplaires de tirés à part, permettant la présentation détaillée de l'action de la municipalité ; ce marché a été attribué à la Société en nom collectif Midimédia pour un montant de 17 416 € HT
2014/0322	De renouveler l'adhésion à l'Association des Villes pour la Propreté Urbaine (AVPU) pour un montant de 2 000 € au titre de l'année 2014

2014/0323	De conclure une convention pour l'attribution d'un logement à titre onéreux à Madame Aline MANIACI à l'école préélémentaire Jeanne Deroin pour un montant de 224,73 € mensuel
2014/0324	D'attribuer un MAPA concernant la réparation des carrosseries des véhicules pour un an et reconductible trois fois un an à la société CARROSSERIE LAMARE. Le montant total maximum des commandes pour la durée du marché est de 85 000 € HT
2014/0325	D'attribuer un MAPA, afin de choisir un prestataire en vue de l'exécution-production (mise au net et studio de production pour assurer la réalisation définitive des documents destinés à l'impression et aux supports multimédia), à la société Graphic Design pour un montant minimum de 10 000 € HT et maximum de 80 000 € HT.
2014/0326	D'attribuer à Bureau Véritas le marché "Vérifications périodiques" et à Qualiconsult le marché "Contrôle technique". Il s'agit de marchés à bons de commande, sans minimum ni maximum. Ils sont conclus pour un an reconductible trois fois.
2014/0327	Autorisation d'occupation temporaire du domaine public sur l'Espace Grammont au Bois de la Chaumière concernant la mission évangélique du 14/09/2014 au 05/10/2014
2014/0328	Attribution du marché "Fourniture de pièces de remplacement et maintenance corrective du système d'alerte crue" à l'entreprise DSA pour un montant de 18 539 euros HT
2014/0329	Attribution du marché à bons de commande pour la mise en conformité et sécurité des mâts d'éclairage des équipements sportifs à l'entreprise REEL MEDITERRANEE pour un montant de 20 000 € HT par an reconductible 2 ans
2014/0330	La Ville de Montpellier décide de défendre ses intérêts par l'intermédiaire de ses avocats dans l'affaire Ville c/ Monsieur GILBERT SANCHEZ
2014/0331	La Ville de Montpellier décide de défendre ses intérêts par l'intermédiaire de ses avocats dans l'affaire Ville c/ LAURET Anne-Marie et Michel
2014/0332	La Ville de Montpellier décide de défendre ses intérêts par l'intermédiaire de ses avocats dans l'affaire Ville c/ Madame Viviane GREL
2014/0333	Après consultation, la Ville de MONTPELLIER décide d'attribuer le marché "l'Achat de mélange 2 temps prêt à l'emploi pour le petit matériel à moteur thermique espace vert" à la société CEVENNES MOTOCULTURE pour un montant de commandes sans minimum et avec un maximum de 48 000 € HT. C'est un marché unique pour une durée d'exécution de 4 ans à partir de la date de notification
2014/0334	Autorisation d'attribuer le marché n°4D0029 d'entretien du Lez, des plans d'eau et des ouvrages de régulation à l'entreprise CIEL VERT pour un montant compris entre 100 000 € HT et 400 000 € HT
2014/0336	D'attribuer le marché "Aménagement et animation des évènements" : <ul style="list-style-type: none"> - Lot 1 (aménagement, production de stands) à la société Solution Expo ISF113 pour un montant minimum annuel de 50 000 € HT - Un arrêté de déclaration sans suite a été publié concernant le lot 2 « Animation, dynamisation des évènements »
2014/0338	Passation d'un avenant (n° 1) au marché n° 4B0060 « Mission d'étude pour l'élaboration du plan de gestion forestière et de gestion du risque incendie du massif de Lunaret » pour un montant de 4 400 € HT

2014/0341	D'attribuer le MAPA pour l'hébergement, référencement et statistiques des portails multi-sites internet et des sites crise-circulation : <ul style="list-style-type: none"> - Lot 1(hébergement du portail multi-sites internet et des sites crise-circulation) à la société Eolas pour un montant minimum de 10 000 € HT et maximum de 35 000 € HT - Lot 2 (référencement et statistiques) à la société Eolas pour un montant minimum de 5 000 € HT et maximum de 53 000 € HT
2014/0342	D'attribuer le marché « Formation Premiers Secours Civiques niveau 1 » à la CROIX ROUGE FRANCAISE pour un montant de 750 € par session
2014/0343	D'attribuer le marché « Formation gestes et postures » pour différents services de la collectivité à FORMATRANS pour un montant de 480 € par session
2014/0344	De signer une convention de mise à disposition du P.U.S. Veyrassi avec l'Université Montpellier 1 du 15 Septembre 2014 au 26 Juin 2015, pour un montant de 24 428,25 € T.T.C.
2014/0345	Dans le cadre de la mise en conformité PMR de la Maison pour Tous Escoutaire, la Ville souhaite confier une mission de maîtrise d'oeuvre à l'ATELIER AA pour un montant de 16 800 € HT.
2014/0347	Résiliation du marché de prestation de nettoyage professionnel d'articles textiles n° 3B0156 attribué à la société EDANCO, pour non respect des termes du marché, notamment pour la qualité des prestations et les délais contractuels d'exécution.
2014/0349	De signer la convention d'accès au service du Nœud de Raccordement Optique et d'utilisation de connectivités optiques, entre la Ville de Montpellier et HERAULT NETWORKS, pour le raccordement de clients pour une durée de dix ans.
2014/0350	Attribution du marché n°3C00418 de mission de maîtrise d'oeuvre pour l'aménagement du barrage du lac des Garrigues à l'entreprise TRACTEBEL pour un montant de 67 150 € HT.
2014/0351	Signature d'une convention de participation aux équipements publics de la ZAC la Fontaine de 187.804 € en vue de l'attribution d'un permis de construire pour la construction d'un immeuble collectif.
2014/0352	Après consultation, la Ville de MONTPELLIER décide d'attribuer le marché "Achat de casques scooter et moto avec prestations de sérigraphies, antivol SRA, bottes, gants et équipements de protection (n°4B0153)" à la société SAGA YAM pour un montant de commandes sans minimum et avec un maximum de 40 000 € HT. C'est un marché unique pour une durée d'exécution de quatre ans à compter de sa date de notification.
2014/0353	De signer la convention de location du réseau haut débit entre la Ville de Montpellier et Hérault Télécom pour une durée de dix ans.
2014/0354	De signer la convention de location du réseau haut débit entre la Ville et l'Office de Tourisme de Montpellier pour une durée de dix ans.
2014/0355	D'attribuer le marché à procédure négociée "Achat de pièces détachées d'origine et adaptables de rechange, d'entretien et de produits pour véhicules légers, véhicules utilitaires, poids lourds, deux roues et engins agricoles et de chantiers" pour le lot n°13 (pièces d'origine JOHN DEERE) à la société AGRISUD pour un montant estimatif annuel de commandes sans minimum et sans maximum de 4 000 € HT, pour le lot n°15 à la société ETOILE DU LANGUEDOC pour un montant estimatif annuel de commandes sans minimum et sans maximum de 1 000.00 € HT. Ce sont des marchés à procédure négociée conclus pour une période d'exécution de un an pour une durée maximale de reconduction de trois ans à compter de la date de notification.

2014/0356	De conclure une convention de mise à disposition des oeuvres pour l'exposition Aaron Siskind, une autre réalité photographique pour un montant de 65 000 € avec l'Arizona Board of Regents
2014/0357	D'attribuer le marché "achat de cinémomètres et d'éthylotests " à la société MERCURA S.A.S pour un montant de commandes avec un minimum de 8 000 € HT et un maximum de 40 000 € HT pour le lot n°1, et à la société CONTRALCO pour un montant de commandes avec un minimum de 1 000 € HT et un maximum de 35 000.00 € HT pour le lot n°2. Ce sont des marchés uniques pour une durée d'exécution de quatre ans à compter de sa date de notification.
2014/0358	Il est nécessaire de prolonger la durée des deux lots du marché 0G48 pour répondre à une demande du Tribunal administratif et pour cela d'adopter un avenant n° 1 avec chaque titulaire.
2014/0359	D'exercer le droit de préemption, sur la propriété RUIZ située rue des Marels lieudit Mas de Calage, cadastrée section RM 6 de 3.299 m ² , pour un montant de 21.000 €.
2014/0363	Le marché négocié à bons de commande concernant la mise en place de la verbalisation par voie électronique des infractions à la circulation routière est attribué à la société EXYZT sur une période initiale de 2 ans pour un montant de 381 345,40 € HT.

REGISTRE DES DELIBERATIONS ET DECISIONS

DÉCISIONS ET ANNEXES

**Marché à procédure adaptée de maintenance des gros
utilitaires et poids-lourds de la Ville de Montpellier**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire ;
- Vu l'arrêté n° 2014/1341/T/R du 29 avril 2014, donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA, adjoint délégué,

Considérant :

- Qu'il y a lieu de procéder à l'entretien des véhicules de type gros utilitaires et poids-lourds de la Ville de Montpellier,
- Que la consultation a fait l'objet d'un marché passé en procédure adaptée, référencé 4B0101, conformément au code des marchés publics,
- Que le marché est sans minimum et avec un maximum de 85 000 € HT,
- Qu'il s'agit d'un marché à bons de commande d'une durée d'un an à compter de la date de notification, reconductible tacitement trois fois par période d'un an,
- Que la société Montpellier Poids-Lourds a présenté l'offre la plus avantageuse,

Décide en conséquence :

- D'attribuer le marché à :
 - o Montpellier Poids-Lourds, Parc de la Lauze, 4 rue st Exupéry, BP 207, 34434 St Jean De Védas Cedex,
- D'imputer cette dépense sur le budget de fonctionnement de la ville (nature : 61551 et ligne de crédit : 1080).

Montpellier, le 26/09/2014

Pour Monsieur le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué
Max LEVITA

Publiée le : 30/09/2014
Notifiée le :

Cotisation à l'association Institut Confucius de Montpellier pour l'année 2014

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire ;

Considérant :

- Que par délibération en date du 25 mars 2013, la Ville de Montpellier a validé la création d'un Institut Confucius dont la vocation est d'assurer à Montpellier la diffusion de la langue et de la culture chinoise, de favoriser les échanges et le développement de projets concrets entre Montpellier et la Chine, et tout particulièrement avec la Ville jumelle de Montpellier, Chengdu.
- Que cet Institut est porté par une association incluant quatre structures fondatrices, le Rectorat de l'Académie de Montpellier, les deux universités montpelliéraines UM1 et UM2 et la Ville de Montpellier en partenariat avec l'Université des Sciences Electroniques et Technologiques de Chine à Chengdu (UESTC).
- Que l'Institut Confucius dispense depuis maintenant un an, des enseignements de langue chinoise pour environ 180 élèves, organise des activités de sensibilisation à la culture notamment par l'organisation d'expositions, d'ateliers, de conférences, favorise les contacts et les échanges avec la Chine, anime le tissu associatif franco-chinois, organise des rencontres, des stages linguistiques. Il permet également aux entreprises locales travaillant avec la Chine des formations en chinois par l'organisation de séminaires de travail.
- Que la Ville de Montpellier à l'instar des trois autres membres fondateurs, a versé pour la première année de fonctionnement une cotisation annuelle de 7000 euros, en 2013, afin d'impulser le développement de l'activité de l'Institut.

Décide en conséquence :

- D'approuver le versement d'une cotisation annuelle pour l'année 2014,
- De prélever le montant de la dépense pour un montant de 5 000 euros sur les crédits inscrits au budget 2014 de la Ville au chapitre 920,
- D'autoriser, Monsieur le Maire, à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

Montpellier, le 23/09/2014

Monsieur le Maire
Philippe SAUREL

Publiée le : 01/10/2014
Notifiée le :

**Marché à procédure adaptée d'entretien des scooters et
cyclomoteurs de la Ville de Montpellier n°4B0078**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire ;
- Vu l'arrêté n° 2014/1341/T/R du 29 avril 2014, donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA, adjoint délégué,

Considérant :

- Qu'il y a lieu de procéder à l'entretien des scooters et cyclomoteurs de la Ville de Montpellier,
- Que la consultation a fait l'objet d'un marché passé en procédure adaptée, référencé 4B0078, conformément au code des marchés publics,
- Que le marché est sans minimum et avec un maximum de 89 000 € HT, répartis sur trois lots de la façon suivante :
 - o Lot n° 1 : Scooters de marque Peugeot et multimarques : 30 000 € HT,
 - o Lot n°2 : Scooters de marque Aprilia et multimarques : 30 000 € HT,
 - o Lot n°3 : Motos : 29 000 € HT,
- Qu'il s'agit d'un marché à bons de commande d'une durée d'un an à compter de la date de notification, reconductible tacitement trois fois par période d'un an,
- Que pour le lot n°1, l'offre de la société Moto Store 34 a été jugée acceptable,
- Que pour le lot n°2, l'offre de la société Moto Store 34 a été jugée acceptable,
- Que pour le lot n°3, la société Yam34 a présenté l'offre la plus avantageuse,

Décide en conséquence :

- D'attribuer le marché précité à :
 - o Moto Store 34, 78 rue de la Jasse, 34130 Mauguio pour le lot n°1,
 - o Moto Store 34, 78 rue de la Jasse, 34130 Mauguio pour le lot n°2,
 - o Yam34, 250 rue de la Jasse, 34130 Mauguio pour le lot n°3,
- D'imputer cette dépense sur le budget de fonctionnement de la ville (nature : 61551 et ligne de crédit : 1080).

Montpellier, le 16/10/2014

Pour Monsieur le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué
Max LEVITA

Publiée le : 17/10/2014
Notifiée le :

**PAE Marquerose Aménagement du Boulevard Paul
valéry et de la rue de la Marquerose
Lot 1 Voirie
Approbation de l'avenant n°1 au marché 3D01852A
annule et remplace la décision 2014/0177**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire ;
- Vu l'arrêté de délégation n°2014/1718 du 2 Juin 2014, donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, adjoint délégué ;

Considérant :

Que le PAE (Plan d'Aménagement d'Ensemble) multi-sites Marquerose a été approuvé par délibération du Conseil Municipal le 6 novembre 2006: il prévoit l'urbanisation du secteur compris entre l'avenue Villeneuve d'Angoulême, la voie ferrée (VFIL) et le boulevard Paul Valéry avec la création d'environ 140 logements.

Que, pour accompagner cette urbanisation dans le cadre de ce PAE, la ville a lancé une première tranche d'aménagement de voirie, le long de la rue de la Marquerose et du boulevard Paul Valéry entre le rue Joseph Guerre et la rue gaston Bachelard ;

Que dans sa séance du 22 juillet 2013, le Conseil Municipal a approuvé la passation des marchés de travaux correspondants aux entreprises suivants:

- Lot n°1 – Voirie: entreprise MALET pour un montant de 546.107,09 € H.T.;
- Lot n°2 – Eclairage public: entreprise SPIE SUD-OUEST pour un montant de 166.484,20 € H.T.;
- Lot n°3 – Espaces verts: entreprise POUSSE CLANET pour un montant de 15.847,00 € H.T..
- Que, concernant le lot 1, un certain nombre de travaux et sujétions techniques ne pouvant être prévus à l'origine du projet, sont apparus en phase d'exécution du chantier :
- La reprise du portail ainsi que la rampe d'accès de la parcelle EL 616 afin de permettre le raccordement altimétrique de la propriété riveraine existante pour un montant de 6.854,00 € H.T.;
- Le piquage en soubassement du mur de clôture de la parcelle EL 605 ainsi que la reprise de l'enduit de ce mur pour un montant de 1.830,00 € H.T.;
- La création d'un raccordement aux eaux pluviales provenant de la parcelle EL628 pour un montant de 922,29 € H.T.;
- La création d'une dalle de répartition sur le réseau pluvial existant pour le protéger mécaniquement compte tenu de sa nouvelle altimétrie pour un montant de 821,11 € H.T.;

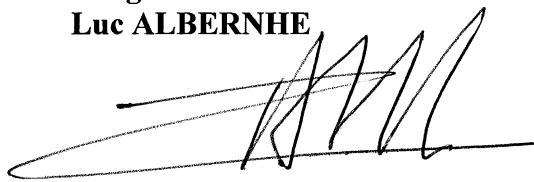
- La fourniture et pose de caniveau à grille devant le local poubelle pour récolter les eaux pluviales à la limite du domaine public et de la parcelle EL605 pour un montant de 2.210,00 € H.T.;
- La création d'une contre marche le long de la propriété EL 460 afin de pas déchausser les fondations du mur de clôture existant pour un montant de 1.977,30 € H.T.;
- La réalisation de plots non prévus initialement pour les travaux de mur de soutènement aux abords de la parcelle EL 259 pour un montant de 7.861,56 € H.T..
- Que par ailleurs, s'agissant d'un marché sur prix unitaires, rémunéré par conséquent sur les quantités réellement exécutées, le bilan fait apparaître une augmentation par rapport au devis quantitatif estimatif initial de 4 367,55 € H.T. ;
- Qu'une erreur matérielle de calcul a conduit à présenter dans la décision 204/0177 un montant de 2 312,72 € H.T à la place du montant de 4 367,55 € H.T.
- Qu'il convient donc de conclure l'avenant correspondant au lot n°1 avec l'entreprise Malet ;

décide en conséquence :

- d'approuver l'avenant n°1 au marché n° 3D01852A correspondant au lot n°1 Voirie à conclure avec l'entreprise MALET pour un montant en plus-value de 26 843,81 € H.T., soit une augmentation de 4,92% par rapport au montant du marché initial ; ce qui porte le nouveau montant de ce marché à 572 950,90 €H.T. ;
- de dire que la dépense est inscrite au budget principal de la Ville pour l'année 2014 en investissement ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou Monsieur l'adjoint délégué, à signer l'avenant et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire avec l'entreprise titulaire du marché initial.

Montpellier, le 18.09.2014

Pour Monsieur le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué
Luc ALBERNHE



Publiée le : 19.09.2014
Notifiée le :

DIRECTION AFFAIRES JURIDIQUE
ET COMMANDE PUBLIQUE

SERVICE COMMANDE PUBLIQUE

PROJET D'AVENANT N° 1

A. Identification de la personne morale de droit public qui a passé le marché et du titulaire

Ministère, collectivité territoriale ou établissement :

Ville de MONTPELLIER
1 place Georges Frêche
34267 Montpellier cedex 2

Titulaire du marché :

MALET

B. Renseignements concernant le marché

Objet du marché :

PAE MARQUEROSE - AMENAGEMENT BOULEVARD PAUL VALERY ET RUE DE LA MARQUEROSE
Lot 1 : Voirie

N° du marché :

3D01852A

Notifié le :

28 août 2013

Montant initial du marché :

Montant HT : 546 107,09€ HT

Date de la décision autorisant la signature de l'avenant :

C. Objet de l'avenant

ARTICLE 1

Le présent avenant a pour objet d'augmenter le montant du contrat pour le(s) motif(s) suivant(s) : dans le cadre du Plan d'Aménagement d'Ensemble multi-sites Marqueroze la Ville a lancé une première tranche

d'aménagement de voirie le long de la rue de la Marqueroise et du boulevard Paul Valéry entre la rue Joseph Guerre et la rue Gaston Bachelard.

Or, en phase d'exécution du chantier, un certain nombre de travaux et de sujétions techniques ne pouvait être prévu à l'origine du projet :

- la reprise du portail ainsi que la rampe d'accès de la parcelle EL 616 afin de permettre le raccordement altimétrique de la propriété riveraine existante pour un montant de 6 854.00 € H.T.

- le piquage en soubassement du mur de clôture de la parcelle EL 605 ainsi que la reprise de l'enduit de ce mur pour un montant de 1 830.00 € H.T.

- la création d'un raccordement aux eaux pluviales provenant de la parcelle EL 628 pour un montant de 922.29 € H.T.

- la création d'une dalle de répartition sur le réseau pluvial existant pour le protéger mécaniquement compte tenu de sa nouvelle altimétrie pour un montant de 821.11 € H.T.

- la fourniture et pose de caniveau à grille devant le local poubelle pour récolter les eaux pluviales à la limite du domaine public et de la parcelle EL 605 pour un montant de 2 210.00 € H.T.

- la création d'une contre marche le long de la propriété EL 460 afin de déchausser les fondations du mur de clôture existant pour un montant de 1 977.30 € H.T.

- la réalisation de plots non prévue initialement pour les travaux de mur de soutènement aux abords de la parcelle EL 259 pour un montant de 7 861.56 € H.T.

Par ailleurs, s'agissant d'un marché à prix unitaires rémunéré sur les quantités réellement exécutées, le bilan fait apparaître une augmentation par rapport au devis quantitatif estimatif initial de 4 367.55 € H.T.

ARTICLE 2

Les prestations supplémentaires à exécuter par le titulaire du contrat seront payées en fonction des prix inscrits dans sa proposition. Cette pièce fait partie intégrante de l'avenant au contrat.

Le montant total de l'avenant au contrat est fixé à **26 843.81 € H.T.**, soit en toutes lettres vingt six mille huit cent quarante trois euros et quatre vingt un centimes hors taxes.

Le montant du contrat est donc porté à **572 950.90 € H.T.**

La plus-value s'élève donc à **4,92 %** du contrat initial.

ARTICLE 3

Les clauses et conditions du contrat initial (et des précédents avenants éventuels) demeurent applicables dans la mesure où elles ne sont pas modifiées par le présent avenant.

ARTICLE 4 : Durée du marché

Durée inchangée.

ARTICLE 5

Le présent avenant ne sera valable qu'après dépôt auprès de Monsieur le Préfet de la Région Languedoc Roussillon, Préfet du Département de l'Hérault.

D. Signatures des parties

A Montpellier, le

L'entrepreneur,

A Montpellier, le

Pour Monsieur Le Maire
l'Adjoint Délégué

LUC ALBHERNE

E. Notification de l'avenant

La notification consiste en la remise d'une photocopie de l'avenant au titulaire (ou dans le cas des avenants de transfert à l'ancien et au nouveau titulaire). Cette remise peut être opérée par lettre recommandée avec accusé de réception. Dans ce cas, coller dans ce cadre le (les) avis de réception postal (postaux) daté(s) et signé(s) du (des) titulaire(s). En cas de remise contre récépissé, le(s) titulaire(s) signera(ront) la formule ci-dessous.

Reçu à titre de notification, une copie certifiée conforme du présent avenant.

A , le

DROIT DE PREEMPTION URBAIN
Propriété Société CODISUD
396, rue Paul Rimbaud
Exercice du droit de préemption

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire ;
- Vu l'arrêté de délégation pris par Monsieur le Maire le 29 avril 2014 (n° 2014/1351/T/R);
- Vu les articles L 210-1 à L 213-18 et R 213-4 à R 213-26 du code de l'urbanisme;
- Vu le plan local d'urbanisme de la Ville de Montpellier approuvé par délibération du Conseil municipal du 2 mars 2006;
- Vu la délibération du Conseil municipal du 2 mars 2006 approuvant l'instauration du droit de préemption urbain sur le territoire communal;
- Vu la demande de l'Office public de l'Habitat de la Communauté d'Agglomération de Montpellier (ACM);
- Vu l'estimation des services fiscaux.

Considérant :

- que le 24 juillet 2014, la société CODISUD a souscrit une déclaration d'intention d'aliéner un immeuble, comprenant 18 appartements, 2 locaux commerciaux et des annexes, situé 396 rue Paul Rimbaud et cadastré section MS 67, au prix de 1.750.000 € en ce compris une commission d'agence d'un montant de 70.000 € à la charge du vendeur;
- que l'Office public de l'Habitat de la Communauté d'Agglomération de Montpellier (ACM) a fait part à la Ville de son intérêt pour ce bien et lui demande d'exercer le droit de préemption, afin d'y réaliser une résidence sociale après rénovation des appartements;
- qu'il paraît opportun dans ces conditions pour la Ville de MONTPELLIER d'exercer le droit de préemption sur ce bien afin de le rétrocéder à ACM qui réalisera le projet énoncé ci-dessus, projet conforme aux articles L 210-1 et L 300-1 du Code de l'urbanisme qui précisent que le droit de préemption peut être exercé, notamment, afin de mener une politique locale de l'habitat;

Décide en conséquence :

- d'exercer le droit de préemption sur la propriété de la société CODISUD, située 396 Rue Paul Rimbaud, et cadastrée section MS 67, au prix de 1.750.000 € en ce compris la commission d'agence d'un montant de 70.000 € à la charge du vendeur;
- qu'ACM interviendra à l'acte d'acquisition en qualité de tiers- payeur et que le bien lui sera par la suite cédé gratuitement.

Montpellier, le 18 SEP. 2014

Pour Monsieur le Maire, Madame la Première
Adjointe
Stéphanie JANNIN



Publiée le : 19/09/2014
Notifiée le :

Adhésion à l'association Elus Locaux Contre le Sida

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire ;
- Vu l'arrêté n°2014/1361/T/R donnant délégation de signature à Madame Marie-Hélène SANTARELLI, Adjointe Déléguée ;

Considérant que :

La ville adhère à des organismes nationaux par le versement de cotisation.

Pour l'année 2014, il est proposé de reconduire l'adhésion à l'association des Elus Locaux Contre le Sida.

Nature	Chapitre	Organisme	Montant TTC
6281	921	Elus Locaux Contre le Sida	400€ TTC

Décide en conséquence :

D'accepter, le versement de cotisations aux organismes nationaux, tels que définis ci-dessus, pour un montant total de 400€ TTC ;

De prélever le montant de la dépense sur les crédits inscrits au budget 2014 de la Ville au chapitre 921 ;

D'autoriser Monsieur le Maire, ou à défaut l'Adjointe Déléguée, à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 26/09/2014

**Pour Monsieur le Maire, Madame l'Adjointe
déléguée
Marie-Hélène SANTARELLI**



Publiée le : 29/09/2014
Notifiée le :

**Attribution d'un marché passé selon une procédure
adaptée pour la manifestation "Antigone des
Associations" édition 2014**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire ;
- Vu l'arrêté 2014/1341/T/R ; du 29/04/ 2014 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA ;

Considérant :

- Qu'il y a lieu de procéder à un MAPA, afin de choisir un prestataire pour valoriser la manifestation « Antigone des Associations » édition 2014, cette valorisation se concrétise essentiellement par une réservation d'espace de 8 pages dans le quotidien Midi-Libre ainsi que par l'achat de 10 000 exemplaires de tirés à part permettant la présentation détaillée de l'action de la municipalité ;
- Qu'à la suite d'une procédure de marché sans publicité ni mise en concurrence, et conformément à l'article 28 II du code des marchés publics, la société en nom collectif MidiMédia a présenté une offre économiquement avantageuse ;

Décide en conséquence :

- D'attribuer le marché précité à la société en nom collectif MidiMédia pour un montant maximum de 17 416 € HT ;
- De dire que les dépenses seront imputées sur le budget de la Ville section fonctionnement, chapitre 920 nature 6231.

Montpellier, le 25/9/2014

Pour Monsieur le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué
Max LEVITA

Publiée le : 26/9/2014

Notifiée le :

**Cotisation 2014 à l'Association des Villes pour la
Propreté Urbaine**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire ;
- Vu l'arrêté n° 2014/1343/T/R du 29 avril 2014 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint Délégué ;

Considérant que :

La Ville adhère à des organismes nationaux par le versement de cotisations.

Pour l'année 2014, il est proposé de renouveler l'adhésion à :

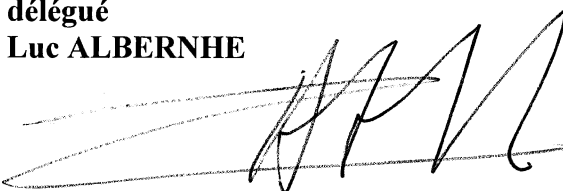
- L'Association des Villes pour la Propreté Urbaine (AVPU) pour un montant de 2 000 €.

Décide en conséquence :

- D'accepter le versement de cette cotisation à l'AVPU pour un montant de 2 000 € (non soumis à TVA);
- De prélever le montant de la dépense sur les crédits inscrits au budget 2014 de la Direction de l'Espace Public au chapitre 928, nature 6281 ;
- D'autoriser M. le Maire, ou à défaut l'Adjoint Délégué, à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 21/10/2014

**Pour Monsieur le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué
Luc ALBERNHE**



Publiée le : 21/10/2014

Notifiée le :



**Attribution d'un logement à titre onéreux à l'école
maternelle Jeanne Deroin - Signature de la convention**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire ;
- Vu l'arrêté n°2014/1346 du 29 avril 2014 donnant délégation de signature à Madame Isabelle MARSALA, adjointe déléguée à la Réussite Educative.

Considérant :

- Que le logement attenant à l'école maternelle Jeanne DEROIN, sis 70 rue Viollet le Duc à Montpellier, est vacant ;
- Qu'au vu des propositions qui lui ont été faites, Madame Aline MANIACI, professeur des écoles à la Ville de Montpellier a porté son choix sur ce logement ;

Décide en conséquence :

- D'attribuer à titre onéreux, le logement d'une surface de 85 m² sis 70 rue Viollet le Duc à Montpellier, à Madame Aline MANIACI pour une période de 3 ans à compter de la date de signature de la convention d'occupation avec reconduction tacite par période de un an dans la limite de 12 ans. Le montant de la redevance d'occupation est de 224, 73 euros par mois.
- De dire que les recettes de la redevance seront encaissées sur le budget de la Ville.
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou à défaut Madame l'Adjointe déléguée à signer la convention d'occupation et plus généralement à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 13/10/2014

Pour Monsieur le Maire, Madame l'Adjointe
déléguée
Isabelle MARSALA

Publiée le : 14/10/2014
Notifiée le :

CONVENTION D'OCCUPATION **D'UN LOGEMENT**

Entre Monsieur le Maire de la Ville de MONTPELLIER, agissant És qualités, désigné ci-après par « La Ville de Montpellier ».

et

Madame, Aline MANIACI, Professeur des écoles, désigné(e) ci-après par « l'occupant ».

Il a été convenu ce qui suit :

ARTICLE 1 : DESIGNATION DES LIEUX

Le logement de l'école maternelle Jeanne Deroin attribué à Madame Aline MANIACI, situé 70 rue Viollet le Duc à Montpellier, se compose de 4 pièces (3 chambres et 1 séjour au 1^{er} étage gauche) d'une superficie de 85 m².

ARTICLE 2 : ETAT DES LIEUX

Un état des lieux sera dressé contradictoirement par les parties à la prise d'effet du bail, lors de la remise des clés.

L'intéressée ne versera pas de caution, conformément à l'accord qu'elle a passé avec la Ville, car elle s'acquittera des travaux de remise en état dudit logement.

ARTICLE 3 : REDEVANCE D'OCCUPATION

L'occupant s'acquittera d'une redevance mensuelle d'un montant de **224, 73 €** (Deux Cent Vingt Quatre euros Soixante Treize Centimes) à terme à échoir.

La révision de la redevance interviendra au 1^{er} juillet de chaque année selon l'indice de référence des loyers du 1^{er} juillet de l'année en cours, publié par l'INSEE, qui en application de la loi du 26/07/2005 se substitue à l'indice du coût de la construction comme référence pour la révision des loyers en cours de bail dans le parc locatif privé.

Le montant de la nouvelle redevance sera calculé comme suit :

Redevance X indice de référence des loyers du trimestre concerné
<u>Indice de référence des loyers du même trimestre de l'année précédente</u>

ARTICLE 4 : DUREE

La convention d'occupation est conclue pour une durée de 3 ans à compter de la date de signature de la dite convention, renouvelable tacitement par période de 1 an pour une durée maximum de 12 ans.

ARTICLE 5 : RESILIATION DE LA CONVENTION

Résiliation par le propriétaire :

Le propriétaire pourra donner congé indiquant le motif pour lequel il est délivré, notamment si un instituteur affecté à cette école demande à être logé sur son lieu d'affectation.

Le congé devra être notifié par lettre recommandée avec avis de réception avec un préavis de six mois minimum.

Le propriétaire pourra également résilier la convention pour non exécution par l'occupant de l'une des obligations lui incombant, notamment le paiement de la redevance.

Résiliation anticipée par l'occupant :

L'occupant aura la faculté de résilier la convention d'occupation, à charge de notifier sa décision au propriétaire selon les règles prévues ci-après pour donner congé.

Congé :

Tout congé devra être notifié au moins trois mois à l'avance par lettre recommandée avec demande d'avis de réception.

Le délai de trois mois constitue le délai de préavis qui courra à compter du premier jour suivant la réception de la lettre recommandée.

L'occupant s'engage à libérer dans les plus brefs délais, sous réserve du préavis fixé par la Ville de Montpellier, le logement précité dans les cas suivants :

- Nomination de l'intéressé(e) dans une école autre qu'une école primaire, maternelle ou élémentaire de la Ville de Montpellier,
- Départ à la retraite,

En cas de refus, Monsieur Le Maire se réserve le droit d'obtenir la libération des locaux par toutes voies de droit.

ARTICLE 6 : CHARGES

L'occupant acquittera exactement ses contributions personnelles, mobilières et, en général toutes les charges, notamment : eau, électricité, chauffage, ainsi que les taxes incombant aux locataires, le tout de façon à ce que le propriétaire ne soit jamais inquiété ni recherché à ce sujet.

ARTICLE 7 : ASSURANCES

L'occupant devra faire assurer le bien loué auprès d'une compagnie notoirement solvable, contre les risques qui lui incombent en sa qualité de locataire et notamment contre l'incendie, les explosions, les dégâts des eaux, le recours des voisins et les risques locatifs. Il devra remettre lors de la prise de jouissance, puis chaque année au propriétaire une attestation de l'assureur.

L'occupant devra fournir un contrat d'entretien de la chaudière chaque année à la date anniversaire du contrat.

L'occupant ne pourra exercer aucun recours contre le propriétaire en cas de vols, cambriolages ou troubles de la jouissance survenus du fait de toute autre personne et devra faire son affaire personnelle de toute assurance à ce sujet.

ARTICLE 8 : CONDITIONS GENERALES ET OBLIGATIONS

L'occupant devra informer le propriétaire de tout changement important de situation, notamment un changement de statut, changement d'affectation d'école ou autre.

La présente location est consentie et acceptée aux charges, clauses et conditions suivantes que le locataire s'oblige à exécuter et accomplir.

L'occupant prendra les lieux dans l'état où il les trouve au moment de l'entrée en jouissance.

L'occupant devra jouir des lieux loués, suivant la destination qui leur a été donnée à la convention, sans rien faire qui puisse nuire à la tranquillité du voisinage et à la bonne tenue de la maison. Il devra tenir les lieux occupés constamment garnis de meubles et objets mobiliers en quantités et valeurs suffisantes pour répondre du paiement de la redevance et des charges de l'exécution de l'ensemble des conditions de la présente convention.

L'occupant ne pourra faire aucune transformation des lieux occupés sans l'accord écrit du propriétaire. A défaut il devra laisser les lieux à la fin de la convention dans l'état où ils se trouvent, sans pouvoir prétendre à aucune indemnisation, à moins que le propriétaire demande leur restitution dans leur état primitif. Si les transformations mettent en péril le bon fonctionnement des équipements ou la sécurité des lieux, le propriétaire pourra exiger une remise en état immédiate aux frais de l'occupant.

L'occupant devra prendre à sa charge, pendant toute la durée de la convention, l'entretien courant du bien loué, les menues réparations et l'ensemble des réparations locatives définies par décret n° 87 – 712 du 26 août 1987, sauf si elles sont occasionnées par la vétusté, des malfaçons, un vice de construction cas fortuit ou force majeure. Il s'engage à faire connaître au propriétaire toute dégradation ou détérioration nécessitant des travaux de réparation incombant à ce dernier.

L'occupant devra laisser exécuter dans les lieux occupés les travaux nécessaires au maintien en état et à l'entretien normal des locaux loués.

L'occupant devra répondre de toutes les dégradations et pertes survenant pendant la durée de la convention dans les locaux dont il a la jouissance exclusive, à moins que celles-ci aient été provoquées par un cas de force majeure, la faute du propriétaire ou par le fait d'un tiers qu'il n'a pas introduit dans le logement.

ARTICLE 9 : CESSION ET SOUS-LOCATION

Le local doit être exclusivement habité par l'occupant temporaire et sa famille. Toute concession à des tiers ou sous-location même à titre gratuit entraîne l'annulation de la présente convention, sauf si elle a été explicitement autorisée par l'administration municipale.

ARTICLE 10 : CLAUSES RESOLUTOIRES

Toutes les conditions de la présente convention sont de rigueur. A défaut par l'occupant d'exécuter une seule d'entre elles, la résiliation de la convention sera encourue de plein droit, deux mois après une mise en demeure de payer ou d'exécuter restée sans effet et énonçant la volonté du propriétaire d'user du bénéfice de la présente clause, sans qu'il soit besoin de remplir aucune formalité judiciaire et sans que l'effet de la résiliation ainsi encourue puisse être empêchée par aucune offre ou conciliation ultérieure.

Si malgré cette condition essentielle de la convention, l'occupant refuse d'évacuer le bien alloué, il suffira pour l'y contraindre sans délai d'une simple ordonnance en référé qui sera exécutoire par provision et nonobstant opposition ou appel.

En cas de refus par l'occupant de quitter le bien occupé à la fin de sa jouissance, de quelque manière qu'elle arrive, son expulsion sera obtenue en appliquant la même procédure de référé.

Fait à Montpellier, le

Pour Monsieur le Maire
L'Adjointe Déléguée à la
Réussite Educative

L'OCCUPANT

Isabelle MARSALA

Marché réparations carrosseries véhicules

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire ;
- Vu l'arrêté n° 2014/1341/T/R du 29 avril 2014, donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA, adjoint délégué,

Considérant :

- Qu'il y a lieu de procéder aux divers travaux de remise en état de la carrosserie et de la peinture des véhicules gérés par le service Parc Auto de la ville de Montpellier.
- Que la consultation a fait l'objet d'un marché passé en procédure adaptée, référencée 4 B 0110, conformément au code des marchés publics.
- Que le marché est sans montant mini mais avec un montant maxi de 85 000 € HT.
- Qu'il s'agit d'un marché à bons de commande dont la durée de la période initiale est d'un an ; reconductible trois fois un an par tacite reconduction à compter de sa date de notification.
- Que la société CARROSSERIE LAMARE a présenté l'offre la plus avantageuse.

Décide en conséquence :

- D'attribuer le marché à compter de sa notification pour une durée d'une année correspondante à la période initiale et de le reconduire tacitement trois fois :

A la société CARROSSERIE LAMARE – 425 avenue André Ampère – 34170 Castelnau-Le-Lez

- D'imputer cette dépense sur le budget de fonctionnement de la ville (nature : 61551 et ligne de crédit : 1080).
- D'autoriser, Monsieur le Maire ou Monsieur l'Adjoint Délégué à signer ce marché.

Montpellier, le 08/10/2014

**Pour Monsieur le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué
Max LEVITA**

Publiée le : 08/10/2014
Notifiée le :



**Attribution d'un marché passé selon une procédure
adaptée pour l'exécution- la production; la mise au net
et fabrication/production graphique de supports de
communication**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire ;

Vu l'arrêté 2014/1341/T/R ; du 29/04/ 2014 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA

Considérant :

- Qu'il y a lieu de procéder à un MAPA, afin de choisir un prestataire en vue de l'exécution-producton : Mise au net et fabrication/ production graphique de supports de communication pour la réalisation définitive de documents ;
- Qu'à la suite d'une consultation d'entreprises spécialisées en date du 23/07/2014;
- Conformément à l'article 28 du code des Marchés Publics, la société Graphic Désign a présenté l'offre économiquement la plus avantageuse;

Décide en conséquence :

- D'attribuer le marché précité à la société Graphic Désign pour un montant minimum de 10 000 € et un montant maximum de 80 000 € pour une période de 1 an à compter de la notification;
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget fonctionnement, chapitre 920, 922,923,924,925,928 et 929.

Montpellier, le 08/10/2014

Pour Monsieur le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué
Max LEVITA

Publiée le : 08/10/2014

Notifiée le :



Missions de vérifications périodiques et de contrôle technique

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire ;
- Vu le Code des Marchés Publics et en particulier les articles 33, 57 à 59 et 77 ;
- Vu l'arrêté n° 2014/1341/T/R du 29 avril 2014 donnant délégation de signature à Monsieur Max Lévida, Adjoint au Maire, délégué aux Finances ;

Considérant :

- Que la Ville a besoin de faire réaliser des missions de diagnostics, de vérifications périodiques et de contrôle technique ;
- Qu'en conséquence, un appel d'offres ouvert comportant 3 lots à attribution séparée a été lancé ;
- Que le lot 1 « Missions de diagnostics » a été déclaré sans suite par arrêté du 7 juillet 2014, pour motif d'intérêt général ;
- Que la Commission d'appel d'offres, dans un avis rendu le 9 septembre 2014, a considéré l'offre du bureau de contrôle technique BUREAU VERITAS pour le lot 2 « Missions de vérifications périodiques » et l'offre du bureau de contrôle technique QUALICONSULT pour le lot 3 « Missions de contrôle technique » comme économiquement les plus avantageuses ;

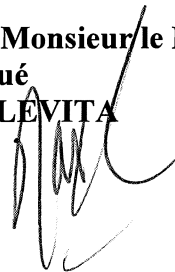
Décide en conséquence :

- D'attribuer le lot 2 « Missions de vérifications périodiques » au bureau de contrôle technique BUREAU VERITAS - Immeuble l'Optimum, Z.A.C. Blaise Pascal, 451 Rue Denis Papin, 34000 Montpellier - et le lot 3 « Missions de contrôle technique » au bureau de contrôle technique QUALICONSULT - Parc Club du Millénaire, Bât 18, 1025 Rue H. Becquerel, 34000 Montpellier.
- Il s'agit de marchés à bons de commande, sans minimum ni maximum.
- Ces marchés sont conclus pour une période initiale d'un an à compter de leur notification. Ils pourront être reconduits par période successive d'un an pour une durée maximale de reconduction de trois ans ;
- La dépense sera imputée sur le budget de la Ville ;
- Monsieur le Maire, ou à défaut, Monsieur l'Adjoint délégué, est autorisé à signer les marchés avec les entreprises titulaires et, plus généralement, tout document relatif à ces affaires ;

- Monsieur le Directeur Général des Services par intérim et Monsieur le Percepteur de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision ;
- La présente décision peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Montpellier – 3 Rue Pitot – 34000 Montpellier.

Montpellier, le 08/10/2014

Pour Monsieur le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué
Max LÉVITA



Publiée le : 08/10/2014

Notifiée le :



Direction de la
Réglementation et de la
Tranquillité Publique
Police Municipale

Extrait du registre des
décisions de la Mairie de
Montpellier

Décision n° 2014/327

**Autorisation d'occupation temporaire du domaine
public**

Espace Grammont - Bois de la Chaumière

Mission Evangélique

Du 14/09/2014 au 05/10/2014

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire ;
- Vu le Code Général de Propriété des Personnes Publiques,
- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,
- Vu le Code de la Voirie Routière, notamment l'article L113-2,
- Vu le Code Pénal,
- Vu l'arrêté n° 2014/1718 du 02 juin 2014 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE Adjoint délégué à l'occupation non commerciale de l'Espace Public.

Considérant :

- Que la demande de la Mission Evangélique représentée par Monsieur SCHUTT Armand, sollicitant l'autorisation de s'installer, sur le lieu-dit « Bois de la Chaumière », appartenant à la Commune de Montpellier à partir du 14/09/2014 jusqu'au 05/10/2014 ;
- Considérant que ladite occupation est constituée de 15 caravanes et véhicules, et que le lieu-dit a été aménagé en containers et branchements électriques ;
- Considérant qu'il appartient au Maire, dans le cadre de ses pouvoirs de police, de prévoir les conditions de cette occupation et de prévenir au mieux, dans ces conditions et jusqu'au 05/10/2014 les risques de trouble à l'ordre public notamment en matière de sécurité et de salubrité publique.

Décide :

Article 1^{er} :

Durant toute la durée de l'occupation, la Mission Evangélique, représentée par Monsieur SCHUTT Armand, veillera à prendre toutes les dispositions nécessaires pour que soit assurée la sécurité tant des biens que des personnes présents sur les terrains occupés.

À cet effet, elle s'assurera notamment :

- De ne pas allumer de feux ;
- De ne pas organiser de barbecue ou tout autre évènement susceptible de mettre en danger les biens et les personnes ;
- De ne pas opérer de raccordements électriques « sauvages » sur le réseau public ou sur tout réseau privé à proximité des terrains occupés.

Article 2 :

Durant toute la durée de l'occupation, la Mission Evangélique, représentée par Monsieur SCHUTT Armand, veillera à prendre toutes les dispositions nécessaires pour que l'occupation des terrains concernés soit effectuée dans des conditions de salubrité acceptables.

À cet effet, elle s'assurera notamment :

- De conserver et rendre les lieux dans le même état de propreté qu'elle les aura trouvés en arrivant ;
- De respecter le site et l'environnement ;
- D'organiser la collecte des déchets sur le terrain occupé ;
- D'organiser le traitement des eaux usées en empêchant notamment tout déversement non-autorisé.

Article 3 :

Durant toute la durée de l'occupation, la Mission Evangélique, représentée par Monsieur SCHUTT Armand, est responsable des dommages qui pourraient survenir aux biens et aux personnes sur le site, et ce durant toute la durée de l'occupation.

Article 4 :

A défaut pour l'association de respecter la date de départ annoncée, une procédure d'expulsion sera engagée à l'encontre des occupants.

Article 5 :

Monsieur le Directeur Général des Services, Monsieur le Directeur Départemental de la Sécurité Publique et tous les agents de la force publique sont chargés, chacun en ce qui les concerne de l'exécution de la présente décision.

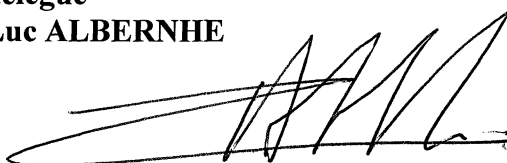
Montpellier, le 29/09/2014

Pour Monsieur le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué

Luc ALBERNHE

Publiée le : 01/10/2014

Notifiée le :



**MARCHE PUBLIC-FOURNITURE DE PIÈCES DE
REEMPLACEMENT ET MAINTENANCE
CORRECTIVE DU SYSTÈME D'ALERTE CRUE**

N°4B0114

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire ;
- Vu l'arrêté n°2014/1718 du 2 juin 2014 donnant délégation à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint délégué ;

Considérant :

- Que la Ville a besoin de pièces de remplacement et d'un service de maintenance pour son système d'alerte de crue.
- Qu'une procédure a été lancée conformément aux articles 28 et 77 du code des marchés publics, sous la forme d'un marché à bons de commandes pour une durée de un an reconductible trois ans.
- Le montant annuel des prestations sera compris entre 5 000 euros HT minimum et 20 000 euros HT maximum.
- Les critères d'analyse des offres étaient les suivants :
 - o Valeur technique de l'offre au regard du mémoire technique (60%)
 - o Prix des prestations (40%)
- Qu'à la suite d'une consultation d'entreprises spécialisées en date du 25 juin 2014, l'entreprise DSA a présenté une offre économiquement avantageuse.


Décide en conséquence :

- D'attribuer le marché n°4B0114 de fourniture de pièces de remplacement et de service de maintenance corrective du système d'alerte crue à l'entreprise DSA.
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget de la Ville, nature 2315, fonction 2315
- D'autoriser Monsieur le Maire ou Monsieur l'adjoint délégué à signer le marché et plus généralement, tout document relatif à cette affaire avec l'entreprise retenue.

Montpellier, le 01/10/2014

Pour Monsieur le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué

Luc ALBERNHE



Publiée le : 02/10/2014
Notifiée le :

**Mise en conformité et sécurité des mâts d'éclairage des
équipements sportifs
Marché 4D0019**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire ;
- Vu l'arrêté n°2014/1340/T/R donnant délégation à Monsieur Fabien ABERT, Adjoint au Maire ;

Considérant :

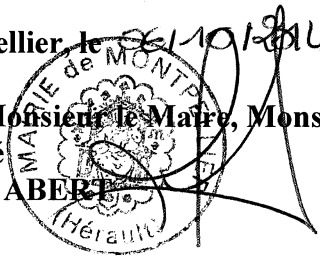
- Qu'afin de maintenir un niveau de sécurité indispensable aux équipements sportifs de la Ville, il y a lieu de procéder à une mise en conformité sur les mâts d'éclairage.
- Qu'une procédure a été lancée conformément à l'article 77 du code des marchés publics sous la forme d'un marché à bons de commande et lot unique pour une durée d'un an, reconductible 2 ans.
- Que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants :
 - Valeur technique au vu du mémoire technique 60%
 - Prix des prestations 40%
- Que la commission d'appel d'offres dans un avis rendu dans sa séance du 9 septembre 2014 a considéré l'offre de l'entreprise REEL MEDITERRANEE sise, 165 rue de la Billière Cournonsec 34660 comme économiquement la plus avantageuse.

Décide en conséquence :

- D'attribuer le marché de mise en conformité et sécurité des mâts d'éclairage des équipements sportifs à l'entreprise REEL MEDITERRANEE, pour un montant de 200 000 euros HT par an reconductible 2 ans.
- de dire que la dépense sera imputée sur le budget 2014 de la Ville, Section Investissement : nature 2312-fonction 90412, Section Fonctionnement : nature 61521 - fonction 92412.
- d'autoriser Monsieur le Maire ou Monsieur l'Adjoint Délégué à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire avec l'entreprise retenue par la commission d'appel d'offres.

Montpellier, le 06/10/2014

Pour Monsieur le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué
Fabien ABERT



Publiée le : 07/10/2014
Notifiée le :

CONTENTIEUX

Monsieur GILBERT SANCHEZ Recours du fait de l'inhumation de sa mère

Décision de défendre

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire ;
- Vu l'arrêté n°2014/135 du 24 avril 2014 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA adjoint délégué ;

Considérant :

- Que Monsieur GILBERT SANCHEZ a introduit un recours (n°1404159-5) considérant que la Commune a commis une faute relative à engager sa responsabilité lors de l'inhumation de sa mère ;
- Qu'il est nécessaire de défendre les intérêts de la Ville dans cette affaire.

Décide en conséquence :

- De défendre les intérêts de la Ville par l'intermédiaire de la SCP Vinsonneau.Palies-Noy-Gauer et associés devant toute juridiction qui aurait à connaître de cette affaire ;
- De verser, le cas échéant, les provisions d'usage à l'avocat de la Ville ;
- De prélever les dépenses relatives à cette affaire sur les crédits inscrits au budget de la Ville nature fonction : 6227-920 200 (nomenclature code des marchés publics 75.03)

Montpellier, le 08/10/2014

Pour Monsieur le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué
Max LEVITA

Publiée le : 08/10/2014
Notifiée le :

Contentieux
**Commune de MONTPELLIER c/ LAURET Anne-
Marie et Michel**
**Recours pour excès de pouvoir contre l'arrêté de
permis de construire n° PC 34172 13V0240**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire ;
- Vu l'arrêté n°2014/135 du 24 avril 2014 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA adjoint délégué ;

Considérant :

- Que par un arrêté du 27/12/2013, Madame le Maire de MONTPELLIER a accordé un permis de construire à la SCI CIGALON, visant à procéder à la construction d'une extension par surélévation, 323 B rue de la Combe de Bonesta ;
- Que Anne-Marie et Michel LAURET ont déposé une requête en annulation de l'arrêté auprès du Tribunal Administratif de Montpellier, le 22/08/2014 sous le n° 1404037-1 ;

Décide en conséquence :

- De défendre les intérêts de la Ville par l'intermédiaire de la SCP Vinsonneau.Palies-Noy-Gauer et associés devant toute juridiction qui aurait à connaître de cette affaire ;
- De verser, le cas échéant, les provisions d'usage à l'avocat de la Ville ;
- De prélever les dépenses relatives à cette affaire sur les crédits inscrits au budget de la Ville nature fonction : 6227-920 200 (nomenclature code des marchés publics 75.03)

Montpellier, le 08/10/2014

Pour Monsieur le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué
Max LEVITA

Publiée le : 09/10/2014
Notifiée le :

CONTENTIEUX

Madame Viviane GREL

Recours contre décision du 14 août 2014 refusant de reconnaître les séquelles d'un accident du travail

Décision de défendre

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire ;
- Vu l'arrêté n°2014/135 du 24 avril 2014 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA adjoint délégué ;

Considérant :

- Que Madame Viviane GREL a introduit un recours (n°1404297-3) contre la décision du 14 août 2014 considérant qu'il n'existait aucune séquelle de l'accident de travail du 02 octobre 2012 ;
- Qu'il est nécessaire de défendre les intérêts de la Ville dans cette affaire.

Décide en conséquence :

- De défendre les intérêts de la Ville par l'intermédiaire de la SCP Vinsonneau.Palies-Noy-Gauer et associés devant toute juridiction qui aurait à connaître de cette affaire ;
- De verser, le cas échéant, les provisions d'usage à l'avocat de la Ville ;
- De prélever les dépenses relatives à cette affaire sur les crédits inscrits au budget de la Ville nature fonction : 6227-920 200 (nomenclature code des marchés publics 75.03)

Montpellier, le 08/10/2014

**Pour Monsieur le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué
Max LEVITA**

**Publiée le : 08/10/2014
Notifiée le :**

Extrait du registre des
décisions de la Mairie de
Montpellier

Décision n° ~~2014~~ 1333

**Attribution d'un marché passé selon la procédure
adaptée pour l'achat de mélange 2 temps prêt à
l'emploi pour le petit matériel à moteur thermique
espace vert.
(n°4B0144)**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire ;
- Vu l'arrêté n° 2014/1341/T/R du 29 avril 2014 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA Adjoint Délégué ;

Considérant :

- Qu'il y a lieu de procéder à l'achat de mélange 2 temps prêt à l'emploi pour le petit matériel à moteur thermique pour le services espace vert de la Ville de Montpellier,
- Qu'une procédure a été lancée conformément aux articles 28 et 77-1 du code des Marchés Publics, sous la forme d'un marché à bons de commandes, pour une durée de quatre ans à compter de la date de notification
- Les critères d'analyse pour le jugement des offres étaient les suivants :
 - * le prix pour 60%
 - * le technique (performances antidétonant) pour 20%
 - * l'environnemental (teneur en substances nocives) pour 15%
 - * le délais de livraison pour 5%
- Qu'après analyse, la société CEVENNES MOTOCULTURE 170 chemin du bois 34 130 VALERGUES a présenté l'offre économiquement la plus avantageuse.

Décide en conséquence :

- D'attribuer le marché « achat de mélange 2 temps prêt à l'emploi pour le petit matériel à moteur thermique pour le services espace vert » à la société CEVENNES MOTOCULTURE pour un montant total maximum de commandes de 48 000.00 € HT
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget fonctionnement de la Ville, nature 60622 tous chapitres.
- D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer le marché et , plus généralement, tout document relatif à cette affaire avec l'entreprise retenue.

Montpellier, le 08/10/2014

**Pour Monsieur le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué
Max LEVITA**



Publiée le : 03/10/2014
Notifiée le :

**MARCHE PUBLIC-ENTRETIEN DU LEZ, DES
PLANS D'EAU ET DES OUVRAGES DE
REGULATION**

N°4D0029

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire ;
- Vu l'arrêté n°2014/1718 du 2 juin 2014 donnant délégation à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint délégué ;

Considérant :

- Que la ville de Montpellier gère l'entretien des plans d'eau et des ouvrages de régulation du Lez. Ces travaux sont effectués régulièrement tout au long de l'année.
- Qu'une procédure a été lancée conformément aux articles 28 et 77 du code des marchés publics, sous la forme d'un marché à bons de commandes pour une durée de un an reconductible trois fois.
- Le montant annuel des prestations sera compris entre 100 000 € HT minimum et 400 000 € HT maximum.
- Les critères d'analyse des offres étaient les suivants :
 - o Valeur technique de l'offre au regard du mémoire technique (60%)
 - o Prix des prestations (40%)
- Que la commission d'appel d'offres dans un avis rendu dans sa séance du 9 septembre 2014, a considéré l'offre de l'entreprise CIEL VERT la plus économiquement avantageuse.

Décide en conséquence :

- D'attribuer le marché n°4D0029 d'entretien du Lez, des plans d'eau et des ouvrages de régulation à l'entreprise CIEL VERT.
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget de la Ville, nature 61 523, fonction 816
- D'autoriser Monsieur le Maire ou Monsieur l'adjoint délégué à signer le marché et plus généralement, tout document relatif à cette affaire avec l'entreprise retenue.

Montpellier, le 01/10/2014

**Pour Monsieur le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué**
Luc ALBERNHE



Publiée le : 02/10/2014
Notifiée le :

**Attribution d'un marché public en appel d'offres
ouvert pour l'aménagement et l'animation des
événements- Marché 4D0025-125.0**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire ;

Vu l'arrêté 2014/1341/T/R : du 29/04/ 2014 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA ;

Considérant :

- Qu'il y a lieu de procéder à un marché en vue de l'aménagement et l'animation des événements,
- Qu'une procédure ouverte a été lancée en application des articles 33 3° al ; 57 à 59 et 77 du code des marchés publics sous la forme d'un marché (N°4D0025-125.0), en date du 17 juin 2014. Il s'agit d'un marché à bons de commande, d'une durée d'un an, reconductible 3 fois, avec un montant minimum annuel de 50. 000 euros H.T. pour le lot 1 et un montant minimum annuel de 10 000 euros H.T. pour le lot 2.
- Que les critères d'analyse pour le jugement des offres des lots 1 et 2 sont les suivants : la qualité de la prestation. Pondération : 60%, le prix. Pondération : 40%.
- Qu' à la date du 28 juillet, un arrêté de déclaration sans suite est publié concernant le lot 2 « Animation, dynamisation des événements » consécutivement à une erreur matérielle dans les pièces financières ne permettant pas le respect de la réglementation en vigueur.
- Que la Commission d'appel d'offres dans sa séance du 9 septembre 2014, a retenu pour le lot 1« l'aménagement, production de stands » l'offre de la société Solution Expo ISF113 Rue Georges Onslow Zac Garosud Cs 68114 34075 Montpellier Cedex 3, cette société ayant présenté une offre jugée économiquement la plus avantageuse, appréciée en fonction des critères ci-dessus énoncés.

Décide en conséquence :

- D'attribuer le marché « l'aménagement, production de stands (lot1) » précité à la société Solution Expo ISF113 (pour un montant un montant minimum annuel de 50. 000 euros H.T.et sans maximum de commandes annuelles) ;
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget fonctionnement de la Ville, chapitre 920,922,923,924,925,928 et 929.

- D'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut l'Adjoint Délégué à signer le marché précité avec la société retenue par la Commission d'Appel d'Offres et plus généralement tous les documents relatifs à cette affaire.
-

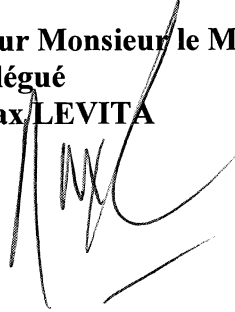
Montpellier, le 16/10/2014

Pour Monsieur le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué

Max LEVITA

Publiée le : 17/10/2014

Notifiée le :



**Mission d'étude pour l'élaboration du plan de gestion
forestière et de gestion du risque incendie du massif du
Lunaret
Avenant n° 1**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire ;
- Vu le Code des Marchés Publics et en particulier l'article 28 ;
- Vu l'arrêté n° 2014/1344/T/R du 29 avril 2014 donnant délégation de signature à Monsieur Christophe COUR, Adjoint au Maire délégué à l'Ecologie urbaine ;
- Vu la décision n° 2014/0082 du 14 mai 2014 ;
- Vu le rapport d'avenant n° 1 ;

Considérant :

- Que la Ville a confié à la société ALCINA une mission d'étude pour l'élaboration du plan de gestion forestière et de gestion du risque incendie du massif de Lunaret pour un montant de 34 650 € HT ;
- Que l'installation des clôtures du futur enclos des guépards a entraîné plus de dégâts que prévu sur le paysage ;
- Qu'en conséquence, il est nécessaire de faire une étude plus approfondie concernant le traitement paysager de l'enclos des guépards ;
- Décide en conséquence :
- La passation d'un avenant n° 1 au marché n° 4B0060 « Mission d'étude pour l'élaboration du plan de gestion forestière et de gestion du risque incendie du massif de Lunaret » pour un montant de 4 400 € HT.
- La dépense sera imputée sur le budget 2014 de la ville de Montpellier – Direction Parc Darwin ; Ligne : 22873 - Nature : 2031 - Fonction : 823.
- Monsieur le Maire, ou à défaut Monsieur l'Adjoint délégué, est autorisé à signer le marché avec l'entreprise titulaire et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.
- Monsieur le Directeur général des services par intérim et Monsieur le Percepteur de la ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.
- La présente décision peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Montpellier – 3 rue Pitot, 34000 MONTPELLIER.

Montpellier, le 17/10/2014

Pour Monsieur le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué
Christophe COUR



Publiée le : 20/10/2014
Notifiée le :



MARCHE PUBLIC

PARC DARWIN, BOIS DE MONTMAUR, RESERVE NATURELLE

Mission d'étude pour l'élaboration du plan de gestion forestière et de gestion du risque incendie du massif du Lunaret

Avenant n° 1

A - Identification du pouvoir adjudicateur.

Nom : **MAIRIE DE MONTPELLIER**
Adresse : 1 Place Georges Frêche
34267 MONTPELLIER Cedex 2

B - Identification du titulaire du marché public.

Nom : **ALCINA**
Adresse : 10, rue des amaryllis
34070 Montpellier
Email : sebastien.diette@alcina.fr
Téléphone : 04.67.54.04.59
Fax : 04.88.04.95.28
Numéro SIRET : 487 768 327 00032

C - Objet du marché public.

■ Objet du marché public :

Marché n° 4B0060 : Parc Darwin, Bois de Montmaur, Réserve naturelle - Mission d'étude pour l'élaboration du plan de gestion forestière et de gestion du risque incendie du massif du Lunaret.

■ Date de la notification du marché public : 26 Mai 2014

■ Durée d'exécution du marché public : 5 mois

■ Montant initial du marché public :

▪ Montant HT :	34 650,00 €
▪ TVA (20%) :	6 930,00 €
▪ Montant TTC :	41 580,00 €

D - Objet de l'avenant.

■ Objet du présent avenant :

Le présent avenant n°1 a pour objet la conception scénographique et le traitement paysager de l'enclos des guépards.

■ Justification du présent avenant :

Le marché prévoit l'intégration de la dimension paysagère de manière générale sur l'ensemble du parc.

Au moment de l'installation des clôtures du futur enclos des guépards, il a fallu utiliser un modèle de trancheuse très lourd (50 tonnes) du fait de la difficulté à perforer la roche calcaire.

Le passage de cet engin a fait beaucoup plus de dégâts que prévus sur la végétation du site (garrigue rasée sur une emprise de plusieurs mètres de part et d'autre des clôtures).

Etant donnée les fortes contraintes qui pèsent sur la végétation dans un tel terrain et les difficultés de replantation, il est nécessaire de faire une étude plus approfondie concernant le traitement paysager de l'enclos des guépards pour minimiser l'impact visuel du chantier sur les futurs points de vue.

■ Incidence sur les délais :

Sans incidence

■ Incidence financière de l'avenant :

L'avenant a une incidence financière sur le montant du marché public :

☐ NON

☒ OUI

Montant de l'avenant :

- Montant HT : **4 400,00 €** % d'écart introduit par l'avenant : 12,7 %
- TVA (20%) : **880,00 €**
- Montant TTC : **5 280,00 €**

Nouveau montant du marché public :

- Montant HT : **39 050,00 €**
- TVA (20%) : **7 810,00 €**
- Montant TTC : **46 860,00 €**

E - Signature du titulaire du marché public.

Nom, prénom et qualité du signataire (*)	Lieu et date de signature	Signature

(*) Le signataire doit avoir le pouvoir d'engager la personne qu'il représente.

F - Signature du pouvoir adjudicateur.

A : MONTPELLIER, Le :

Signature (Représentant du pouvoir adjudicateur) :

G - Notification de l'avenant au titulaire du marché public.

■ **En cas de remise contre récépissé :**

Le titulaire signera la formule ci-dessous :

« Reçue à titre de notification copie du présent avenant »

A, le

Signature du titulaire,

■ **En cas d'envoi en lettre recommandée avec avis de réception :**

(Coller dans ce cadre l'avis de réception postal, daté et signé par le titulaire du marché public.)

■ **En cas de notification par voie électronique :**

(Indiquer la date et l'heure d'accusé de réception de la présente notification par le titulaire du marché public.)



**Attribution d'un marché passé selon une formule
adaptée pour l'hébergement, référencement et
statistiques des portails multi-sites internet et des sites
crise-circulation**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire ;

Vu l'arrêté 2014/1341/T/R ; du 29/04/ 2014 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA

Considérant :

- Qu'il y a lieu de procéder à un MAPA, afin de choisir un prestataire pour des prestations en vue de l'hébergement du portail multi-sites internet et des sites crise-circulation (lot1) et le référencement et statistiques (lot2);
- Qu'à la suite d'une consultation d'entreprises spécialisées en date du 18/07/2014 et conformément à l'article 28 du code des Marchés Publics, la société Eolas, pour les lots 1 et 2 a présenté l'offre économiquement la plus avantageuse;

Décide en conséquence :

- D'attribuer le marché précité à la société Eolas (lot1) pour un montant minimum de 10 000 € HT et un montant maximum de 35 000 € HT; ainsi que le lot2, pour un montant minimum de 5 000 € HT et un montant maximum de 53 000 € HT;
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget fonctionnement de la Ville, chapitre 920.

Montpellier, le 21/10/2014

Pour Monsieur le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué
Max LEVITA

Publiée le 21/10/2014

Notifiée le :

**Attribution d'un marché selon une procédure adaptée.
Formation Premiers Secours Civiques niveau 1**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire ;
- Vu l'arrêté n°2014/1338 du 29 avril 2014 donnant délégation de signature de Monsieur EL KANDOUSSI, Adjoint délégué

Considérant :

- Qu'il y a lieu de procéder à une mise en concurrence pour la formation Premiers Secours Civique niveau 1.
- Qu'à la suite d'une consultation d'entreprises spécialisées, conformément à l'article 28 du Code des Marchés Publics, en date du 30 décembre 2009 ; l'entreprise CROIX-ROUGE FRANCAISE a présenté l'offre la plus avantageuse.

Décide en conséquence :

- D'attribuer le marché à CROIX ROUGE FRANCAISE pour un montant de 750 € par session.
- D'autoriser Monsieur Le Maire ou l'Adjoint délégué à signer le marché et plus généralement tous les documents relatifs notamment, à la préparation, l'exécution et le règlement du marché.
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget du service Formation et Compétences de la Ville (Nature : 6184, fonction : 9200).

Montpellier, le 23 mai 2014

Pour Monsieur le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué
Abdi EL KANDOUSSI



Publiée le : 24 mai 2014
Notifiée le :

**Attribution d'un marché selon une procédure adaptée.
Formation "Gestes et Postures" pour différents
services de la collectivité.**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire ;
- Vu l'arrêté n°2014/1338 du 29 avril 2014 donnant délégation de signature de Monsieur EL KANDOUSSI, Adjoint délégué

Considérant :

- Qu'il y a lieu de procéder à une mise en concurrence pour la formation Gestes et Postures pour différents services de la collectivité.
- Qu'à la suite d'une consultation d'entreprises spécialisées, conformément à l'article 28 du Code des Marchés Publics, en date du 30 décembre 2009 ; l'entreprise FORMATRANS a présenté l'offre la plus avantageuse.

Décide en conséquence :

- D'attribuer le marché à FORMATRANS pour un montant de 480 € par session.
- D'autoriser Monsieur Le Maire ou l'Adjoint délégué à signer le marché et plus généralement tous les documents relatifs notamment, à la préparation, l'exécution et le règlement du marché.
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget du service Formation et Compétences de la Ville (Nature : 6184, fonction : 9200).

Montpellier, le 23/10/2014

Pour Monsieur le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué
Abdi EL KANDOUSSI



Publiée le : 24/10/2014
Notifiée le :

**Extrait du registre des
décisions de la Mairie de
Montpellier**

Décision n° 2014/0344

**Convention d'occupation de salles
Palais Universitaire Sportif Veyrassi**

**Université Montpellier 1 – Ville de Montpellier
Saison sportive 2014 - 2015**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire ;
- Vu l'arrêté 2014/1353 du 28 Avril 2014 donnant délégation de signature à Monsieur Fabien ABERT, Adjoint délégué aux Sports ;

Considérant :

- que la Ville est sollicitée par les associations sportives pour la mise à disposition de créneaux en soirée dans les gymnases et pour les manifestations d'importance ;
- que l'Université Montpellier 1, propriétaire du Palais Universitaire des Sports de Veyrassi, accepte de mettre à disposition de la Ville des créneaux sur le parquet et dans les salles de sports collectifs, de musculation et de judo après 18h, ainsi que sur le parquet le samedi matin, avec une remise de 50% ;
- que la Ville pourra bénéficier des mêmes conditions financières pour la réservation du parquet de la halle pour des manifestations de 5 jours pendant les week-ends (hors vacances scolaires) ;

Décide en conséquence :

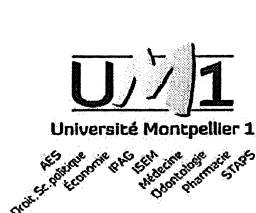
- de passer une convention pour l'utilisation du Palais Universitaire des Sports de Veyrassi avec l'Université Montpellier 1, du 15 septembre 2014 au 26 juin 2015, pour la somme de 24 864,39 € T.T.C.
- d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer tous les documents relatifs à cette affaire ;
- de dire que la dépense sera imputée sur le budget 2014 de la Ville, ligne de crédit 1770, nature 924, fonction 613-2.

Montpellier, le 17/10/2014

**Monsieur l'Adjoint délégué
Fabien ABERT**

**Publiée le : 20/10/2014
Notifiée le :**





CONVENTION D'AUTORISATION D'OCCUPATION DE SALLE AMÉNAGÉE À USAGE PROFESSIONNEL N° 20016 / 2014-2015

Entre les soussignés :

Monsieur Philippe AUGÉ,

Président de l'Université Montpellier 1, agissant en vertu d'une délibération du conseil d'administration en date du mercredi 28 mars 2012,

d'une part,

et

Monsieur Philippe SAUREL,

agissant en qualité de Maire de la Ville de Montpellier, agissant en vertu d'une délibération du conseil municipal en date du 5 avril 2014,

Ci-après, nommé « l'utilisateur »,

d'autre part,

Il a été convenu ce qui suit :

ARTICLE 1 : OBJET ET DURÉE

L'université Montpellier 1 s'engage à mettre à la disposition de l'utilisateur les installations et voies d'accès suivantes, qu'il devra restituer en état :

- Local : La salle de musculation, le parquet de la halle, la salle de gymnastique.
La salle de sports collectifs, la salle de judo.
- Lieu : Le Palais Universitaire des Sports Languedoc-Roussillon.
- Aménagement du ou des locaux (locaux aménagés à usage professionnel) :
« Le ou les présents locaux comportent des aménagements mobiliers et donnent lieu à la facturation de la TVA au taux en vigueur, en sus du prix HT.
Les aménagements sont les suivants : diverses salles de sport avec marquage au sol et paniers, divers agrès »

▪ La salle de musculation	Le lundi, le mercredi de 20h à 22h Le mardi, le jeudi et le vendredi de 18h à 22h
▪ Le parquet de la halle	Le mardi et le jeudi de 20h à 22h
▪ La salle de judo	Le jeudi et le vendredi de 20h à 22h
▪ La salle de gymnastique	Le lundi de 20h à 22h
▪ La salle de sports collectifs	Le jeudi de 20h à 22h

Le parquet de la Halle du PUSLR durant 5 jours, le week-end (hors vacances scolaires, sous réserve que la demande soit déposée au moins un mois à l'avance, et selon les disponibilités au jour de la demande (demi-tarif appliqué en fin de convention).

- La période d'utilisation est la suivante : **du Lundi 15 septembre 2014 au vendredi 26 juin 2015.**
- Les effectifs accueillis seront limités à : 60 personnes par salle,
- L'activité exercée sera : Musculation, badminton, judo, boxe.

L'utilisation des locaux s'effectuera dans le respect de leur infrastructure, de l'ordre public, des missions de l'Université, de l'hygiène et des bonnes mœurs.

ARTICLE 2 : DISPOSITIONS FINANCIÈRES

En contrepartie de cette mise à disposition, l'utilisateur s'engage :

- à réparer et à indemniser l'Université pour les dégâts matériels éventuellement commis,
- à verser une participation financière établie avec une remise de 50 % sur toutes les installations sportives.
- Suite au courrier du 23 septembre 2013 (copie en annexe de la convention), il est noté que l'augmentation du coût des locations annuelles sera répercutée sur 3 ans. Compte tenu d'un taux d'augmentation de 10% par an, le montant de la convention pour 2014-2015 sera de 26 871,07 €, Un forfait de 2 heures/semaine sur l'année 2013-2014 est à déduire pour non-utilisation du créneau du samedi. Le montant de cette réduction, consentie avec une remise de 50 %, s'élève à 2 006,68 € TTC. Le coût total réel de la convention pour l'année 2014-2015 est ainsi de :

24 864,39 € TTC (Vingt-quatre mille huit cent soixante-quatre euros trente-neuf cts)

tarif approuvé par le conseil d'administration de l'Université Montpellier 1, dans sa séance du **mardi 17 décembre 2013** correspondant notamment :

1. aux charges de fonctionnement,
2. au gardiennage **pendant les jours et heures d'ouverture de l'établissement,**
3. au nettoyage **pendant les jours et heures d'ouverture de l'établissement,**
4. à l'équipement de la salle

Cette contribution forfaitaire sera due intégralement dès la signature de la présente convention et pourra être payée par chèque bancaire établi au nom de l'Agent Comptable de l'UM1 ou par virement bancaire (demander RIB de l'agent comptable de l'UM1).

La présente convention donne lieu à la facturation de la TVA au taux en vigueur, en sus du prix indiqué en HT en vertu des articles 256 B et suivants du Code Général des Impôts C.G.I.

ARTICLE 3 : DISPOSITIONS RELATIVES A LA SÉCURITÉ

Préalablement à l'utilisation des locaux, l'utilisateur reconnaît :

- avoir souscrit une police d'assurance couvrant tous les dommages pouvant résulter des activités exercées dans l'établissement au cours de l'utilisation des locaux mis à sa disposition ; cette police portant le n°094944H a été souscrite du..... auauprès de SMACI.
- avoir pris connaissance des consignes générales de sécurité ainsi que des consignes particulières et s'engage à les appliquer, ainsi que les consignes spécifiques données par le directeur de l'UFR ou son représentant et en accepter l'utilisation en l'état,
- avoir procédé avec le directeur de l'UFR ou son représentant à une visite des locaux utilisés et des voies d'accès à emprunter,

- avoir constaté avec le directeur de l'UFR ou son représentant l'emplacement du dispositif d'alarme, des extincteurs et avoir pris connaissance des itinéraires d'évacuation et des issues de secours.

Au cours de l'utilisation des locaux mis à sa disposition, l'utilisateur s'engage :

- à faire respecter l'interdiction réglementaire de fumer dans les locaux,
- à observer le règlement intérieur,
- à observer la capacité d'accueil autorisée,
- à respecter les créneaux horaires autorisés,
- à informer l'Université de toute modification des installations que l'utilisateur souhaiterait apporter.

ARTICLE 4 : EXÉCUTION DE LA CONVENTION

La présente convention est valable pour la période mentionnée à l'article 1 ; elle prend fin automatiquement à l'expiration de cette période ; elle peut toutefois être dénoncée :

Par l'utilisateur :

- pour cas de force majeure, dûment justifié et signifié au Président de l'UM1 par lettre recommandée, un mois avant le début de la période d'utilisation,
- **au delà de cette date, l'Université Montpellier 1 appliquera des frais d'annulation d'un maximum de 25 % de la somme due au titre des actes de gestion et de dédommagements.**

Par le Président de l'Université Montpellier 1 :

- à tout moment, pour cas de force majeure ou pour des motifs sérieux tenant au bon fonctionnement du service public de l'enseignement supérieur et de la recherche ou à l'ordre public ou si les locaux sont utilisés à des fins non conformes aux obligations contractées par les parties ou dans des conditions contraires aux dispositions prévues par ladite convention.

Fait en trois exemplaires à Montpellier, le

Pour le Président de l'Université Montpellier 1
et par délégation,
Le Vice-président du Conseil d'Administration

Jean MARTINEZ

Pour Monsieur le Maire
de la Ville de Montpellier
Adjoint délégué à la jeunesse
et aux sports

Fabien ABERT

Le Directeur de l'UFR STAPS

Didier DELIGNIERES



**Maison pour Tous Escoutaire - Mise en conformité
PMR - Mission de maîtrise d'oeuvre**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire ;
- Vu le Code des Marchés Publics et notamment son article 28 ;
- Vu l'arrêté n° 2014/1341/T/R du 29 avril 2014 donnant délégation de signature à Monsieur Max Lévit, Adjoint au Maire, délégué aux Finances ;

Considérant :

- Qu'il est nécessaire de mettre en conformité PMR la Maison pour Tous Escoutaire ;
- Que pour cela, il convient de faire appel à un maître d'œuvre ;
- Qu'en conséquence, un marché public à procédure adaptée a été lancé sous la référence 4B0158 ;
- Qu'il ressort du rapport d'analyse des offres que l'ATELIER AA a présenté l'offre économiquement la plus avantageuse ;

Décide en conséquence :

- L'offre de l'ATELIER AA – 7 Rue du Commerce, 34000 MONTPELLIER - est acceptée pour un montant de 16 800 € HT.

Le marché démarre à sa notification.

- La dépense sera imputée sur le budget 2014 de la Ville (chapitre : 920, nature : 617, fonction : 020).
- Monsieur le Maire, ou à défaut, Monsieur l'Adjoint délégué, est autorisé à signer le marché avec l'ATELIER AA et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.
- Monsieur le Directeur général des services par intérim de la ville et Monsieur le Percepteur de la ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.
- La présente décision peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Montpellier – 3 rue Pitot, 34000 MONTPELLIER.

Montpellier, le 17/10/2014

Pour Monsieur le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué
Max LEVITA

Publiée le : 20/10/2014

Notifiée le :

**Résiliation d'un marché passé selon une procédure
adaptée pour des prestations de nettoyage
professionnel d'articles textiles**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire ;
- Vu l'arrêté n° 2014/1341/T/R du 29 avril 2014 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA, Adjoint délégué ;

Considérant :

- Que la Décision du Maire n° 2013/0361 du 13 décembre 2013 a attribué le marché n°3B0156 passé selon une procédure adaptée à la société EDANCO, 74 avenue Samuel Champlain, 34000 MONTPELLIER, pour l'achat de prestations de nettoyage professionnel d'articles textiles,
- Que dans le cadre de l'exécution de ses prestations, la société EDANCO ne s'est pas acquittée de ses obligations en terme de qualité du travail fourni, et de respect des délais contractuels,

Décide en conséquence :

- Conformément à l'article 5 du Cahier des Clauses Administratives Particulières du marché n°3B0156, et en application de l'article 32 du Cahier des Clauses Administratives Générales fournitures courantes et services, de procéder à la résiliation dudit marché pour faute du titulaire.
- D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer tout document relatif à cette affaire .

Montpellier, le 21/10/2014

**Pour Monsieur le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué
Max LEVITA**

Publiée le : 22/10/2014
Notifiée le :

**PEGASE
Convention d'accès au nœud de raccordement
EUREKA
VILLE – HERAULT NETWORKS**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire ;
- Vu l'arrêté n°2014/1341/T/R donnant délégation à Monsieur Max LEVITA, Adjoint au Maire ;

Considérant :

- Que la Ville de Montpellier a aménagé le parc technologique Euréka avec une infrastructure de télécommunications très haut débit. Celle-ci est composée d'un nœud de raccordement optique et d'un ensemble de câbles optiques qui irriguent tous les bâtiments du parc Euréka. Cette infrastructure est destinée aux opérateurs de télécommunications qui pourront proposer aux entreprises du parc Euréka des services très haut débit sur les liens tout optique.
- Que pour les besoins de ses clients sur le parc Euréka, l'opérateur HERAULT NETWORKS a sollicité de la Ville la mise à disposition de connectivités optiques de son réseau Pégase.
- Qu'après négociation, HERAULT NETWORKS a accepté les conditions présentées par la Ville se résumant comme suit :
 - Frais d'accès au service du Nœud de Raccordement Optique : 1 000 € HT/baie/an
 - Utilisation de connectivité optique, prise optique, 75 € HT/prise/mois
 - Frais d'accès au service de la prise optique 100 € HT/prise, frais de couverture supplémentaire sur proposition de la Ville
 - Durée dix ans

Décide en conséquence :

- D'approuver la convention à passer entre HERAULT NETWORKS et la Ville ;
- D'autoriser Monsieur le Trésorier principal municipal à faire recette des frais d'accès et de la redevance liés à cette convention ;
- D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 21/10/2014

Monsieur l'Adjoint délégué
Max LEVITA

Publiée le : 21/10/2014
Notifiée le :



**CONVENTION D'ACCES A LA BOUCLE LOCALE
OPTIQUE DE LA VILLE DE MONTPELLIER DANS LA
ZONE D'INFLUENCE DU NŒUD DE RACCORDEMENT
OPTIQUE EUREKA
VILLE – HERAULT NETWORKS**

Entre les soussignés :

- **Monsieur le Maire**, agissant au nom et comme représentant de la Ville de MONTPELLIER sise au 1, place Georges Frêche, en exécution d'une décision du Conseil municipal du

ci-après dénommée "**la Ville**"

d'une part,

et

Aurélien LETOURNEUR, agissant en qualité de président de la SAS HERAULT NETWORKS, sise 229 rue Alphonse Beau de Rochas 34500 BEZIERS ci-après dénommée "**l'opérateur**"

d'autre part,

SOMMAIRE

IL A ETE EXPOSE ET CONVENU CE QUI SUIT	4
ARTICLE 1 - DEFINITIONS	4
ARTICLE 2 - OBJET DE LA CONVENTION	4
ARTICLE 3 - DESCRIPTION DES PRESTATIONS FOURNIES	5
ARTICLE 4 - DESTINATION DES EMPLACEMENTS MIS A DISPOSITION	5
ARTICLE 5 - TRAVAUX D'INSTALLATION	5
ARTICLE 6 – ACCES	5
ARTICLE 7 - PROPRIETE DES FIBRES OPTIQUES	6
ARTICLE 8 - SOUS-CONCESSION	6
ARTICLE 9 - CONDITIONS DES TRAVAUX DE RACCORDEMENT- RECEPTION DES FIBRES OPTIQUES	6
ARTICLE 10 - CONDITIONS GENERALES D'EXPLOITATION DES INFRASTRUCTURES	7
ARTICLE 11 - MODIFICATION DES LIAISONS	9
ARTICLE 12 - DISPOSITIONS FINANCIERES ET COMPTABLES	9
ARTICLE 13 - RESPONSABILITE - ASSURANCES	10
ARTICLE 14 - CONTROLE DE LA VILLE	11
ARTICLE 15 - CESSIION DE LA CONVENTION	11
ARTICLE 16 - DUREE DE LA CONVENTION – MISE A DISPOSITION	11
ARTICLE 17 - RESILIATION	11
ARTICLE 18 - REGLEMENT DES LITIGES	12
PROCEDURE D'ACCES ET DE SORTIE DU NRO	18

IL A ETE EXPOSE ET CONVENU CE QUI SUIT

Préambule

La Ville de Montpellier a aménagé le parc technologique Euréka avec une infrastructure de télécommunication très haut débit. Celle-ci est composée d'un nœud de raccordement optique et d'un ensemble de câbles optiques qui irrigue tous les bâtiments du parc Euréka.

Cette infrastructure est destinée aux opérateurs de télécommunications qui pourront proposer aux entreprises du parc Euréka des services très haut débit sur les liens tout optique déployés par la Ville.

La présente convention s'adresse aux exploitants de réseaux ouverts au public, déclarés auprès de l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes, ci-après désignés "opérateurs".

La convention décrit les conditions techniques et financières pour la mise à disposition de la boucle locale optique du parc Euréka et d'un espace d'hébergement dans le nœud de raccordement « NRO Euréka ».

Pour proposer ses services sur fibre optique, Complétel a sollicité de la Ville la mise à disposition de connectivités optiques sur le parc technologique Euréka.

ARTICLE 1 - DEFINITIONS

Les termes employés dans la présente convention sont définis comme suit :

- Fibres optiques : infrastructures optiques dont les caractéristiques sont définies en annexe n° 2 et composant un câble de télécommunications mis à disposition par la Ville.
- Liaisons : désigne les fibres optiques terminées par des connecteurs entre deux points de livraison telles que déterminées en annexe n°1. Le terme "liaison" pourra indifféremment être employé au pluriel ou au singulier, ce terme prendra alors en compte l'intégralité des fibres optiques mises à disposition de l'opérateur.
- Mise à disposition : réception des fibres optiques levée de toute réserve majeure par l'opérateur dans les conditions définies à l'article 6.4 ci-après.
- Point(s) de livraison : points géographiques identifiés en annexe n°1 où sont mis à disposition de l'opérateur des fibres optiques.
- Dysfonctionnement : désigne l'interruption ou la dégradation d'une liaison, dont il résulte que les spécifications techniques de fibres optiques définies en annexe n°2 ne sont plus respectées.
- Rétablissement : désigne la restauration provisoire ou définitive des spécifications techniques d'une liaison à la suite d'un dysfonctionnement.

ARTICLE 2 - OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de définir les conditions générales, techniques et financières par lesquelles la Ville met à disposition de l'opérateur la boucle locale optique entre le NRO Euréka et les bâtiments situés dans le parc Eureka (défini en annexe2). Tout d'autre demande fera l'objet d'une proposition spécifique.

Au cas où des dispositions législatives, réglementaires ou autres relatives à l'application de cette convention entreraient en vigueur pendant l'exécution de la présente convention, les parties

s'engagent à se rapprocher pour modifier en conséquence, le cas échéant, les termes de la présente.

ARTICLE 3 - DESCRIPTION DES PRESTATIONS FOURNIES

La mise à disposition de services de la boucle locale optique Euréka à l'opérateur fait l'objet des prestations décrites ci-après.

1- Service de connectivité optique

Il s'agit de la fourniture de liaison(s) optique(s) depuis l'emplacement mis à disposition de l'opérateur dans le NRO jusqu'au point de terminaison du client de l'opérateur situé dans la zone d'influence du NRO.

2 - Service d'hébergement

Ce service est indissociable de l'offre de connectivité optique, un opérateur ne peut bénéficier de ce service sans mise à disposition de connectivité(s) optique sur le parc.

L'hébergement correspond à la mise à disposition d'un emplacement dans le NRO. Celui-ci est composé d'une baie raccordée sur la boucle locale optique du parc Euréka et d'une liaison optique du réseau haut débit municipal Pégase. Celle-ci est composée d'une fibre optique jusqu'au point de raccordement entre Pégase et le point de présence de l'opérateur, sans coût supplémentaire si le point de présence de l'opérateur est déjà sur Pégase, sinon les travaux de raccordement sont à la charge de l'opérateur.

L'offre d'hébergement dans le NRO Euréka correspond à la mise à disposition :

- d'une baie 600 x 600, selon le plan d'occupation joint en annexe1, alimentée en 220 VAC,
- d'un accès permanent 24h/24 dans le local d'hébergement.

ARTICLE 4 - DESTINATION DES EMPLACEMENTS MIS A DISPOSITION

Les emplacements visés ci-dessus sont strictement destinés à un usage technique et ne pourront être utilisés en bureau, stockage de marchandises ou réception de clientèle quelconque. En conséquence, la présente convention n'est pas soumise aux dispositions de l'article L145-1 et suivants du code de commerce, et ne pourra donner lieu à la propriété commerciale pour la société.

ARTICLE 5 - TRAVAUX D'INSTALLATION

L'opérateur devra procéder à l'installation de ses équipements techniques, en respectant strictement les normes en vigueur et les règles de l'art. L'exécution de ces travaux sera à sa charge exclusive. Il lui appartient de maintenir ses propres équipements en état de fonctionnement à partir de l'énergie électrique fourni par la Ville.

ARTICLE 6 – ACCES

Après signature de la présente la Ville donnera à l'opérateur la procédure d'accès aux NRO Euréka afin qu'ils puissent entretenir ses équipements.

La Ville pourra refuser l'accès à toute personne qui ne produit pas le justificatifs d'identification appropriés démontrant qu'elle est un contractant désigné. En tout état de cause, la Ville pourra refuser l'accès à son NRO à toute personne dont le comportement est raisonnablement considéré par le représentant de la Ville comme susceptible de perturber l'exploitation du NRO.

L'opérateur sera responsable à l'égard de la Ville des contractants désignés qui entrent dans le NRO et devra s'assurer que ces personnes respectent la procédure d'accès.

La Ville pourra périodiquement modifier les droits d'accès définis dans les présentes conditions d'accès en raison de travaux, pour des raisons de sécurité ou à des fins de gestion, à condition que ces modifications ne diminuent pas de manière substantielle les droits de l'opérateur liés à l'utilisation de l'espace qui lui sont concédés par les présentes conditions.

Le client n'autorisera, ne permettra et ne fera rien dans le NRO qui puisse endommager les appareils et équipements de la Ville ou des autres opérateurs. Il devra s'assurer qu'il n'empêche, ne perturbe, n'interfère ou n'interrompt, à aucun moment, au plan électrique ou physique, l'exploitation des équipements de communication de la Ville ou de tout autres opérateurs. Il s'engage à réparer immédiatement toute défaillance de son équipement qui cause ou pourrait causer ladite interférence. Nonobstant ce qui précède, lorsque l'opérateur n'intervient pas ou retarde son intervention ou la réparation de l'interférence, la Ville pourra (mais elle n'y sera pas obligée) prendre toutes les mesures raisonnables pour empêcher ou remédier à cette interférence et l'opérateur s'engage à rembourser la Ville des frais raisonnablement engagés à cet effet.

ARTICLE 7 - PROPRIETE DES FIBRES OPTIQUES

La Ville est propriétaire de l'ensemble des fibres optiques, la présente convention ne pouvant pas être considérée comme transférant à l'opérateur la propriété desdites fibres optiques réalisées sur le domaine public, ni constituer un quelconque droit réel, ni être considérée comme constitutive de droits réels.

ARTICLE 8 - SOUS-CONCESSION

Il est entendu entre les parties que la Ville n'a signé la présente convention qu'en raison de la qualité de l'opérateur, et notamment au regard de l'autorisation ministérielle visée en préambule qui lui a été accordée.

L'opérateur s'interdit de sous-concéder ou sous-louer les fibres optiques ainsi que les lieux et les emprises mis à sa disposition, sauf autorisation préalable expresse de la Ville.

ARTICLE 9 - CONDITIONS DES TRAVAUX DE RACCORDEMENT- RECEPTION DES FIBRES OPTIQUES

9.1: AUTORISATIONS REGLEMENTAIRES

La Ville fournira à l'opérateur toutes les autorisations réglementaires, de passage ou d'occupation, nécessaires au raccordement de ses équipements aux fibres optiques mises à sa disposition, dans son domaine de compétence et pendant la durée de la présente convention.

Il doit se conformer pendant l'exécution des travaux de raccordement, ou pendant les travaux de modification ultérieurs, au règlement de voirie de la Ville.

9.2: PREVENTION ET SAUVEGARDE

L'opérateur s'engage à prendre toutes les précautions nécessaires pour préserver le bon état des fibres optiques existantes, implantées sur le domaine public. Il prendra toute mesure pour ne pas compromettre la sécurité des tiers au cours de l'exécution des travaux de raccordement ou dans le

cadre de l'exploitation de ses équipements de raccordement. Il se conformera strictement aux règles d'hygiène et de sécurité.

9.3 : FRAIS A LA CHARGE DE L'OPERATEUR

L'ensemble des coûts occasionnés par les travaux de raccordement de ses équipements aux fibres optiques par l'opérateur sont à sa charge exclusive. A cet effet, un état des lieux contradictoire, en présence des représentants des parties contractantes, sera réalisé préalablement à tout commencement d'exécution des travaux et un procès-verbal de cette visite sera dressé.

De son côté, la Ville supportera également les dépenses exigées par l'entretien et la maintenance de ses fibres optiques ou autres installations mises à disposition aux points de livraison.

9.4 : RECEPTION DES FIBRES OPTIQUES

La Ville s'engage à mettre les liaisons optiques à la disposition de l'opérateur aux points de livraison sous un délai d'un mois selon les conditions définies ci-après :

- demande formalisée de l'opérateur à la Ville pour la mise à disposition d'une connectivité optique (nom du client, adresse,...)
- visite technique préalable du point de livraison du client
- accord de la ville sur la faisabilité technique
- accord du propriétaire pour l'utilisation des installations de télécommunication à l'intérieur du domaine privé.

ARTICLE 10 - CONDITIONS GENERALES D'EXPLOITATION DES INFRASTRUCTURES

10.1 : EXPLOITATION

L'opérateur sera responsable, tant vis-à-vis de la Ville que vis-à-vis des tiers, de tous dommages matériels qui pourraient résulter de ses équipements de raccordement et des dégâts matériels qu'il pourrait occasionner aux fibres optiques existantes appartenant à la Ville dans les conditions définies à l'article 10 ci-après.

10.2 : RESPECT DES LIAISONS MISES A DISPOSITION / MAINTENANCE PREVENTIVE ET EXPLOITATION DES LIAISONS

L'opérateur s'engage à n'apporter aucune nuisance ou dégradation aux points de livraison, emprises et fibres optiques qui seront à sa disposition en application de la présente convention. Le cas échéant et à l'issue d'un accord préalable entre les deux parties sur les travaux de réparation à effectuer, il procède sans délai à la remise en état des lieux.

L'opérateur devra entretenir dans les règles de l'art et à ses frais les équipements qu'il aura déployés dans le cadre de la présente.

La Ville assure la maintenance de ses liaisons, notamment afin de permettre à l'opérateur d'assurer la continuité des services fournis à ses propres clients. En cas d'intervention programmée de la Ville pour assurer la maintenance préventive ou l'exploitation de ses liaisons, elle devra en informer préalablement l'opérateur quarante cinq (45) jours ouvrés avant la date d'intervention, afin que les parties définissent en commun les conditions et mesures conservatoires à prendre dans le cadre de cette intervention. De même, si l'opérateur constate un défaut affectant les liaisons, il en informera la Ville sans délai.

10.3 : MAINTENANCE CORRECTIVE / DISPONIBILITE DES LIAISONS

Les préposés ou prestataires de l'opérateur devront se conformer strictement à l'occasion de toute intervention au règlement de voirie de la Ville et aux règles d'hygiène et de sécurité en vigueur. Pour la maintenance de ses équipements, l'opérateur n'aura pas libre accès aux points de livraison des liaisons mises à disposition par la Ville tels que définis en annexe n°1.

Toutefois, en cas d'urgence justifiée par la nécessité de rétablir le service à ses propres clients, l'opérateur pourra intervenir sur ses équipements et sur les points de livraison sans délai en tenant informés par fax et avant l'intervention:

- le prestataire de maintenance du réseau Ville, les coordonnées seront communiquées à l'opérateur après la mise à disposition des fibres optiques
- les services techniques de la Ville.

10.3.1. Mode d'alerte

La Ville fournit une assistance téléphonique et un service d'intervention sur site par l'intermédiaire de son prestataire de maintenance afin de remédier à une anomalie ou à un dysfonctionnement sur les fibres optiques mises à disposition de l'opérateur.

Le traitement de l'appel se fera en deux étapes : assistance téléphonique suivie d'une intervention sur site si nécessaire.

A la détection d'une anomalie ou d'un dysfonctionnement sur la liaison, l'opérateur appelle le prestataire de maintenance du réseau Ville et avertit la Ville par télécopie.

L'opérateur devra analyser préalablement l'origine potentielle du défaut et n'appeler le prestataire de maintenance du réseau Ville qu'une fois qu'il s'est assuré que le problème ne provient pas de ses propres équipements.

L'opérateur confirme son appel par l'envoi en télécopie d'une fiche d'anomalie valant demande d'intervention.

Le prestataire de maintenance du réseau Ville accuse réception de celle-ci dans les 30 minutes et vérifie qu'il possède toutes les informations pour rétablir le bon fonctionnement.

La période de dysfonctionnement sera mesurée à partir de la réception de ladite télécopie comportant toutes les informations sur la liaison, correspondant aussi au point de départ des délais énoncés ci-après, l'accusé de réception de la télécopie faisant foi.

Le prestataire de maintenance du réseau Ville intervient suivant les indications mentionnées dans la fiche d'anomalie il fournira les informations à l'opérateur sur l'état d'avancement du diagnostic et de la remise en état de la liaison. L'opérateur donnera toute information en sa possession nécessaire au prestataire de la maintenance du réseau Ville, ou de ses commettants, chargé de la suppression de la défaillance. L'intervention fera l'objet d'un rapport adressé par la Ville à l'opérateur indiquant, l'heure du début du dysfonctionnement et l'heure de rétablissement de la liaison.

Les coordonnées de la Ville sont les suivantes :

N° de téléphone : 04 67 34 71 17/ 04 67 34 70 33

Courriel : eric.alabert@ville-montpellier.fr, alain.flottes@ville-montpellier.fr

Les coordonnées du prestataire seront communiquées à l'opérateur après la mise à disposition des fibres optiques, celles-ci seront mises à jour par la Ville dès que nécessaire.

Les demandes d'intervention de l'opérateur seront recevables 24 heures sur 24 et 7 jours sur 7, 365 jours par an.

La Ville assurera à ses frais le diagnostic et la réparation de la liaison en cas de dysfonctionnement sauf si celui-ci est du à l'opérateur, dans ce cas il remboursera à la Ville les dépenses qu'elle aura engagées, dûment justifiées.

10.3.2 Délais de rétablissement

En cas de dysfonctionnement affectant une liaison, la Ville ou ses commettants s'efforceront de rétablir les spécifications de ladite liaison sans frais supplémentaires pour l'opérateur dans le délai énoncé ci-dessous.

En cas de dysfonctionnement d'une liaison (24 h/24, 7 jours sur 7) :

- le délai maximum d'intervention de la Ville est de : quatre (4) heures.
- le délai maximum de rétablissement provisoire d'une liaison est de douze (12) heures.
- le délai maximum de rétablissement définitif d'une liaison est de trois (3) jours.

Les délais avant le rétablissement de la liaison sont calculés dans les conditions fixées par l'article 10.3.1 ci-avant.

Les conditions de disponibilité annuelle d'une liaison sont les suivantes :

- une liaison ne pourra être affectée par plus de trois (3) dysfonctionnements par an
- le temps de dysfonctionnement cumulé maximum d'une liaison sur une année est de trente six (36) heures

ARTICLE 11 - MODIFICATION DES LIAISONS

L'opérateur devra à la demande de la Ville, dans l'intérêt du domaine public occupé ou dans l'intérêt général, subir les déplacements ou les modifications requises des liaisons.

La Ville devra aviser l'opérateur par lettre recommandée avec accusé de réception, au moins quarante cinq (45) jours ouvrés à l'avance, de la nécessité de ce déplacement et/ou de ces modifications.

Dans l'hypothèse où les travaux correspondants sur une ou plusieurs fibres optiques mises à disposition de l'opérateur, entraîneraient l'interruption de cette mise à disposition les parties se rapprocheront afin de définir toute mesure provisoire permettant d'assurer la continuité des services fournis par l'opérateur.

Dans cette hypothèse, les parties se concerteraient pour trouver une possibilité de basculer les liaisons concernées vers d'autres infrastructures optiques disponibles. A défaut d'accord, l'opérateur pourra résilier tout ou partie de la présente convention dans les conditions définies à l'article 17 ci-après, sans application du préavis de trois (3) mois.

ARTICLE 12 - DISPOSITIONS FINANCIERES ET COMPTABLES

Les tarifs sont établis à partir d'une délibération du Conseil municipal dans sa séance du 22 décembre 2008 « tarification des services du nœud de raccordement Euréka » et repris dans le tableau ci-dessous.

Service d'hébergement	1 000 €HT/an/baie
Service de connectivité optique	75€HT/mois/point de terminaison
Frais de mise en service connectivité optique	100 €HT/point de terminaison
Liaison optique terminale entre la colonne montante et le client si celle-ci exède 15 mètres	Sur proposition de la ville

Le montant annuel de la redevance étant fonction du nombre de point de terminaison alloué à l'opérateur par mois, il est convenu que le calcul annuel de la redevance serait obtenu en multipliant le nombre de point de terminaison au prorata temporis par le prix de service de connectivité optique. Un tableau synthétisant le nombre de point de terminaison et les dates de mise en service est annexé à la convention. Celui-ci est mis à jour par les services de la Ville et transmis à l'opérateur à chaque modification.

Païement de la redevance

Sur présentation par la Ville d'un titre de mise en recette, portant la référence comptable "NRO_herault_Networks" qui sera adressé à :

HREault NETWORKS
229 Rue Alphonse Beau de Rochas
34500 BEZIERS

La première étant accompagnée d'un relevé d'identité bancaire.

Le paiement sera effectué le 30 juin de chaque année sur présentation au moins soixante (60) jours avant du titre de recette correspondant de l'année en cours, le premier d'entre eux sera facturé dès la date de mise à disposition et selon le nombre de prises optiques mise à disposition de l'opérateur telle que définie dans l'annexe 3, annexe mise à jour mensuellement.

Pour la première et la dernière échéance, la redevance sera calculée au prorata temporis de la disposition effective des fibres optiques, étant entendu que la première facturation sera calculée à compter de la date de mise à disposition et jusqu'au 31 décembre de l'année en cours.

Variation des redevances

Les tarifs ci-dessus évolue au 1^{er} janvier de chaque année par application de la formule suivante :

$P = P_o \frac{TP01}{T0P01}$ dans laquelle :

- **P** est le prix actualisé;
- **P_o** le prix de référence (valeur décembre 2008);
- **TP01** est la dernière valeur considérée de l'indice « prix du génie civil index général tous travaux »,
- **T0P01** est la valeur du même indice du mois d'octobre 2008 soit 627,9.

ARTICLE 13 - RESPONSABILITE - ASSURANCES

L'opérateur est responsable, tant vis-à-vis de la Ville que vis-à-vis des tiers, des dommages ou dégâts matériels ainsi que de toutes les conséquences dommageables qui pourraient résulter de l'implantation ou de l'exploitation de ses équipements aux points de livraison.

Il lui appartiendra de conclure les assurances nécessaires et de communiquer à la Ville les attestations relatives aux contrats d'assurance qu'il aura souscrits.

L'opérateur devra justifier annuellement de ces attestations à la première demande de la Ville.

L'opérateur fera son affaire de tous les recours intentés contre la Ville par des tiers, ainsi que des réclamations auxquelles pourraient donner lieu ses équipements ou son activité, de façon à ce que la Ville ne puisse pas être inquiétée ou recherchée à ce sujet.

La responsabilité de la Ville pourra être engagée en cas de préjudices causés à l'opérateur fait du non respect de ses propres obligations au titre de la présente convention, à l'exclusion des cas de force majeure répondant aux conditions définies par la jurisprudence des tribunaux français.

ARTICLE 14 - CONTROLE DE LA VILLE

L'opérateur a l'obligation de tenir la Ville informée des conditions d'exécution de la présente convention, de répondre aux demandes de renseignements et de fournir les documents s'y rapportant. Il doit notamment informer la Ville en cas de modifications éventuelles apportées à son autorisation au titre de l'article L.33-1 du code des postes et télécommunications telle que visée à l'article 1 ci-dessus.

ARTICLE 15 - CESSION DE LA CONVENTION

L'opérateur ne pourra pas céder ou apporter tout ou partie des droits et obligations de la présente convention à un tiers sans le consentement écrit et préalable de la Ville et sans la signature préalable d'une nouvelle convention avec la Ville.

ARTICLE 16 - DUREE DE LA CONVENTION – MISE A DISPOSITION

La présente convention entre en vigueur à compter de sa signature. Elle est conclue pour une durée initiale de dix (10) ans à compter de la date de mise à disposition définie à l'annexe 3 ci-avant. Elle sera ensuite renouvelée par nouvelles périodes d'une (1) année après accord express des parties, l'opérateur informera la Ville par lettre recommandée avec accusé de réception au moins trois (3) mois avant chacune de ces échéances de son intention de renouvellement.

La Ville se réserve le droit de revoir le prix de la redevance tous les deux ans afin de tenir compte de l'évolution des conditions économiques. Elle signifiera son intention six mois avant l'échéance de chaque période de deux ans à l'opérateur. A défaut d'accord des parties, la Ville et l'opérateur mettront un terme à la présente convention.

ARTICLE 17 - RESILIATION

17.1 : A L'INITIATIVE DE LA VILLE

La Ville peut, en cours d'exécution de la convention, y mettre un terme à tout moment, pour des motifs liés à l'intérêt du domaine public occupé ou à l'intérêt général ou pour des motifs tirés du non-respect par l'opérateur de ses obligations conventionnelles, sous réserve d'en informer l'opérateur par lettre recommandée avec accusé de réception, au moins trois (3) mois à l'avance.

A ce titre la Ville se réserve le droit de vérifier auprès de l'opérateur que toutes les connectivités optiques mises à disposition délivrent bien un service de télécommunication aux clients du parc Euréka. Dans le cas contraire la Ville pourra procéder à la résiliation de la connectivité optique.

17.1.1: Dans l'intérêt général

La Ville peut, en cours d'exécution de la convention, y mettre un terme à tout moment, pour des motifs liés à l'intérêt du domaine public concerné ou à l'intérêt général.

17.1.2: En cas d'inexécution de ses obligations au titre des présentes par l'opérateur

La Ville peut en cours d'exécution de la convention, y mettre un terme à tout moment, en cas de non-respect par l'opérateur de ses obligations conventionnelles et après mise en demeure par lettre recommandée avec accusé de réception restée infructueuse pendant plus de trente (30) jours.

17.1.3 Indemnisation de résiliation

Dans le cas d'une résiliation l'opérateur n'aura droit à aucune indemnisation.

17.1.4 Procédure de résiliation

La résiliation sera notifiée à l'opérateur par lettre recommandée avec avis de réception. En cas de faute de l'opérateur, la décision de résiliation doit être précédée d'une lettre de mise en demeure visée, ci-avant et adressée à l'opérateur pour lui permettre de s'expliquer sur les griefs qui lui sont faits.

17.1.5 Dépose des équipements de l'opérateur

L'opérateur est tenu de déposer ses équipements de raccordement, dans un délai d'un (1) mois à compter de la date de notification de résiliation sauf accord contraire, à défaut les équipements deviennent la propriété de la Ville.

17.2 : A L'INITIATIVE DE L'OPERATEUR

17.2.1 Sans faute de la Ville

L'opérateur peut résilier de plein droit et à tout moment la présente convention, sous réserve d'en informer la Ville par lettre recommandée avec accusé de réception.

Dans ce cas l'opérateur abandonnera à titre d'indemnités le solde de la redevance déjà versée au titre de l'année considérée.

17.2.2 En cas d'inexécution

L'opérateur peut, en cours d'exécution de la convention, y mettre un terme à tout moment, en cas de non-respect par la Ville de ses obligations conventionnelles et après mise en demeure envoyée par lettre recommandée avec accusé de réception restée infructueuse pendant plus de trente (30) jours.

Cette résiliation entraînera le remboursement des redevances perçues d'avance pour la période restant à courir au-delà de la date de résiliation et ce, nonobstant la réparation de tout préjudice auquel pourrait prétendre l'opérateur du fait de ladite résiliation.

ARTICLE 18 - REGLEMENT DES LITIGES

Le tribunal administratif compétent pour toutes les actions dont la convention est l'objet, la cause ou l'occasion est celui dans le ressort duquel est situé l'ouvrage précité.

Liste des annexes :

Annexe n°1 : plan local NRO

Annexe n°2 : plan parc Euréka et zone d'influence du NRO

Annexe n° 3 : Tableau raccordement bâtiment de l'opérateur

Annexe n° 4 : Règlement intérieur NRO

Fait à Montpellier le

En cinq exemplaires originaux de 13 pages chacun.

Pour la Ville de Montpellier
L'Adjoint Délégué

Pour l'opérateur

Max LEVITA

Emplacement baie opérateur



ANNEXE 2

Plan Parc Eureka



ANNEXE 3

TABLEAU RECAPITULATIF DES CONNECTIVITES ACTIVES DE L'OPERATEUR

**Ce tableau servant de base au calcul de la redevance sera mis à jour
mensuellement par le service Réseaux et Télécom de la Ville.**

Nom entreprise	adresse	Nombre prises optique	Date mise en service	observation
Herault Networks	Parc millénaire Bâtiment 3	1	01/01/2014	FAS : 750 €
AWOX	93 Place Pierre Duhem, Les Centuries	1	01/10/2014	FAS : 727 €
Medtech	Rue du mas verchant	1	01/11/2014	FAS : 100 €

ANNEXE 4

Règlement intérieur NRO Euréka

Hygiène et Sécurité

La Ville met en place les règles suivantes afin de respecter la législation locale et nationale, les principes généraux applicables en matière de travaux d'installation, de conditions de travail, de sécurité et de lutte contre l'incendie. Chaque personne pénétrant à l'intérieur du NRO Euréka devra respecter ce règlement intérieur.

SEULS LES CLIENTS AUTORISES ET LES EMPLOYES sont admis dans le NRO. Chaque visiteur doit avoir une carte d'accès individuelle. Vous devrez vous identifier auprès du personnel télécom de la Ville dès que la demande vous en est faite. Vous ne pourrez pénétrer dans le NRO qu'après avoir lu ces instructions d'hygiène. L'accès aux autres baies est interdit.

INFORMER SI POSSIBLE LE PERSONNEL DE MAINTENANCE DES BIENS QUE VOUS AMENEZ ET SORTEZ DU BATIMENT.

ANNONCER SI POSSIBLE VOTRE ARRIVEE 24 HEURES A L'AVANCE.

Chaque intervenant doit badger en entrant dans le NRO, désactiver l'alarme intrusion.
Chaque intervenant doit activer l'alarme intrusion en sortant du bâtiment.

EVITER LES SITUATIONS DANGEREUSES. Ne pas utiliser d'équipement qui pourrait représenter un danger pour l'hygiène. En cas de doute, veuillez consulter le Responsable des Installations.

FERMER LES PORTES. Les portes intérieures doivent rester fermées à tout moment. La porte extérieure doit demeurer fermée et verrouillée pour des raisons de sécurité.

EVACUATION IMMEDIATE LORSQUE L'ALARME SONNE.

IL EST INTERDIT DE PRENDRE DES PHOTOGRAPHIES SOUS QUELQUE FORME QU'ELLE SOIT SANS AUTORISATION ECRITE DE LA VILLE.

CONSERVER LA PROPRETE DES LOCAUX, NE PAS FUMER.. NE PAS APPORTER DE NOURRITURE.

TOUTE ACTIVITE ENTRAINANT LA CREATION DE PARTICULES DE POUSSIERE EST INTERDITE.

LAISSER LES EMBALLAGES DU MATERIEL A L'EXTERIEUR DU NRO. Les emballages du Matériel devront être enlevés des locaux.

LE STOCKAGE DU MATERIEL EST INTERDIT

SIGNALER TOUTE IRREGULARITE ET ALARME au service télécom de la Ville.

Procédure d'accès et de sortie du NRO

Badger à l'entrée de la porte pour ouvrir celle-ci

Refermer le porte d'entrée.

Désactiver l'alarme en utilisant le badge qui vous a été remis.

En fin d'intervention, éteindre les lumières, activer l'alarme

Fermer la porte.



**MARCHE PUBLIC - AMENAGEMENT DU
BARRAGE DU LAC DES GARRIGUES
MISSION DE MAITRISE D'OEUVRE**

N°3C04180551

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire ;
- Vu l'arrêté n°2014/1718 du 2 juin 2014 donnant délégation à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint délégué ;

Considérant :

- Que la Ville doit désigner un maître d'œuvre pour les futurs travaux d'aménagement du barrage du lac des Garrigues
- Qu'une procédure de dialogue compétitif a été lancée, le 24 juillet 2013, conformément aux articles 36, 67 et 74 du code des marchés publics
- Les critères d'analyse des offres étaient les suivants :
 - Valeur technique de l'offre au regard du mémoire technique (70%)
 - Prix des prestations (30%)
- Que la commission d'appel d'offres dans un avis rendu dans sa séance du 9 septembre 2014, a considéré l'offre de l'entreprise TRACTEBEL Engineering S.A. la plus économiquement avantageuse.

Décide en conséquence :

- D'attribuer le marché n°3C004180551 de maîtrise d'œuvre pour l'aménagement du barrage du lac des Garrigues à l'entreprise TRACTEBEL Engineering S.A. pour un montant de 67 150 € HT ;
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget de la Ville, nature 2315, fonction 816 ;
- D'autoriser Monsieur le Maire ou Monsieur l'adjoint délégué à signer le marché et plus généralement, tout document relatif à cette affaire avec l'entreprise retenue.

Montpellier, le 21/10/2014

Pour Monsieur le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué

Luc ALBERNHE

Publiée le : 22/10/2014
Notifiée le :

ZAC La Fontaine
Convention de participation aux équipements publics
Ville de Montpellier / NG Promotion
Parcelles LM 795 et 808

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire ;
- Vu l'arrêté n°2014/1351/T/R en date du 29 avril 2014 de M. Philippe SAUREL, Maire de Montpellier donnant à Mme Stéphanie JANNIN, 1^{ère} Adjointe au Maire, délégué à l'Urbanisme et à l'Aménagement Durable, délégation de fonctions ;
- Vu le code de l'urbanisme et plus particulièrement son article L.311-4 ;
- Vu la délibération du Conseil municipal en date du 23 septembre 1982 approuvant le dossier de création de la zone d'aménagement concerté La Fontaine ;

Considérant :

- Que la société NG Promotion souhaite réaliser la construction d'un immeuble collectif de 30 logements sur les parcelles cadastrées LM 808 et 795 d'une superficie totale de 1.167 m², situées 14 rue de la Fontaine de Celleneuve, et comprises dans le périmètre de la ZAC La Fontaine mais non acquises par la SERM,
- Que dans ce contexte, il y a lieu d'établir une convention de participation entre la Ville de Montpellier et la société NG Promotion afin de préciser les conditions de leur participation financière au coût de l'équipement de la ZAC La Fontaine,
- Les éléments suivants relatifs au projet de construction envisagé, résumés comme suit :
 - **Surface de plancher (SDP) envisagée :**
1 619 m² pour la réalisation de logements collectifs.
 - **Calcul du montant de la participation :**
Base de calcul : 116 €/m² SDP pour l'année 2014
Montant total : 1 619 x 116 = 187 804 €.

Décide en conséquence :

- de conclure une convention de participation entre la Ville de Montpellier et la société NG Promotion
- du versement du montant de la participation directement au bénéfice de la Ville de Montpellier selon les modalités de l'article 4 de la convention de participation ;
- que ladite convention sera annexée à la présente Décision .

Montpellier, le 21/10/2014

Madame la Première Adjointe
Stéphanie JANNIN

Publiée le : 21/10/2014
Notifiée le :

ZAC LA FONTAINE
CONVENTION DE PARTICIPATION
AUX EQUIPEMENTS PUBLICS DE LA ZAC
(article L.311-4 du Code de l'Urbanisme)

PARCELLES SECTION LM 808 ET 795
14 rue de la Fontaine de Celleneuve

ENTRE LES SOUSSIGNES :

La Ville de MONTPELLIER, représentée par Monsieur le Maire Philippe SAUREL, agissant en vertu d'une délibération du Conseil Municipal du 24 avril 2014,

Ci-après dénommée la Collectivité ou la Ville,
de première part,

ET

NG PROMOTION, Société SARL, dont le siège est à Montpellier, 1321 avenue de la Pompignane, immatriculée au registre du commerce et des sociétés sous le n° 490 961 349 00027,

Représentée par son Directeur Général Monsieur Cédric GONZALEZ, ayant tous pouvoirs à l'effet des présentes.

Ci-après dénommée le Constructeur,
de seconde part,

IL EST EXPOSE CE QUI SUI

La Ville de Montpellier a adopté le dossier de création de la ZAC LA FONTAINE par délibération du conseil municipal en date du 23 septembre 1982, reçue en Préfecture de l'Hérault le 6 octobre 1982. Par arrêté préfectoral en date du 15 mars 1983, la ZAC LA FONTAINE était créée. Ce quartier, d'une superficie de 10 hectares représente environ 800 logements.

L'aménagement de la zone a été confié à la SERM par un traité de concession signé en date du 18 juillet 1986, devenu concession d'aménagement suite à la loi du 20 juillet 2005. La mission de la SERM a été prorogée par avenants en date des 29 juillet 1993, 31 mars 1998, 25 juillet 2006, 27 juillet 2009, 25 juillet 2011, 23 juillet 2012 et 25 novembre 2013 afin de permettre l'achèvement de l'aménagement de la ZAC.

Le dossier de création-réalisation modificatif reçu en Préfecture de l'Hérault le 10 janvier 1991, précisait notamment le programme des équipements publics et des aménagements nécessaires à cette urbanisation, ainsi que les modalités prévisionnelles de financement.

Les constructions à l'intérieur du périmètre de la ZAC ont été exclues du champ d'application de la Taxe Locale d'Equipement en application de l'article 1585.C du Code Général des Impôts, la charge du coût des équipements généraux de la ZAC correspondant aux seuls besoins des usagers étant mis à la charge des constructeurs, conformément à l'article 317 du Code Général des Impôts.

Le constructeur signataire des présentes envisage la réalisation d'un programme de logements collectifs, sur un terrain situé à l'intérieur du périmètre de la ZAC dont il se rend propriétaire. Le dépôt de la demande de permis de construire correspondante a été effectué le 14 mars 2014.

La présente convention, établie en application de l'article L 311.4 du Code de l'Urbanisme, a pour objet de définir les conditions de la participation du constructeur signataire des présentes, la société NG PROMOTION, au coût de l'équipement de la zone.

CELA EXPOSE, IL EST CONVENU CE QUI SUI

ARTICLE 1 – OBJET DE LA CONVENTION

- 1.1.** La présente convention concerne un terrain composé de deux parcelles dont la désignation suit :

Cadastrées section LM n°808 et 795, d'une superficie totale de 1 167 m², situées à Montpellier au 14 rue de la Fontaine de Celleneuve et comprises dans le périmètre de la ZAC la Fontaine.

- 1.2.** Le constructeur envisage la construction sur ce terrain d'un programme de logements collectifs correspondant à 1 619 m² SDP.

Une nouvelle extension pourra être admise, le cas échéant, si les dispositions du document d'urbanisme réglementaire le permettent et selon les modalités de versement d'une participation aux équipements de la ZAC définies ci-après.

- 1.3.** La réalisation de ce programme doit s'effectuer conformément aux documents réglementaires d'urbanisme, à savoir le Plan Local d'Urbanisme de la Ville de Montpellier approuvé par délibération du Conseil Municipal du 2 mars 2006 et ses modifications successives.

- 1.4.** Il est ici rappelé qu'au titre de l'article L 311-4 du Code de l'Urbanisme, la présente convention constitue une pièce obligatoire du dossier de permis de construire.

ARTICLE 2 – EQUIPEMENTS MIS A LA CHARGE DE L'OPERATION

- 2.1.** En application du programme des équipements publics de la zone approuvé par délibération du Conseil Municipal reçue en Préfecture de l'Hérault en date du 10 janvier 1991, les équipements dont la liste suit sont mis à la charge des constructeurs de la zone :

- Voiries internes de la ZAC,
- Réseaux assainissement – eaux usées – eaux pluviales,
- Réseaux d'adduction d'eau potable,
- Eclairage public,
- Espaces verts,
- Réseau électricité,
- Réseau télécommunications.

- 2.2. La part des dépenses de réalisation de ces équipements mise à la charge des constructeurs est répartie, quelles que soient les catégories de construction, en proportion de la surface de plancher construite.

ARTICLE 3 – MONTANT DE LA PARTICIPATION

- 3.1. Le constructeur réalise sur le terrain visé à l'article 1 une construction de 1 619 m² SDP à usage de logements collectifs.
- 3.2. Le montant de la participation du constructeur au coût des équipements publics de la zone, pour l'année 2014, est fixé à 116 € par mètre carré de SDP autorisé par le permis de construire. Cette participation sera majorée de l'indexation dans les conditions fixées à l'article 5 ci-après.
- Sur la base de la demande de permis de construire, à savoir 1 619 m² de SDP, le montant de la participation du constructeur pour le programme visé ci-dessus s'établit à la somme de :

$$1\,619 \times 116 = 187\,804 \text{ euros}$$

- 3.3. Le montant total de la participation du constructeur sera calculé sur la base du nombre de m² SDP autorisés par le permis de construire effectivement délivré.

ARTICLE 4 – MODALITES DE VERSEMENT

- 4.1. Le constructeur s'engage à verser directement le montant de la participation prévue par la présente convention à la Ville de Montpellier.
- 4.2. Le constructeur s'engage à verser l'intégralité de la participation au coût des équipements publics de la zone à l'obtention du permis de construire, devenu définitif en l'absence de recours ou de retrait dans le délai légal.
- 4.3. Passée sa date d'échéance, la somme due au titre de la présente convention de participation, à quelque titre que ce soit, portera intérêt au taux de l'intérêt légal à la date d'échéance, majoré de cinq points, sans qu'il soit besoin d'une mise en demeure, et sans que le paiement de ces intérêts dégage l'acquéreur de son obligation de payer à la date prévue à la Ville, laquelle conserve la faculté de l'y contraindre et ce, sans préjudice pour la Ville de son droit à résolution du contrat, et à des dommages-intérêts.

ARTICLE 5 – INDEXATION

Le versement prévu à l'article 4 sera indexé sur l'Indice National des Travaux Publics TP01, tel qu'il est établi par le Ministère de l'Economie et des Finances, par application à la somme due à échéance du rapport I/Io dans lequel :

- Io est le dernier indice connu à la date de la décision de Monsieur le Maire approuvant la présente convention ;
- I est le dernier indice connu 15 jours avant la date d'échéance considérée.

ARTICLE 6 – DEGREVEMENT

En cas de modification du permis de construire entraînant une diminution ou la suppression de la participation, de péremption ou annulation du permis de construire, de retrait du permis de construire par l'administration ou le pétitionnaire, la somme correspondante est restituée au constructeur si le versement a été effectué.

Si le versement n'a pas été effectué, le montant de la participation sera réduit à due concurrence.

ARTICLE 7 – TRANSFERT DU PERMIS - MUTATION

Dès lors que le terrain ci-avant désigné et les constructions s'y trouvant seraient pour tout ou partie vendus, ou qu'ils feraient l'objet de contrats conférant des droits réels à un tiers, ou encore en cas de transfert de permis de construire, les obligations résultant de la présente convention seront transférées de plein droit aux bénéficiaires de ces ventes ou transferts. Le constructeur s'engage à faire insérer dans les actes afférents, l'obligation pour son acquéreur ou tout autre tiers détenteur des droits réels d'exécuter et de transmettre aux acquéreurs successifs, les obligations résultant de la présente convention de participation auxquelles il n'aurait pas été satisfait.

Le constructeur sera tenu solidairement avec ses successeurs du paiement des fractions de participation non encore effectuées à la date de l'acte de vente ou de tout autre acte conférant une partie des droits réels ou encore à la date de transfert du permis de construire.

ARTICLE 8 – LITIGES

Tout litige résultant de l'application de la présente convention de participation et ses suites sera du ressort du tribunal administratif de Montpellier.

ARTICLE 9 – FRAIS

Les frais de timbre et d'enregistrement de la présente convention de participation sont à la charge du constructeur.

ARTICLE 10 – EFFETS

- 10.1** La signature de la présente convention ne préjuge pas des délais d'instruction de la demande de permis de construire déposée par le constructeur, ni de la décision qui sera prise à l'issue de cette instruction.
- 10.2** Si par impossible, une situation quelconque de la présente convention était entachée d'illégalité, la constatation de ladite illégalité n'emporterait pas, sauf indivisibilité, la nullité de surplus.

ARTICLE 11 – ELECTION DE DOMICILE

Pour l'exécution de la présente convention de participation, les parties intervenantes font élection de domicile :

- Pour la collectivité en l'Hôtel de Ville,
- Pour le constructeur en son siège social.

Fait à Montpellier,

Le

(en 4 exemplaires originaux)

Pour la Collectivité

Pour le Constructeur

Extrait du registre des
décisions de la Mairie de
Montpellier

Décision n° 2014/1352

**Attribution d'un marché passé selon la procédure
adaptée pour l'achat de casques scooter et moto avec
prestations de sérigraphies, antivols SRA, bottes, gants
et équipements de protection
(n°4B0153)**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire ;
- Vu l'arrêté n° 2014/1341/T/R du 29 avril 2014 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA, Adjoint délégué ;

Considérant :

- Qu'il y a lieu de procéder à l'achat de casques scooter et moto avec prestations de sérigraphies, antivols SRA, bottes, gants et équipements de protection (n°4B0153) pour le service Police Municipale de la Ville de Montpellier,
- Qu'une procédure a été lancée conformément aux articles 28 (procédure adaptée) et 77-1 (marchés à bons de commandes) du Code des Marchés Publics sous la forme d'un MAPA (MAPA n°4B0153), pour une durée d'exécution maximale de quatre ans à compter de sa date de notification.
- Les critères d'analyse pour le jugement des offres étaient les suivants : le prix pour 60% et la valeur technique pour 40%.
- Qu'après analyse, la société SAGA YAM 34 250 rue de la JASSE Zone de FREJORGUES EST 34 130 MAUGUIO a présenté une offre économiquement avantageuse.

Décide en conséquence :

- D'attribuer le marché « Achat casques scooter et moto avec prestations de sérigraphies, antivols SRA, bottes, gants et équipements de protection (n°4B0153) » à la société SAGA YAM 34 pour un montant total maximum de commandes de 40 000 € HT.
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget fonctionnement de la Ville, natures 60628, 60632 et sur le budget investissement, nature 2188 tous chapitres.
- D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire avec l'entreprise retenue.

Montpellier, le 17/10/2014

**Monsieur l'Adjoint délégué
Max LEVITA**

Publiée le : 20/10/2014
Notifiée le :

PEGASE
**Convention de location de fibres optiques entre la Ville
et Hérault Télécom**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire ;
- Vu l'arrêté n°2014/1341/T/R donnant délégation à Monsieur Max LEVITA, Adjoint au Maire ;

Considérant :

- Que la Ville de Montpellier dispose sur son territoire d'un réseau de câbles à fibres optiques PEGASE qu'elle se propose de mettre à la disposition de tiers ;
- Que pour les besoins de services de télécommunications, Hérault Télécom a sollicité de la Ville la mise à disposition de liaisons optiques de son réseau Pégase.
- Qu'après négociation, Hérault Télécom a accepté les conditions présentées par la Ville se résumant comme suit :
 - durée dix ans
 - redevance annuelle fixée à 2,4 € par mètre linéaire et par paire de fibres optiques base juin 2012.

Décide en conséquence :

- D'approuver la convention à passer entre Hérault Télécom et la Ville.
- D'autoriser Monsieur le Trésorier principal municipal à faire recette de la redevance liée à cette convention.
- D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 23/10/2014

Monsieur l'Adjoint délégué
Max LEVITA

Publiée le : 24/10/2014
Notifiée le :



**CONVENTION DE MISE A DISPOSITION DE FIBRES
OPTIQUES PAR LA VILLE DE MONTPELLIER
A LA SOCIETE HERAULT TELECOM**

Entre les soussignés :

- **La Ville de Montpellier, représentée par le Maire**, agissant en vertu d'une décision du Conseil municipal du

ci-après dénommée "**la Ville**"

d'une part,

et

Hérault Télécom, société par actions simplifiée au capital de 1.500.000 euros, dont le siège social est situé 266 rue de la Gariguette, ZAC Saint Antoine à SAINT AUNES (34130), immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de MONTPELLIER.

Représentée par son Directeur, M. Georges GUILHEM, dûment habilité à cet effet"

ci-après dénommée "**l'opérateur**"

d'autre part,

SOMMAIRE

ARTICLE 1 - DEFINITIONS.....	4
ARTICLE 2 - OBJET DE LA CONVENTION.....	4
ARTICLE 3 – DOCUMENTS CONTRACTUELS	4
ARTICLE 3 BIS- DESCRIPTION DES LIAISONS OPTIQUES	5
ARTICLE 4 - PROPRIETE DES FIBRES OPTIQUES	5
ARTICLE 5 - CONDITIONS DES TRAVAUX DE RACCORDEMENT- RECEPTION DES FIBRES OPTIQUES.....	5
5.4.1 MISE A DISPOSITION	6
5.4.2 RECEPTION.....	6
5.4.3 RETARD DE MISE A DISPOSITION.....	6
ARTICLE 6 - CONDITIONS GENERALES D'EXPLOITATION DES INFRASTRUCTURES	7
ARTICLE 7 - MODIFICATION DES LIAISONS	9
ARTICLE 8 - DISPOSITIONS FINANCIERES ET COMPTABLES	9
ARTICLE 9 - RESPONSABILITE - ASSURANCES	10
ARTICLE 10 - CONTROLE DE LA VILLE	11
ARTICLE 11 - CESSIION DE LA CONVENTION	11
ARTICLE 12 - DUREE DE LA CONVENTION – MISE A DISPOSITION.....	11
ARTICLE 13 - RESILIATION.....	11
ARTICLE 14 – DROIT APPLICABLE - REGLEMENT DES LITIGES.....	12

IL A ETE EXPOSE ET CONVENU CE QUI SUIT

La Ville de Montpellier dispose sur son territoire de câbles à fibres optiques, dépendances du domaine public, qu'elle se propose de mettre à la disposition de tiers et notamment d'opérateurs de télécommunications.

Au titre d'un certain nombre de conventions, Completel bénéficie des liaisons optiques mises à disposition par la Ville de Montpellier pour les besoins de développement de ses réseaux et dont une liste figure en annexe 1 des présentes.

Les parties souhaitent définir un cadre contractuel applicable aux liaisons existantes ainsi qu'aux futures liaisons que la Ville pourrait mettre à disposition de l'opérateur.

Ceci étant rappelé, les parties ont convenu ce qui suit.

ARTICLE 1 - DEFINITIONS

Les termes employés dans la présente convention sont définis comme suit :

- Fibres optiques : infrastructures optiques dont les caractéristiques sont définies en annexe n° 2 et composant un câble de télécommunications mis à disposition par la Ville.
- Liaisons : désigne les fibres optiques entre deux points de livraison telles que déterminées en annexe n°1. Le terme "liaison" pourra indifféremment être employé au pluriel ou au singulier, ce terme prendra alors en compte l'intégralité des fibres optiques mises à disposition de l'opérateur.
- Mise à disposition : réception des fibres optiques levée de toute réserve majeure par l'opérateur les conditions définies à l'article 6.4.
- Point(s) de livraison : points géographiques identifiés en annexe n°1 où sont mis à disposition de l'opérateur les fibres optiques.
- Dysfonctionnement : désigne l'interruption ou la dégradation d'une liaison, dont il résulte que les spécifications techniques de fibres optiques définies en annexe n°2 ne sont plus respectées.
- Rétablissement : désigne la restauration provisoire ou définitive des spécifications techniques d'une liaison à la suite d'un dysfonctionnement.

ARTICLE 2 - OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de définir les conditions générales, techniques et financières par lesquelles la Ville met à disposition de l'opérateur des fibres optiques déployées sur son domaine public afin de permettre à l'opérateur de délivrer ses propres services à ses clients et abonnés..

Au cas où des dispositions législatives, réglementaires ou autres relatives à l'application de cette convention entreraient en vigueur pendant l'exécution de la présente convention, les parties s'engagent à se rapprocher pour modifier en conséquence, le cas échéant, les termes de la présente.

ARTICLE 3 – DOCUMENTS CONTRACTUELS

Les Parties conviennent que la relation contractuelle entre la Ville et l'opérateur est régie par la présente convention et ses annexes 1 et 2 (et le cas échéant ses avenants),

Pour bénéficier d'une ou plusieurs liaisons autres que celles figurant en annexe 1 de la présente convention, les parties signeront une nouvelle annexe 1 qui comprendra la ou les nouvelles liaisons mises à disposition de l'Opérateur par la Ville. Cette nouvelle annexe vaudra avenant à la présente convention.

La présente convention remplace, à compter de sa date d'entrée en vigueur, les conventions précédemment conclues entre la Ville et l'opérateur pour les liaisons en fibre optique mises à disposition de l'opérateur.

ARTICLE 3 BIS- DESCRIPTION DES LIAISONS OPTIQUES

Les liaisons optiques de la Ville mises à disposition de l'opérateur sont décrites dans l'annexe 1.

La longueur totale de ces liaisons optiques sert de base au calcul de la redevance.

Les spécifications techniques de ces fibres optiques sont définies dans l'annexe n° 2.

En cas de demande complémentaire de la part de l'opérateur, un avenant à la convention sera négocié.

ARTICLE 4 - PROPRIETE DES FIBRES OPTIQUES

L'opérateur est et restera le propriétaire de l'ensemble des fibres optiques et des fourreaux qu'il déploiera jusqu'aux points de livraison défini par la Ville.

La Ville demeure quant à elle propriétaire de ses fibres optiques, la présente convention ne pouvant pas être considérée comme transférant à l'opérateur la propriété desdites fibres optiques réalisées sur le domaine public, ni constituer un quelconque droit réel, ni être considérée comme constitutive de droits réels.

ARTICLE 5 - CONDITIONS DES TRAVAUX DE RACCORDEMENT- RECEPTION DES FIBRES OPTIQUES

5.1: AUTORISATIONS REGLEMENTAIRES

La Ville fournira à l'opérateur toutes les autorisations réglementaires, de passage ou d'occupation, nécessaires au raccordement de ses équipements aux fibres optiques mises à sa disposition, dans son domaine de compétence et pendant la durée de la présente convention.

L'opérateur doit se conformer pendant l'exécution des travaux de raccordement, ou pendant les travaux de modification ultérieurs, au règlement de voirie de la Ville.

5.2: PREVENTION ET SAUVEGARDE

L'opérateur prendra toute mesure pour ne pas compromettre la sécurité des tiers au cours de l'exécution des travaux de raccordement ou dans le cadre de l'exploitation de ses

équipements de raccordement. L'opérateur se conformera strictement aux règles d'hygiène et de sécurité.

5.3 : FRAIS A LA CHARGE DE L'OPÉRATEUR

L'ensemble des coûts occasionnés par les travaux de raccordement de ses équipements aux fibres optiques par l'opérateur sont à sa charge exclusive. A cet effet, un état des lieux contradictoire, en présence des représentants des parties contractantes, sera réalisé préalablement à tout commencement d'exécution des travaux et un procès-verbal de cette visite sera dressé.

De son côté, la Ville supportera également les dépenses exigées par l'entretien et la maintenance de ses fibres optiques ou autres installations mises à disposition aux points de livraison.

5.4 : RECEPTION DES FIBRES OPTIQUES

La Ville s'engage à mettre les liaisons optiques à la disposition de l'opérateur aux points de livraison et à la date de mise à disposition définies en annexe n°1.

5.4.1 Mise à disposition

La Ville s'engage à livrer les futures liaisons optiques à l'opérateur sous deux (2) mois après la date de signature par les deux parties de la nouvelle annexe 1 comprenant les informations relatives à cette (ces) future(s) liaison(s) et valant avenant à la convention.

5.4.2 Réception

Une réception des liaisons sera réalisée par les parties à l'invitation de la Ville.

Dans l'hypothèse où des réserves mineures seraient émises, les parties définiront en commun le délai imparti à la Ville pour procéder à la levée de ces réserves. Ces réserves mineures sont considérées comme ne mettant pas en cause la conformité des fibres optiques aux spécifications techniques définies en annexe n°2.

Dans l'hypothèse où des réserves majeures seraient émises, les parties définiront en commun le délai impératif imparti à la Ville pour procéder à la levée de ces réserves. Ces réserves majeures sont considérées comme empêchant la mise en service de la liaison ou des fibres optiques.

Les conséquences financières de ce report de mise à disposition pour des réserves majeures seront réglées par l'article 5.4.3 suivant.

5.4.3 Retard de mise à disposition

En cas de retard de la Ville dans la mise à disposition d'une liaison par rapport à la date de mise à disposition et après un délai supplémentaire d'une (1) semaine, l'opérateur peut réclamer à la Ville, une réduction de redevance, calculée comme suit :

$$CR = C \cdot R / 100$$

où :

CR= montant du crédit de redevance

C= le montant de la redevance annuelle de mise à disposition, telle que définie à l'article 8.2 ci-après,

R= nombre de jours calendaires de retard par rapport à la date de mise à disposition définie à l'article 5.4.1. et fixée en annexe n°1.

La Ville déduira le montant de ce crédit CR des sommes dues par l'opérateur dès le prochain titre de recettes émis par la Ville au titre de la redevance de mise à disposition.

Dans l'hypothèse où aucune mise à disposition n'est intervenue dans les 30 jours suivants la date prévue en annexe n°1, l'opérateur pourra résilier la convention, sans autre préavis qu'un courrier recommandé avec accusé de réception notifiant ladite résiliation.

ARTICLE 6 - CONDITIONS GENERALES D'EXPLOITATION DES INFRASTRUCTURES

6.1 : EXPLOITATION

L'opérateur sera responsable, tant vis-à-vis de la Ville que vis-à-vis des tiers, de tous dommages matériels qui pourraient résulter de ses équipements de raccordement et des dégâts matériels qu'il pourrait occasionner aux fibres optiques existantes appartenant à la Ville dans les conditions définies à l'article 9 ci-après.

6.2 : RESPECT DES LIAISONS MISES A DISPOSITION / MAINTENANCE PREVENTIVE ET EXPLOITATION DES LIAISONS

L'opérateur s'engage à n'apporter aucune nuisance ou dégradation aux points de livraison, emprises et fibres optiques qui seront mis sa disposition en application de la présente convention.

Le cas échéant et à l'issue d'un accord préalable entre les deux parties sur les travaux de réparation à effectuer, la ville procède sans délai à la remise en état des lieux, le montant de cette remise en état sera à la charge de l'opérateur.

L'opérateur devra entretenir dans les règles de l'art et à ses frais les équipements qu'il aura déployés dans le cadre de la présente.

La Ville assure la maintenance de ses liaisons, notamment afin de permettre à l'opérateur d'assurer la continuité des services fournis à ses propres clients. En cas d'intervention programmée de la Ville pour assurer la maintenance préventive ou l'exploitation de ses liaisons, elle devra en informer préalablement l'opérateur par l'envoi d'un email au chef de projet de l'opérateur ainsi qu'au Centre de supervision de l'opérateur quarante cinq (45) jours ouvrés avant la date d'intervention, afin que les parties définissent en commun les conditions et mesures conservatoires à prendre dans le cadre de cette intervention. De même, si l'opérateur constate un défaut affectant ses liaisons, il en informera la Ville dans les meilleurs délais.

6.3 : MAINTENANCE CORRECTIVE / DISPONIBILITE DES LIAISONS

Les préposés ou prestataires de l'opérateur devront se conformer strictement à l'occasion de toute intervention au règlement de voirie de la Ville et aux règles d'hygiène et de sécurité en vigueur. Pour la maintenance de ses équipements, l'opérateur n'aura pas libre accès aux points de livraison des liaisons mises à disposition par la Ville tels que définis en annexe n°1.

Toutefois, en cas d'urgence justifiée par la nécessité de rétablir les services de télécommunications, l'opérateur pourra intervenir sur ses équipements et son câble à fibre optique sur un des points de livraison sans délai en tenant informés par fax et avant l'intervention :

- le prestataire de maintenance du réseau Ville, dont les coordonnées seront communiquées à l'opérateur après la mise à disposition des fibres optiques,
- les services techniques de la Ville.

6.3.1. Mode d'alerte

La Ville fournit une assistance téléphonique et un service d'intervention sur site par l'intermédiaire de son prestataire de maintenance afin de remédier à une anomalie ou à un dysfonctionnement sur les fibres optiques mises à disposition de l'opérateur.

Le traitement de l'appel se fera en deux étapes : assistance téléphonique, puis intervention sur site si nécessaire.

A la détection d'une anomalie ou d'un dysfonctionnement sur la liaison, l'opérateur appelle le prestataire de maintenance du réseau Ville et avertit la Ville par télécopie.

L'opérateur devra analyser préalablement l'origine potentielle du défaut et n'appeler le prestataire de maintenance du réseau Ville qu'une fois qu'il s'est assuré que le problème ne provient pas de ses propres équipements.

L'opérateur confirme son appel par l'envoi en télécopie d'une fiche d'anomalie valant demande d'intervention.

Le prestataire de maintenance du réseau Ville accuse réception de celle-ci dans les 30 minutes et vérifie qu'il possède toutes les informations pour rétablir le bon fonctionnement.

La période de dysfonctionnement sera déterminée à partir de la réception de ladite télécopie comportant toutes les informations sur la liaison, correspondant aussi au point de départ des délais énoncés ci-après, l'accusé de réception de la télécopie faisant foi.

Le prestataire de maintenance du réseau Ville intervient suivant les indications mentionnées dans la fiche d'anomalie et fournira les informations à l'opérateur sur l'état d'avancement du diagnostic et de la remise en état de la liaison. L'opérateur donnera toute information en sa possession nécessaire au prestataire de la maintenance du réseau Ville, ou de ses commettants, chargés de la suppression de la défaillance. L'intervention fera l'objet d'un rapport adressé par la Ville à l'opérateur indiquant l'heure du début du dysfonctionnement et l'heure de rétablissement de la liaison.

Les coordonnées de la Ville et du prestataire de la maintenance sont indiquées dans l'annexe 1

Les demandes d'intervention de l'opérateur seront recevables 24 heures sur 24 et 7 jours sur 7.

La Ville assurera à ses frais le diagnostic et la réparation de la liaison en cas de dysfonctionnement, sauf si celui-ci est dû à l'opérateur. Dans ce cas, ce dernier remboursera à la Ville les dépenses qu'elle aura engagées, dûment justifiées.

6.3.2 Délais de rétablissement

En cas de dysfonctionnement affectant une liaison, la Ville ou ses commettants s'efforceront de rétablir les spécifications de ladite liaison sans frais supplémentaires pour l'opérateur dans le délai énoncé ci-dessous.

En cas de dysfonctionnement d'une liaison (24 h/24, 7 jours sur 7) :

- le délai maximum d'intervention de la Ville est de : quatre (4) heures.,
- le délai maximum de rétablissement provisoire d'une liaison est de douze (12) heures,
- le délai maximum de rétablissement définitif d'une liaison est de trois (3) jours.

Les délais avant le rétablissement de la liaison sont calculés dans les conditions fixées par l'article 6.3.1 ci-avant.

Les conditions de disponibilité annuelle d'une liaison sont les suivantes :

- une liaison ne pourra être affectée par plus de trois (3) dysfonctionnements par an ;
- le temps de dysfonctionnement cumulé maximum d'une liaison sur une année est de trente six (36) heures.

6.3.3 Crédit de redevance :

L'opérateur bénéficiera d'un crédit de redevance correspondant à :

- 5% du montant de la redevance annuelle de mise à disposition définie à l'article 8.2 ci-après, par tranche de 12 heures de dysfonctionnement dès la première heure au-delà du délai maximal de rétablissement provisoire de 12 heures ;
- 5% du montant de la redevance annuelle de mise à disposition définie à l'article 8.2 ci-après, par tranche de 12 heures de dysfonctionnement dès la première heure au-delà du délai maximal annuel de dysfonctionnement de 36 heures ;
- 5% du montant de la redevance annuelle par dysfonctionnement dès le 4^{ème} dysfonctionnement d'une liaison pour une même année.

Le crédit de redevance sera automatiquement déduit par la Ville lors du calcul du montant du titre annuel de recette émis par la trésorerie principale municipale en application des dispositions de l'article 8.2 ci-après. Les crédits de redevance ne sont pas cumulables.

L'application du crédit de redevance n'emporte en aucun cas pour l'opérateur renonciation à invoquer la résiliation de la présente convention dans les conditions définies à l'article 13.2.2 ci-après, l'opérateur se réservant le droit de faire valoir cette résiliation à tout moment et nonobstant l'application ou le paiement du crédit de redevance.

ARTICLE 7 - MODIFICATION DES LIAISONS

L'opérateur devra à la demande de la Ville, dans l'intérêt du domaine public occupé ou dans l'intérêt général, subir sans possibilité d'indemnisation les déplacements ou les modifications requises des liaisons.

La Ville devra aviser l'opérateur par lettre recommandée avec accusé de réception, au moins quarante cinq (45) jours ouvrés à l'avance, de la nécessité de ce déplacement et/ou de ces modifications.

Dans l'hypothèse où les travaux correspondants sur une ou plusieurs fibres optiques mises à disposition de l'opérateur entraîneraient l'interruption de cette mise à disposition les parties se rapprocheront afin de définir toute mesure provisoire permettant d'assurer la continuité des services fournis par l'opérateur.

Dans cette hypothèse, les parties se concerteraient pour trouver une possibilité de basculer les liaisons concernées vers d'autres infrastructures optiques disponibles. A défaut d'accord, l'opérateur pourra résilier tout ou partie de la présente convention dans les conditions définies à l'article 13.2.1 ci-après, sans application du préavis de trois (3) mois.

ARTICLE 8 - DISPOSITIONS FINANCIERES ET COMPTABLES

8.1: FRAIS D'ACCES

Le montant des frais d'accès au service est fixé en annexe 1; son règlement s'effectuera en une seule fois sur présentation d'un titre de recette émis après la mise à disposition des fibres optiques.

8.2: REDEVANCE DE MISE A DISPOSITION DU DOMAINE PUBLIC

8.2.1 Montant de la redevance

Pour l'occupation des câbles de fibre optique de la Ville l'opérateur versera à cette dernière , et par virement bancaire, une redevance annuelle d'occupation du domaine public

Le montant annuel de cette redevance s'élève à 2,4 € nets /mètre et par paire de fibres optiques (deux euros quarante cent nets toutes charges comprises par mètre et par paire de fibres optiques) base juin 2012.

Le montant de cette redevance est fixée en annexe n°1

Il est calculé comme suit :

$$R = 2,4 \text{ €} \times d \times n$$

d = longueur de la liaison en mètres linéaires.

n = nombre de paires de fibres optiques mises à disposition.

8.2.2 Paiement de la redevance

Sur présentation par la Ville d'un titre de recette, portant la référence comptable "convention de mise à disposition de fibres optiques par la Ville de Montpellier à Complétel ", qui sera adressé à :

HÉRAULT TELECOM
30 avenue Edouard Belin
92500 RUEIL-MALMAISON

Le premier étant accompagné d'un relevé d'identité bancaire.

Le paiement sera effectué le 30 juin de chaque année sur présentation au moins soixante jours avant du titre de recette correspondant de l'année en cours, le premier d'entre eux sera facturé dès la date de mise à disposition telle que définie à l'article 5.4.1.

Pour la première et la dernière échéance, la redevance sera calculée au prorata temporis de la mise à disposition effective des fibres optiques, étant entendu que la première facturation sera calculée à compter de la date de mise à disposition et jusqu'au 31 décembre de l'année en cours.

8.2.3 Variation de la redevance

- L'indemnité ci-dessus variera en même temps et dans les mêmes proportions que l'indice INSEE du coût de la construction (ICC). La variation s'appréciera au 1^{er} janvier de l'année considérée, l'indice de base étant celui du 2^{ème} trimestre 2012, valeur 1666, et l'indice de référence celui qui sera le dernier publié au 1^{er} janvier de l'année de facturation.

ARTICLE 9 - RESPONSABILITE - ASSURANCES

L'opérateur est responsable, tant vis-à-vis de la Ville que vis-à-vis des tiers, des dommages ou dégâts matériels ainsi que de toutes les conséquences dommageables qui pourraient résulter de l'implantation ou de l'exploitation de ses équipements aux points de livraison, à l'exclusion des dommages indirects et immatériels tels que définis par la jurisprudence française, , et dans la limite d'un plafond égal, tous dommages confondus, à la redevance annuelle d'occupation due par la Ville à l'opérateur.

Il lui appartiendra de conclure les assurances nécessaires et de communiquer à la Ville les attestations relatives aux contrats d'assurance qu'il aura souscrits.

L'opérateur fera son affaire des réclamations auxquelles pourraient donner lieu ses équipements ou son activité, conséquence de son occupation, de façon à ce que la Ville ne puisse pas être inquiétée ou recherchée à ce sujet.

La responsabilité de chaque partie pourra être engagée en cas de préjudices causés à son cocontractant du fait du non respect de ses propres obligations au titre de la présente convention, à l'exclusion des cas de force majeure répondant aux conditions définies par la jurisprudence des tribunaux français.

ARTICLE 10 - CONTROLE DE LA VILLE

L'opérateur a l'obligation de tenir la Ville informée des conditions d'exécution de la présente convention, de répondre aux demandes de renseignements et de fournir les documents s'y rapportant.

ARTICLE 11 - CESSION DE LA CONVENTION

L'opérateur ne pourra pas céder ou apporter tout ou partie des droits et obligations de la présente convention à un tiers sans la signature préalable d'une nouvelle convention avec la Ville.

Toutefois, l'opérateur peut céder les droits et obligations de la présente convention cadre à une société Affiliée. Cette dernière désigne toute personne morale qui directement ou indirectement contrôle l'opérateur ou est contrôlée directement ou indirectement par la même entité que celle qui contrôle l'opérateur ou est contrôlée par l'opérateur. La notion de contrôle s'entend au sens de l'article L.233-3 du Code de Commerce.

ARTICLE 12 - DUREE DE LA CONVENTION – MISE A DISPOSITION

Elle est conclue pour une durée initiale de dix (10) ans. Elle sera ensuite renouvelée pour une période indéterminée sauf dénonciation adressée par l'opérateur ou par la Ville à son cocontractant par lettre recommandée avec accusé de réception au moins trois (3) mois avant la date anniversaire de la présente convention.

La Ville se réserve le droit de revoir le prix de la redevance afin de tenir compte de l'évolution des conditions économiques. Cette évolution ne pourra dépasser 15% du prix unitaire par période de 10 ans. Elle signifiera son intention six mois avant l'échéance de chaque période de deux ans à l'opérateur. A défaut d'accord des parties, la Ville et l'opérateur mettront un terme à la présente convention.

ARTICLE 13 - RESILIATION

13.1 : A L'INITIATIVE DE LA VILLE

La Ville peut, en cours d'exécution de la convention, y mettre un terme à tout moment, pour des motifs liés à l'intérêt du domaine public occupé ou à l'intérêt général ou pour des motifs tirés du non-respect par l'opérateur de ses obligations conventionnelles, sous réserve d'en informer l'opérateur par lettre recommandée avec accusé de réception, au moins trois (3) mois à l'avance.

13.1.1: Dans l'intérêt général

La Ville peut, en cours d'exécution de la convention, y mettre un terme à tout moment, pour des motifs liés à l'intérêt du domaine public concerné ou à l'intérêt général.

13.1.2: En cas d'inexécution de ses obligations au titre des présentes par l'opérateur

La Ville peut en cours d'exécution de la convention, y mettre un terme à tout moment, en cas de non-respect par l'opérateur de ses obligations conventionnelles et après mise en demeure restée infructueuse pendant plus de trente (30) jours.

13.1.3 Indemnisation de résiliation

Dans le cas d'une résiliation en vertu des dispositions de l'article 13.1.1, l'opérateur aura droit au remboursement de la redevance payée au titre de la présente convention, prorata temporis de la durée restant à courir entre la date de prise en compte de la résiliation et la fin de l'année couverte par la redevance précitée.

Dans le cas d'une résiliation en vertu des dispositions de l'article 13.1.2, l'opérateur abandonnera à titre d'indemnité le solde de la redevance déjà versée au titre de l'année considérée.

13.1.4 Procédure de résiliation

La résiliation sera prononcée par la Ville. La résiliation sera notifiée à l'opérateur par lettre recommandée avec avis de réception. En cas de faute de l'opérateur, la décision de résiliation doit être précédée d'une lettre de mise en demeure visée à l'article 13.1.2 ci-avant et adressée à l'opérateur pour lui permettre de s'expliquer sur les griefs qui lui sont faits.

13.1.5 Dépose des équipements de l'OPÉRATEUR

L'opérateur est tenu de déposer ses équipements de raccordement, dans un délai de six (6) mois à compter de la date de notification de résiliation. 3 mois

13.2 : A L'INITIATIVE DE L' OPÉRATEUR

13.2.1 Sans faute de la Ville

L'opérateur peut résilier de plein droit et à tout moment tout ou partie de la présente convention, sous réserve d'en informer la Ville par lettre recommandée avec accusé de réception

Si la demande de résiliation intervient après le 30 juin de chaque année, l' OPÉRATEUR abandonnera à titre d'indemnité le solde de la redevance déjà versée au titre de l'année considérée.

13.2.2 En cas d'inexécution

L'opérateur peut, en cours d'exécution de la convention, y mettre un terme à tout moment, en cas de non-respect par la Ville de ses obligations conventionnelles et après mise en demeure restée infructueuse pendant plus de trente (30) jours.

Cette résiliation entraînera le remboursement des redevances perçues d'avance pour la période restant à courir au-delà de la date de résiliation et ce, nonobstant la réparation de tout préjudice auquel pourrait prétendre l' opérateur du fait de ladite résiliation.

ARTICLE 14 – DROIT APPLICABLE - REGLEMENT DES LITIGES

La présente convention est soumise au droit français.

Le tribunal administratif compétent pour toutes les actions dont la convention est l'objet, la cause ou l'occasion est celui dans le ressort duquel est situé l'ouvrage précité.

Liste des annexes :

- Annexe n°1 : Descriptif des liaisons de la Ville mises à disposition et conditions tarifaires
Annexe n°2 : Spécifications techniques des fibres optiques mises à disposition

Fait à Montpellier le

En cinq exemplaires originaux de 13 pages chacun.

Pour la Ville de Montpellier

Pour Hérault Télécom

L'Adjoint Délégué

Max LEVITA



**CONVENTION DE MISE A DISPOSITION DE FIBRES
OPTIQUES PAR LA VILLE DE MONTPELLIER
A LA SOCIETE HERAULT TELECOM**

**ANNEXE N°1 : DESCRIPTION DES LIAISONS MISES A DISPOSITION
CONDITIONS TARIFAIRES**

1 – BASE DE CALCUL DU MONTANT DE LA REDEVANCE

Liaison Client	Référence	Linéaire	Prix unitaire 2012	FAS €	Mise en service	Observation
CAP GAMMA – entrée réseau opérateur rue Valssière	Num'herault- Gamma	500	2,4	508		
Total						

2 DESCRIPTION LIAISONS

CAP GAMMA

- CAP GAMMA dans une chambre L3T, rue Valssière.
- chambre Pégase type K2C, entrée réseau opérateur rue valssière.

Coordonnées Ville prestataire de maintenance :

Ville : n° de téléphone : 04 67 34 70 74, 04 67 34 71 18, Direction des Systèmes d'Information

Prestataire de maintenance :

Grille de contact Hotline		
	Du lundi au vendredi de 8h à 20h	Du lundi au vendredi de 20h à 8h Week-end + Jours fériés
Niveau 1 Téléphone Mobile Adresse Mail Horaires	Hotline CIRCET 03 29 64 43 87 hotline@circet.fr	Astreinte CIRCET 06 25 89 20 17 astreinte@circet.fr



**CONVENTION DE MISE A DISPOSITION DE FIBRES
OPTIQUES PAR LA VILLE DE MONTPELLIER
A LA SOCIETE HERAULT TELECOM**

ANNEXE N°2 : SPECIFICATIONS TECHNIQUES DES FIBRES OPTIQUES

SPECIFICATION TECHNIQUE DES FIBRES G.652 / CEI 793-2 B1.1

Extraits

Les fibres doivent être conformes à la norme ITU-T G.652 et présenter les caractéristiques suivantes :

Paramètre	Valeur
Diamètre de mode à 1310 nm	$9,3 \pm 0,4 \mu\text{m}$
Diamètre de gaine optique	$125 \pm 1 \mu\text{m}$
Excentration cœur / gaine	$\leq 0,8 \mu\text{m}$
Non circularité du diamètre de mode	$\leq 6 \%$
Non circularité de la gaine optique	$\leq 1 \%$
Longueur d'onde de coupure en câble	$\leq 1250 \text{ nm}$
Dispersion chromatique à 1550nm	$\leq 18 \text{ ps/nm.km}$
Atténuation maximale à 1550nm (hors câble)	$\leq 0,25 \text{ dB/km}$
Uniformité de l'atténuation à 1310 et 1550 nm	Pas de discontinuité supérieure à 0,01 dB
Atténuation induite en cycle de température (-60 / +85°C, fibre hors câble)	$\leq 0,05 \text{ dB/km}$
PMD	$\leq 0,2 \text{ ps/km}^{1/2}$ Moyenne quadratique $\leq 0,1 \text{ ps/km}^{1/2}$
Perte additionnelle en macrocourbure (100 tours sur 60 mm de diamètre) à 1550 nm et 1620 nm	$\leq 0,1 \text{ dB}$
Test en tension (100 % des fibres testées)	Tension de test $> 100 \text{ Kpsi}$ ($= 0.69 \text{ GN/m}^2$) à 1,0 % d'allongement équivalent

Les méthodes de mesure sont celles normalisées ou reconnues par la profession.

PEGASE
**Convention de location de fibres optiques entre la Ville
et l'Office de Tourisme de Montpellier**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire ;
- Vu l'arrêté n°2014/1341/T/R donnant délégation à Monsieur Max LEVITA, Adjoint au Maire ;

Considérant :

- Que la Ville de Montpellier dispose sur son territoire d'un réseau de câbles à fibres optiques PEGASE qu'elle se propose de mettre à la disposition de tiers ;
- Que pour les besoins de services de télécommunications, l'Office de Tourisme de Montpellier a sollicité de la Ville la mise à disposition d'une liaison optique de son réseau Pégase. Cette liaison optique mise à disposition représente un linéaire d'environ 450 mètres de paires de fibres optiques ;
- Qu'après négociation, l'Office de Tourisme de Montpellier a accepté les conditions présentées par la Ville se résumant comme suit :
 - durée dix ans
 - redevance annuelle fixée à 2,4 € par mètre linéaire et par paire de fibres optiques base juin 2012 soit environ 1080 €, frais d'accès au service 2000 €.

Décide en conséquence :

- D'approuver la convention à passer entre l'Office de Tourisme de Montpellier et la Ville.
- D'autoriser Monsieur le Trésorier principal municipal à faire recette de la redevance liée à cette convention.
- D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 23/10/2014

Monsieur l'Adjoint délégué
Max LEVITA

Publiée le : 24/10/2014
Notifiée le :



**CONVENTION DE MISE A DISPOSITION DE FIBRES
OPTIQUES PAR LA VILLE DE MONTPELLIER
A L'OFFICE DE TOURISME DE MONTPELLIER**

Entre les soussignés :

- La Ville de Montpellier, représentée par Monsieur le Maire, agissant en vertu d'une décision du Conseil municipal du

ci-après dénommée "**la Ville**"

d'une part,

et

L'office de tourisme de Montpellier, dont le siège social se trouve :
30, Allée Jean de Lattre de Tassigny
34000 MONTPELLIER

représenté par Monsieur Fabrice Cavillon, directeur , dûment habilité à cet effet,

ci-après dénommée "**opérateur**"

d'autre part,

SOMMAIRE

ARTICLE 1 - DEFINITIONS.....	4
ARTICLE 2 - OBJET DE LA CONVENTION.....	4
ARTICLE 3 – DOCUMENTS CONTRACTUELS	4
ARTICLE 3 BIS- DESCRIPTION DES LIAISONS OPTIQUES	5
ARTICLE 4 - PROPRIETE DES FIBRES OPTIQUES	5
ARTICLE 5 - CONDITIONS DES TRAVAUX DE RACCORDEMENT- RECEPTION DES FIBRES OPTIQUES.....	5
5.4.1 MISE A DISPOSITION	6
5.4.2 RECEPTION.....	6
5.4.3 RETARD DE MISE A DISPOSITION.....	6
ARTICLE 6 - CONDITIONS GENERALES D'EXPLOITATION DES INFRASTRUCTURES.....	6
ARTICLE 7 - MODIFICATION DES LIAISONS	9
ARTICLE 8 - DISPOSITIONS FINANCIERES ET COMPTABLES	9
ARTICLE 9 - RESPONSABILITE - ASSURANCES	10
ARTICLE 10 - CONTROLE DE LA VILLE	10
ARTICLE 11 - CESSION DE LA CONVENTION	11
ARTICLE 12 - DUREE DE LA CONVENTION – MISE A DISPOSITION.....	11
ARTICLE 13 - RESILIATION.....	11
ARTICLE 14 – DROIT APPLICABLE - REGLEMENT DES LITIGES.....	12

IL A ETE EXPOSE ET CONVENU CE QUI SUIT

La Ville de Montpellier dispose sur son territoire de câbles à fibres optiques, dépendances du domaine public, qu'elle se propose de mettre à la disposition de tiers.

Ceci étant rappelé, les parties ont convenu ce qui suit.

ARTICLE 1 - DEFINITIONS

Les termes employés dans la présente convention sont définis comme suit :

- Fibres optiques : infrastructures optiques dont les caractéristiques sont définies en annexe n° 2 et composant un câble de télécommunications mis à disposition par la Ville.
- Liaisons : désigne les fibres optiques entre deux points de livraison telles que déterminées en annexe n°1. Le terme "liaison" pourra indifféremment être employé au pluriel ou au singulier, ce terme prendra alors en compte l'intégralité des fibres optiques mises à disposition de l'opérateur.
- Mise à disposition : réception des fibres optiques levée de toute réserve majeure par l'opérateur les conditions définies à l'article 6.4.
- Point(s) de livraison : points géographiques identifiés en annexe n°1 où sont mis à disposition de l'opérateur les fibres optiques.
- Dysfonctionnement : désigne l'interruption ou la dégradation d'une liaison, dont il résulte que les spécifications techniques de fibres optiques définies en annexe n°2 ne sont plus respectées.
- Rétablissement : désigne la restauration provisoire ou définitive des spécifications techniques d'une liaison à la suite d'un dysfonctionnement.

ARTICLE 2 - OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de définir les conditions générales, techniques et financières par lesquelles la Ville met à disposition de l'opérateur des fibres optiques déployées sur son domaine public afin de permettre à l'opérateur de délivrer ses propres services à ses clients et abonnés..

Au cas où des dispositions législatives, réglementaires ou autres relatives à l'application de cette convention entreraient en vigueur pendant l'exécution de la présente convention, les parties s'engagent à se rapprocher pour modifier en conséquence, le cas échéant, les termes de la présente.

ARTICLE 3 – DOCUMENTS CONTRACTUELS

Les Parties conviennent que la relation contractuelle entre la Ville et l'opérateur est régie par la présente convention et ses annexes 1 et 2 (et le cas échéant ses avenants),

Pour bénéficier d'une ou plusieurs liaisons autres que celles figurant en annexe 1 de la présente convention, les parties signeront une nouvelle annexe 1 qui comprendra la ou les

nouvelles liaisons mises à disposition de l'Opérateur par la Ville. Cette nouvelle annexe vaudra avenant à la présente convention.

La présente convention remplace, à compter de sa date d'entrée en vigueur, les conventions précédemment conclues entre la Ville et l'opérateur pour les liaisons en fibre optique mises à disposition de l'opérateur.

ARTICLE 3 BIS- DESCRIPTION DES LIAISONS OPTIQUES

Les liaisons optiques de la Ville mises à disposition de l'opérateur sont décrites dans l'annexe 1.

La longueur totale de ces liaisons optiques sert de base au calcul de la redevance.

Les spécifications techniques de ces fibres optiques sont définies dans l'annexe n° 2.

En cas de demande complémentaire de la part de l'opérateur, un avenant à la convention sera négocié.

ARTICLE 4 - PROPRIETE DES FIBRES OPTIQUES

L'opérateur est et restera le propriétaire de l'ensemble des fibres optiques et des fourreaux qu'il déploiera jusqu'aux points de livraison défini par la Ville.

La Ville demeure quant à elle propriétaire de ses fibres optiques, la présente convention ne pouvant pas être considérée comme transférant à l'opérateur la propriété desdites fibres optiques réalisées sur le domaine public, ni constituer un quelconque droit réel, ni être considérée comme constitutive de droits réels.

ARTICLE 5 - CONDITIONS DES TRAVAUX DE RACCORDEMENT- RECEPTION DES FIBRES OPTIQUES

5.1: AUTORISATIONS REGLEMENTAIRES

La Ville fournira à l'opérateur toutes les autorisations réglementaires, de passage ou d'occupation, nécessaires au raccordement de ses équipements aux fibres optiques mises à sa disposition, dans son domaine de compétence et pendant la durée de la présente convention.

L'opérateur doit se conformer pendant l'exécution des travaux de raccordement, ou pendant les travaux de modification ultérieurs, au règlement de voirie de la Ville.

5.2: PREVENTION ET SAUVEGARDE

L'opérateur prendra toute mesure pour ne pas compromettre la sécurité des tiers au cours de l'exécution des travaux de raccordement ou dans le cadre de l'exploitation de ses équipements de raccordement. L'opérateur se conformera strictement aux règles d'hygiène et de sécurité.

5.3 : FRAIS A LA CHARGE DE L'OPÉRATEUR

L'ensemble des coûts occasionnés par les travaux de raccordement de ses équipements aux fibres optiques par l'opérateur sont à sa charge exclusive. A cet effet, un état des lieux contradictoire, en présence des représentants des parties contractantes, sera réalisé

préalablement à tout commencement d'exécution des travaux et un procès-verbal de cette visite sera dressé.

De son côté, la Ville supportera également les dépenses exigées par l'entretien et la maintenance de ses fibres optiques ou autres installations mises à disposition aux points de livraison.

5.4 : RECEPTION DES FIBRES OPTIQUES

La Ville s'engage à mettre les liaisons optiques à la disposition de l'opérateur aux points de livraison et à la date de mise à disposition définies en annexe n°1.

5.4.1 Mise à disposition

La Ville s'engage à livrer les futures liaisons optiques à l'opérateur sous deux (2) mois après la date de signature par les deux parties de la nouvelle annexe 1 comprenant les informations relatives à cette (ces) future(s) liaison(s) et valant avenant à la convention.

5.4.2 Réception

Une réception des liaisons sera réalisée par les parties à l'invitation de la Ville.

Dans l'hypothèse où des réserves mineures seraient émises, les parties définiront en commun le délai imparti à la Ville pour procéder à la levée de ces réserves. Ces réserves mineures sont considérées comme ne mettant pas en cause la conformité des fibres optiques aux spécifications techniques définies en annexe n°2.

Dans l'hypothèse où des réserves majeures seraient émises, les parties définiront en commun le délai impératif imparti à la Ville pour procéder à la levée de ces réserves. Ces réserves majeures sont considérées comme empêchant la mise en service de la liaison ou des fibres optiques.

Les conséquences financières de ce report de mise à disposition pour des réserves majeures seront réglées par l'article 5.4.3 suivant.

5.4.3 Retard de mise à disposition

En cas de retard de la Ville dans la mise à disposition d'une liaison par rapport à la date de mise à disposition et après un délai supplémentaire d'une (1) semaine, l'opérateur peut réclamer à la Ville, une réduction de redevance, calculée comme suit :

$$CR = C \cdot R / 100$$

où :

CR= montant du crédit de redevance

C= le montant de la redevance annuelle de mise à disposition, telle que définie à l'article 8.2 ci-après,

R= nombre de jours calendaires de retard par rapport à la date de mise à disposition définie à l'article 5.4.1. et fixée en annexe n°1.

La Ville déduira le montant de ce crédit CR des sommes dues par l'opérateur dès le prochain titre de recettes émis par la Ville au titre de la redevance de mise à disposition.

Dans l'hypothèse où aucune mise à disposition n'est intervenue dans les 30 jours suivants la date prévue en annexe n°1, l'opérateur pourra résilier la convention, sans autre préavis qu'un courrier recommandé avec accusé de réception notifiant ladite résiliation.

ARTICLE 6 - CONDITIONS GENERALES D'EXPLOITATION DES INFRASTRUCTURES

6.1 : EXPLOITATION

L'opérateur sera responsable, tant vis-à-vis de la Ville que vis-à-vis des tiers, de tous dommages matériels qui pourraient résulter de ses équipements de raccordement et des dégâts matériels qu'il pourrait occasionner aux fibres optiques existantes appartenant à la Ville dans les conditions définies à l'article 9 ci-après.

6.2 : RESPECT DES LIAISONS MISES A DISPOSITION / MAINTENANCE PREVENTIVE ET EXPLOITATION DES LIAISONS

L'opérateur s'engage à n'apporter aucune nuisance ou dégradation aux points de livraison, emprises et fibres optiques qui seront mis sa disposition en application de la présente convention.

Le cas échéant et à l'issue d'un accord préalable entre les deux parties sur les travaux de réparation à effectuer, la ville procède sans délai à la remise en état des lieux, le montant de cette remise en état sera à la charge de l'opérateur.

L'opérateur devra entretenir dans les règles de l'art et à ses frais les équipements qu'il aura déployés dans le cadre de la présente.

La Ville assure la maintenance de ses liaisons, notamment afin de permettre à l'opérateur d'assurer la continuité des services fournis à ses propres clients. En cas d'intervention programmée de la Ville pour assurer la maintenance préventive ou l'exploitation de ses liaisons, elle devra en informer préalablement l'opérateur par l'envoi d'un email au chef de projet de l'opérateur ainsi qu'au Centre de supervision de l'opérateur quarante cinq (45) jours ouvrés avant la date d'intervention, afin que les parties définissent en commun les conditions et mesures conservatoires à prendre dans le cadre de cette intervention. De même, si l'opérateur constate un défaut affectant ses liaisons, il en informera la Ville dans les meilleurs délais.

6.3 : MAINTENANCE CORRECTIVE / DISPONIBILITE DES LIAISONS

Les préposés ou prestataires de l'opérateur devront se conformer strictement à l'occasion de toute intervention au règlement de voirie de la Ville et aux règles d'hygiène et de sécurité en vigueur. Pour la maintenance de ses équipements, l'opérateur n'aura pas libre accès aux points de livraison des liaisons mises à disposition par la Ville tels que définis en annexe n°1.

Toutefois, en cas d'urgence justifiée par la nécessité de rétablir les services de télécommunications, l'opérateur pourra intervenir sur ses équipements et son câble à fibre optique sur un des points de livraison sans délai en tenant informés par fax et avant l'intervention :

- le prestataire de maintenance du réseau Ville, dont les coordonnées seront communiquées à l'opérateur après la mise à disposition des fibres optiques,
- les services techniques de la Ville.

6.3.1. Mode d'alerte

La Ville fournit une assistance téléphonique et un service d'intervention sur site par l'intermédiaire de son prestataire de maintenance afin de remédier à une anomalie ou à un dysfonctionnement sur les fibres optiques mises à disposition de l'opérateur.

Le traitement de l'appel se fera en deux étapes : assistance téléphonique, puis intervention sur site si nécessaire.

A la détection d'une anomalie ou d'un dysfonctionnement sur la liaison, l'opérateur appelle le prestataire de maintenance du réseau Ville et avertit la Ville par télécopie.

L'opérateur devra analyser préalablement l'origine potentielle du défaut et n'appeler le prestataire de maintenance du réseau Ville qu'une fois qu'il s'est assuré que le problème ne provient pas de ses propres équipements.

L'opérateur confirme son appel par l'envoi en télécopie d'une fiche d'anomalie valant demande d'intervention.

Le prestataire de maintenance du réseau Ville accuse réception de celle-ci dans les 30 minutes et vérifie qu'il possède toutes les informations pour rétablir le bon fonctionnement.

La période de dysfonctionnement sera déterminée à partir de la réception de ladite télécopie comportant toutes les informations sur la liaison, correspondant aussi au point de départ des délais énoncés ci-après, l'accusé de réception de la télécopie faisant foi.

Le prestataire de maintenance du réseau Ville intervient suivant les indications mentionnées dans la fiche d'anomalie et fournira les informations à l'opérateur sur l'état d'avancement du diagnostic et de la remise en état de la liaison. L'opérateur donnera toute information en sa possession nécessaire au prestataire de la maintenance du réseau Ville, ou de ses commettants, chargés de la suppression de la défaillance. L'intervention fera l'objet d'un rapport adressé par la Ville à l'opérateur indiquant l'heure du début du dysfonctionnement et l'heure de rétablissement de la liaison.

Les coordonnées de la Ville et du prestataire de la maintenance sont indiquées dans l'annexe 1

Les demandes d'intervention de l'opérateur seront recevables 24 heures sur 24 et 7 jours sur 7.

La Ville assurera à ses frais le diagnostic et la réparation de la liaison en cas de dysfonctionnement, sauf si celui-ci est dû à l'opérateur. Dans ce cas, ce dernier remboursera à la Ville les dépenses qu'elle aura engagées, dûment justifiées.

6.3.2 Délais de rétablissement

En cas de dysfonctionnement affectant une liaison, la Ville ou ses commettants s'efforceront de rétablir les spécifications de ladite liaison sans frais supplémentaires pour l'opérateur dans le délai énoncé ci-dessous.

En cas de dysfonctionnement d'une liaison (24 h/24, 7 jours sur 7) :

- le délai maximum d'intervention de la Ville est de : quatre (4) heures.,
- le délai maximum de rétablissement provisoire d'une liaison est de douze (12) heures,
- le délai maximum de rétablissement définitif d'une liaison est de trois (3) jours.

Les délais avant le rétablissement de la liaison sont calculés dans les conditions fixées par l'article 6.3.1 ci-avant.

Les conditions de disponibilité annuelle d'une liaison sont les suivantes :

- une liaison ne pourra être affectée par plus de trois (3) dysfonctionnements par an ;
- le temps de dysfonctionnement cumulé maximum d'une liaison sur une année est de trente six (36) heures.

6.3.3 Crédit de redevance :

L'opérateur bénéficiera d'un crédit de redevance correspondant à :

- 5% du montant de la redevance annuelle de mise à disposition définie à l'article 8.2 ci-après, par tranche de 12 heures de dysfonctionnement dès la première heure au-delà du délai maximal de rétablissement provisoire de 12 heures ;
- 5% du montant de la redevance annuelle de mise à disposition définie à l'article 8.2 ci-après, par tranche de 12 heures de dysfonctionnement dès la première heure au-delà du délai maximal annuel de dysfonctionnement de 36 heures;
- 5% du montant de la redevance annuelle par dysfonctionnement dès le 4^{ème} dysfonctionnement d'une liaison pour une même année.

Le crédit de redevance sera automatiquement déduit par la Ville lors du calcul du montant du titre annuel de recette émis par la trésorerie principale municipale en application des dispositions de l'article 8.2 ci-après. Les crédits de redevance ne sont pas cumulables.

L'application du crédit de redevance n'emporte en aucun cas pour l'opérateur renonciation à invoquer la résiliation de la présente convention dans les conditions définies à l'article 13.2.2 ci-après, l'opérateur se réservant le droit de faire valoir cette résiliation à tout moment et nonobstant l'application ou le paiement du crédit de redevance.

ARTICLE 7 - MODIFICATION DES LIAISONS

L'opérateur devra à la demande de la Ville, dans l'intérêt du domaine public occupé ou dans l'intérêt général, subir sans possibilité d'indemnisation les déplacements ou les modifications requises des liaisons.

La Ville devra aviser l'opérateur par lettre recommandée avec accusé de réception, au moins quarante cinq (45) jours ouvrés à l'avance, de la nécessité de ce déplacement et/ou de ces modifications.

Dans l'hypothèse où les travaux correspondants sur une ou plusieurs fibres optiques mises à disposition de l'opérateur entraîneraient l'interruption de cette mise à disposition les parties se rapprocheront afin de définir toute mesure provisoire permettant d'assurer la continuité des services fournis par l'opérateur.

Dans cette hypothèse, les parties se concerteraient pour trouver une possibilité de basculer les liaisons concernées vers d'autres infrastructures optiques disponibles. A défaut d'accord, l'opérateur pourra résilier tout ou partie de la présente convention dans les conditions définies à l'article 13.2.1 ci-après, sans application du préavis de trois (3) mois.

ARTICLE 8 - DISPOSITIONS FINANCIERES ET COMPTABLES

8.1: FRAIS D'ACCES

Le montant des frais d'accès au service est fixé en annexe 1; son règlement s'effectuera en une seule fois sur présentation d'un titre de recette émis après la mise à disposition des fibres optiques.

8.2: REDEVANCE DE MISE A DISPOSITION DU DOMAINE PUBLIC

8.2.1 Montant de la redevance

Pour l'occupation des câbles de fibre optique de la Ville l'opérateur versera à cette dernière, et par virement bancaire, une redevance annuelle d'occupation du domaine public

Le montant annuel de cette redevance s'élève à 2,4 € nets /mètre et par paire de fibres optiques (deux euros quarante cent nets toutes charges comprises par mètre et par paire de fibres optiques) base juin 2012.

Le montant de cette redevance est fixée en annexe n°1

Il est calculé comme suit :

$$R = 2,4 \text{ €} \times d \times n$$

d = longueur de la liaison en mètres linéaires.

n = nombre de paires de fibres optiques mises à disposition.

8.2.2 Paiement de la redevance

Sur présentation par la Ville d'un titre de recette, portant la référence comptable "convention de mise à disposition de fibres optiques par la Ville de Montpellier à l'OTRM ", qui sera adressé à :

L'office de tourisme de Montpellier
Service comptabilité
30, Allée Jean de Lattre de Tassigny
34000 Montpellier

Le premier étant accompagné d'un relevé d'identité bancaire.

Le paiement sera effectué le 30 juin de chaque année sur présentation au moins soixante jours avant du titre de recette correspondant de l'année en cours, le premier d'entre eux sera facturé dès la date de mise à disposition telle que définie à l'article 5.4.1.

Pour la première et la dernière échéance, la redevance sera calculée au prorata temporis de la mise à disposition effective des fibres optiques, étant entendu que la première facturation sera calculée à compter de la date de mise à disposition et jusqu'au 31 décembre de l'année en cours.

8.2.3 Variation de la redevance

- L'indemnité ci-dessus variera en même temps et dans les mêmes proportions que l'indice INSEE du coût de la construction (ICC). La variation s'appréciera au 1^{er} janvier de l'année considérée, l'indice de base étant celui du 2^{ème} trimestre 2012, valeur 1666, et l'indice de référence celui qui sera le dernier publié au 1^{er} janvier de l'année de facturation.

ARTICLE 9 - RESPONSABILITE - ASSURANCES

L'opérateur est responsable, tant vis-à-vis de la Ville que vis-à-vis des tiers, des dommages ou dégâts matériels ainsi que de toutes les conséquences dommageables qui pourraient résulter de l'implantation ou de l'exploitation de ses équipements aux points de livraison, à l'exclusion des dommages indirects et immatériels tels que définis par la jurisprudence française, , et dans la limite d'un plafond égal, tous dommages confondus, à la redevance annuelle d'occupation due par la Ville à l'opérateur.

Il lui appartiendra de conclure les assurances nécessaires et de communiquer à la Ville les attestations relatives aux contrats d'assurance qu'il aura souscrits.

L'opérateur fera son affaire des réclamations auxquelles pourraient donner lieu ses équipements ou son activité, conséquence de son occupation, de façon à ce que la Ville ne puisse pas être inquiétée ou recherchée à ce sujet.

La responsabilité de chaque partie pourra être engagée en cas de préjudices causés à son cocontractant du fait du non respect de ses propres obligations au titre de la présente convention, à l'exclusion des cas de force majeure répondant aux conditions définies par la jurisprudence des tribunaux français.

ARTICLE 10 - CONTROLE DE LA VILLE

L'opérateur a l'obligation de tenir la Ville informée des conditions d'exécution de la présente convention, de répondre aux demandes de renseignements et de fournir les documents s'y rapportant.

ARTICLE 11 - CESSIION DE LA CONVENTION

L'opérateur ne pourra pas céder ou apporter tout ou partie des droits et obligations de la présente convention à un tiers sans la signature préalable d'une nouvelle convention avec la Ville.

Toutefois, l'opérateur peut céder les droits et obligations de la présente convention cadre à une société Affiliée. Cette dernière désigne toute personne morale qui directement ou indirectement contrôle l'opérateur ou est contrôlée directement ou indirectement par la même entité que celle qui contrôle l'opérateur ou est contrôlée par l'opérateur. La notion de contrôle s'entend au sens de l'article L.233-3 du Code de Commerce.

ARTICLE 12 - DUREE DE LA CONVENTION – MISE A DISPOSITION

Elle est conclue pour une durée initiale de dix (10) ans. Elle sera ensuite renouvelée pour une période indéterminée sauf dénonciation adressée par l'opérateur ou par la Ville à son cocontractant par lettre recommandée avec accusé de réception au moins trois (3) mois avant la date anniversaire de la présente convention.

La Ville se réserve le droit de revoir le prix de la redevance afin de tenir compte de l'évolution des conditions économiques. Cette évolution ne pourra dépasser 15% du prix unitaire par période de 10 ans. Elle signifiera son intention six mois avant l'échéance de chaque période de deux ans à l'opérateur. A défaut d'accord des parties, la Ville et l'opérateur mettront un terme à la présente convention.

ARTICLE 13 - RESILIATION

13.1 : A L'INITIATIVE DE LA VILLE

La Ville peut, en cours d'exécution de la convention, y mettre un terme à tout moment, pour des motifs liés à l'intérêt du domaine public occupé ou à l'intérêt général ou pour des motifs tirés du non-respect par l'opérateur de ses obligations conventionnelles, sous réserve d'en informer l'opérateur par lettre recommandée avec accusé de réception, au moins trois (3) mois à l'avance.

13.1.1: Dans l'intérêt général

La Ville peut, en cours d'exécution de la convention, y mettre un terme à tout moment, pour des motifs liés à l'intérêt du domaine public concerné ou à l'intérêt général.

13.1.2: En cas d'inexécution de ses obligations au titre des présentes par l'opérateur

La Ville peut en cours d'exécution de la convention, y mettre un terme à tout moment, en cas de non-respect par l'opérateur de ses obligations conventionnelles et après mise en demeure restée infructueuse pendant plus de trente (30) jours.

13.1.3 Indemnisation de résiliation

Dans le cas d'une résiliation en vertu des dispositions de l'article 13.1.1, l'opérateur aura droit au remboursement de la redevance payée au titre de la présente convention, prorata temporis de la durée restant à courir entre la date de prise en compte de la résiliation et la fin de l'année couverte par la redevance précitée.

Dans le cas d'une résiliation en vertu des dispositions de l'article 13.1.2, l'opérateur abandonnera à titre d'indemnité le solde de la redevance déjà versée au titre de l'année considérée.

13.1.4 Procédure de résiliation

La résiliation sera prononcée par la Ville. La résiliation sera notifiée à l'opérateur par lettre recommandée avec avis de réception. En cas de faute de l'opérateur, la décision de résiliation doit être précédée d'une lettre de mise en demeure visée à l'article 13.1.2 ci-avant et adressée à l'opérateur pour lui permettre de s'expliquer sur les griefs qui lui sont faits.

13.1.5 Dépose des équipements de l' OPÉRATEUR

L'opérateur est tenu de déposer ses équipements de raccordement, dans un délai de six (6) mois à compter de la date de notification de résiliation. 3 mois

13.2 : A L'INITIATIVE DE L' OPÉRATEUR

13.2.1 Sans faute de la Ville

L'opérateur peut résilier de plein droit et à tout moment tout ou partie de la présente convention, sous réserve d'en informer la Ville par lettre recommandée avec accusé de réception

Si la demande de résiliation intervient après le 30 juin de chaque année, l' OPÉRATEUR abandonnera à titre d'indemnité le solde de la redevance déjà versée au titre de l'année considérée.

13.2.2 En cas d'inexécution

L'opérateur peut, en cours d'exécution de la convention, y mettre un terme à tout moment, en cas de non-respect par la Ville de ses obligations conventionnelles et après mise en demeure restée infructueuse pendant plus de trente (30) jours.

Cette résiliation entraînera le remboursement des redevances perçues d'avance pour la période restant à courir au-delà de la date de résiliation et ce, nonobstant la réparation de tout préjudice auquel pourrait prétendre l' opérateur du fait de ladite résiliation.

ARTICLE 14 – DROIT APPLICABLE - REGLEMENT DES LITIGES

La présente convention est soumise au droit français.

Le tribunal administratif compétent pour toutes les actions dont la convention est l'objet, la cause ou l'occasion est celui dans le ressort duquel est situé l'ouvrage précité.

Liste des annexes :

- Annexe n°1 : Descriptif des liaisons de la Ville mises à disposition et conditions tarifaires
- Annexe n°2 : Spécifications techniques des fibres optiques mises à disposition

Fait à Montpellier le

En cinq exemplaires originaux de 13 pages chacun.

Pour la Ville de Montpellier

Pour l'Office de Tourisme de Montpellier

Pour Monsieur le Maire
L'Adjoint Délégué

Le directeur

Max LEVITA

Fabrice CAVILLON



**CONVENTION DE MISE A DISPOSITION DE FIBRES
OPTIQUES PAR LA VILLE DE MONTPELLIER
A L'OFFICE DE TOURISME DE MONTPELLIER**

**ANNEXE N°1 : DESCRIPTION DES LIAISONS MISES A DISPOSITION
CONDITIONS TARIFAIRES**

1 – BASE DE CALCUL DU MONTANT DE LA REDEVANCE

Liaison Client	Référence	Linéaire	Prix unitaire 2012	FAS €	Total base	Observation
OTRM : AHDV- OTRM Comédie	OTRM	450	2,4	2 000	1 080€	
Total					3 080€	

Coordonnées Ville prestataire de maintenance :

Ville : n° de téléphone : 04 67 34 70 74, 04 67 34 71 18, Direction des Systèmes d'Information

Prestataire de maintenance :

Grille de contact Hotline			Contacts régionaux
	Du lundi au vendredi de 8h à 20h	Du lundi au vendredi de 20h à 8h Week-end + Jours fériés	
Niveau 1 Téléphone Mobile Adresse Mail Horaires	Hotline CIRCET 03 29 64 43 87 hotline@circet.fr	Astreinte CIRCET 06 25 89 20 17 astreinte@circet.fr	Cedric IDIR responsable techniciens Montpellier 06 12 90 13 25 cedric.idir@circet.fr



**CONVENTION DE MISE A DISPOSITION DE FIBRES
OPTIQUES PAR LA VILLE DE MONTPELLIER
A L'AGENCE DE MUTUALISATION DES
UNIVERSITES ET ETABLISSEMENTS**

ANNEXE N°2 : SPECIFICATIONS TECHNIQUES DES FIBRES OPTIQUES

SPECIFICATION TECHNIQUE DES FIBRES G.652 / CEI 793-2 B1.1

Extraits

Les fibres doivent être conformes à la norme ITU-T G.652 et présenter les caractéristiques suivantes :

Paramètre	Valeur
Diamètre de mode à 1310 nm	$9,3 \pm 0,4 \mu\text{m}$
Diamètre de gaine optique	$125 \pm 1 \mu\text{m}$
Excentration cœur / gaine	$\leq 0,8 \mu\text{m}$
Non circularité du diamètre de mode	$\leq 6 \%$
Non circularité de la gaine optique	$\leq 1 \%$
Longueur d'onde de coupure en câble	$\leq 1250 \text{ nm}$
Dispersion chromatique à 1550nm	$\leq 18 \text{ ps/nm.km}$
Atténuation maximale à 1550nm (hors câble)	$\leq 0,25 \text{ dB/km}$
Uniformité de l'atténuation à 1310 et 1550 nm	Pas de discontinuité supérieure à 0,01 dB
Atténuation induite en cycle de température (-60 / +85°C, fibre hors câble)	$\leq 0,05 \text{ dB/km}$
PMD	$\leq 0,2 \text{ ps/km}^{1/2}$ Moyenne quadratique $\leq 0,1 \text{ ps/km}^{1/2}$
Perte additionnelle en macrocourbure (100 tours sur 60 mm de diamètre) à 1550 nm et 1620 nm	$\leq 0,1 \text{ dB}$
Test en tension (100 % des fibres testées)	Tension de test $> 100 \text{ Kpsi}$ ($= 0.69 \text{ GN/m}^2$) à 1,0 % d'allongement équivalent

Les méthodes de mesure sont celles normalisées ou reconnues par la profession.



**Direction Energie Moyens
Techniques**

Service Achats et
Production graphique

Extrait du registre des
décisions de la Mairie de
Montpellier

Décision n° 2014/0355

**Attribution d'un marché public à procédure négociée
pour l'achat de pièces détachées d'origine et adaptables
de rechange, d'entretien et de produits pour véhicules
légers, véhicules utilitaires, poids lourds, deux roues et
engins agricoles et de chantiers.**

(N° 3D0529)

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire ;
- Vu l'arrêté n° 2014/1341/T/R du 29 avril 2014 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA, Adjoint délégué ;

Considérant :

- Qu'il y a lieu de procéder à l'achat de pièces détachées d'origine et adaptables de rechange, d'entretien et de produits pour véhicules légers, véhicules utilitaires, poids lourds, deux roues et engins agricoles et de chantiers pour les services de la Ville de MONTPELLIER.
- Qu'une procédure a été lancée conformément aux articles 33 3° alinéa 57 à 59 et 77 (marchés à bons de commandes sans minimum et sans maximum) du Code des Marchés Publics sous la forme d'un marché (n°3D0529), en date du 04 décembre 2013. Ce marché est conclu à compter de la notification du marché jusqu'au 31 décembre 2014. Ce marché peut être reconduit par périodes successives de un an pour une durée maximale de reconduction de trois ans sans que ce délai ne puisse excéder le 31 décembre 2017.

Les lots 5, 6, 8, 10, 11, 12, 13, 14, 15, 16, 17, 18 et 19 ont été déclarées infructueuses par la CAO du 10 juillet 2014 et ont été relancés sous la forme de procédures négociées, article 35 I 1 pour les lots 5, 11, 13, 15, 17, 18 et 19 et article 35 II 3 pour les lots 6, 8, 10, 12, 14, 16 le 11 juillet 2014.

- Les critères d'analyse pour le jugement des offres du **lot n°13 (Pièces d'origines JOHN DEERE)** étaient les suivants : le prix pour 90% et le délai de livraison pour 10%.
- Que la commission d'appel d'offres, dans un avis rendu dans sa séance du 14 octobre 2014 pour le **lot n°13**, a considéré l'offre de l'entreprise AGRISUD ZA la BAUME 34 290 SERVIAN comme économiquement la plus avantageuse.
- Les critères d'analyse pour le jugement des offres du **lot n°15 (Pièces d'origines MITSUBISHI PL)** étaient les suivants : le prix pour 90% et le délai de livraison pour 10%.

- Que la commission d'appel d'offres, dans un avis rendu dans sa séance du 14 octobre 2014 pour le lot n°15, a considéré l'offre de l'entreprise ETOILES DU LANGUEDOC les hauts de MIREVAL route de SETE 34 110 MIREVAL comme économiquement la plus avantageuse.

Les lots 5, 6, 8, 10, 11, 12, 14, 16, 17, 18 et 19 sont déclarés infructueux.

Décide en conséquence :

- D'attribuer le marché « Achat de pièces détachées d'origine et adaptables de rechange, d'entretien et de produits pour véhicules légers, véhicules utilitaires, poids lourds, deux roues et engins agricoles et de chantiers »
- A la société **AGRISUD** pour le lot 13, pour un montant estimatif annuel de commandes de 4 000 € HT.
- A la société **ETOILES DU LANGUEDOC** pour le lot 15, pour un montant estimatif annuel de commandes de 1 000 € HT.
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget fonctionnement de la Ville, natures 60628, 60632 et sur le budget investissement, nature 2188 tous chapitres.
- D'autoriser Monsieur le Maire ou Monsieur l'Adjoint(e) délégué(e), à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire avec les entreprises retenues.

Montpellier, le 21/10/2014

Monsieur l'Adjoint délégué
Max LEVITA

Publiée le : 22/10/2014

Notifiée le :

**Marché public: convention de mise à disposition des
oeuvres pour l'exposition Aaron Siskind, une autre
réalité photographique
N°4B0189**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire ;
- Vu l'arrêté n°2014/1342 du 29 avril 2014 donnant délégation de signature à Monsieur Cédric de Saint Jouan, adjoint délégué ;

Considérant :

- Que la programmation 2014-2015 du Pavillon Populaire comporte une exposition des œuvres photographiques d'Aaron Siskind, exposition présentée du 27 novembre 2014 au 22 février 2015 ;
- Qu'il convient de formaliser la mise à disposition de ces œuvres ;
- Que l'Arizona Board of Regents, University of Arizona, Center for Creative Photography est détenteur exclusif des droits relatifs à ces œuvres et que, par conséquent, conformément à l'article 35.II-8 du Code des Marchés Publics, cette convention de mise à disposition peut être conclue sans publicité ni mise en concurrence préalables ;

Décide en conséquence :

- D'approuver la signature de la convention de mise à disposition des œuvres d'Aaron Siskind, jointe en annexe, pour un montant de 64 000 €, plus frais bancaires et frais de convoiement estimés à 1 000 €, soit un total estimé à 65 000 €, payables pour moitié à la signature du contrat et pour moitié avant le vernissage de l'exposition ;
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget de la Ville, fonction 923 ;
- D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 21/10/2014

Monsieur l'Adjoint délégué
Cédric de SAINT-JOUAN

Publiée le : 21/10/2014

Notifiée le :

**Exposition « Aaron Siskind, Une autre réalité photographique »
Pavillon Populaire, Espace d'art photographique de la Ville de Montpellier
du 27 novembre 2014 au 22 février 2015**

CONVENTION D'EXPOSITION

La présente Convention d'exposition (ci-après « la Convention ») énonce les conditions de l'accord convenu entre les soussignés :

**L'Arizona Board of Regents
Agissant pour le compte de
l'Université d'Arizona
Center for Creative Photography
Domicilié au 1030 N. Olive Road - PO Box 210103 - Tucson, AZ 85721-0103 - USA
Ci-après désigné par le terme « LE CENTRE».**

ET

**La Ville de Montpellier
Domiciliée au 1 place Georges Frêche – 34267 Montpellier cedex 2
Téléphone : 04 67 34 88 84 Fax : 04 99 58 87 66
N° SIRET : 213 401 72 20 1787 Code APE : 8411Z
La Ville de Montpellier, Représentée par Monsieur Philippe Saurel, Maire de la Ville de Montpellier
dûment habilité à signer la présente convention par délibération du Conseil Municipal en date du 24
avril 2014 // n°2014/137, reçue en préfecture le 25 avril 2014, ci-après désigné par « LA VILLE DE
MONTPELLIER »
Ci-après désignée par le terme d'« ORGANISATEUR ».**

L'ORGANISATEUR programme au Pavillon Populaire de Montpellier une exposition des photographies réalisées par l'artiste Aaron Siskind rassemblées et placées sous l'autorité scientifique du CENTRE. L'ORGANISATEUR s'engage à présenter l'Exposition en se conformant aux stipulations et conditions suivantes. Lorsque la présente Convention fait mention du CENTRE et de l'ORGANISATEUR en tant qu'entité unique, ils seront intitulés « les parties ».

I. L'EXPOSITION

L'Exposition est composée des Œuvres d'art (« l'Œuvre » ou « les Œuvres ») photographiques provenant des collections du CENTRE et répertoriées à l'Annexe B. Le CENTRE se réserve le droit de retirer à tout moment une ou plusieurs Œuvres de l'Exposition pour des besoins de préservation et/ou de conservation, à condition d'en expliquer les motifs à l'ORGANISATEUR.

II. PROGRAMME ET TOURNÉE DE L'EXPOSITION

A. Lieu de démarrage

Le lieu de démarrage de l'Exposition est :

Le Pavillon Populaire, Espace d'art photographique de la Ville de Montpellier, France, du 27 novembre 2014 au 22

février 2015.

B. Lieux d'Exposition supplémentaires

Si le CENTRE ou l'ORGANISATEUR désigne des lieux d'exposition supplémentaires, les conditions de l'exposition dans ce(s) lieu(x) supplémentaires feront l'objet d'un avenant à la présente Convention.

III. ASSURANCE ET RISQUES DE PERTE

A. Période de couverture

Pour les besoins de la présente Convention, les Œuvres sont réputées être sous la responsabilité de l'ORGANISATEUR à partir de leur enlèvement chez le CENTRE par un transporteur d'œuvres d'art et jusqu'à leur retour chez le CENTRE, en incluant le transport et l'exposition, tant à Montpellier qu'éventuellement dans d'autres lieux d'exposition.

B. Assurance

L'ORGANISATEUR doit souscrire pour l'Exposition une assurance tous risques « clou à clou », spécifique aux œuvres d'art, avec garantie totale et continue, sans franchise. La police d'assurance doit désigner le CENTRE comme bénéficiaire. L'ORGANISATEUR doit adresser une attestation d'assurance au CENTRE avant l'expédition des Œuvres. Le CENTRE et l'ORGANISATEUR conviennent de respecter toute procédure qu'exigeraient les conditions du contrat d'assurance.

C. Sinistres

L'ORGANISATEUR s'engage à informer immédiatement le CENTRE de tout vol, de tout dommage ou perte (avec justificatifs), qui se produirait au cours de la période où l'Exposition est sous la responsabilité de l'ORGANISATEUR. L'ORGANISATEUR doit se charger des déclarations de sinistre pour les pertes ou dommages, appuyées par des justificatifs (cf. section VIII. B-C pour les mesures d'urgence.)

D. Valeur totale de l'Exposition

\$ 812.375 (huit cent douze mille trois cent soixante-quinze dollars US)

IV. SÉCURITÉ

L'ORGANISATEUR est responsable de la sécurité et de la sauvegarde des Œuvres depuis leur livraison jusqu'à leur retour chez le CENTRE. Les galeries de l'Exposition doivent être sous surveillance durant les périodes d'installation et de démontage, l'accès à la zone de l'Exposition devant être réservé au seul personnel directement concerné par l'installation. La zone doit être sécurisée durant l'absence du personnel. L'ensemble des œuvres exposées doit rester à tout moment visible par un agent de sécurité expérimenté durant les heures d'ouverture au public. L'ORGANISATEUR s'engage à ce qu'en aucun cas les mesures de sécurité prises pour l'Exposition ne soient inférieures à celles prises pour la protection des Œuvres de valeur et d'état semblables provenant de ses propres collections.

V. TRANSPORT

A. Frais de transport

L'ORGANISATEUR prendra à sa charge les frais de transport aller-retour depuis chez le CENTRE par un transporteur

d'œuvres d'art, y compris les frais de convoiement (section VII. Convoiement). Le CENTRE est d'accord pour recourir au transporteur spécialisé Masterpiece International, en coordination avec LP Art pour la gestion douanière sur le territoire européen.

B. Modalités du transport

L'ORGANISATEUR, en consultation avec la Chargée de la Régie des Œuvres du CENTRE, prendra toutes les dispositions nécessaires pour le transport de l'Exposition depuis et vers les locaux du CENTRE via un transporteur d'œuvres d'art agréé et un commissionnaire en douane spécialisé. La Chargée de la Régie des Œuvres du CENTRE et l'ORGANISATEUR s'accorderont sur les dates d'expédition aller et retour de l'Exposition dans les délais imposés par le programme et le planning de l'Exposition. Si, pour quelque raison que ce soit, l'ORGANISATEUR ne peut pas accueillir l'Exposition à la date prévue ou ne peut pas préparer l'Exposition en temps et heure pour la date de retour prévue, l'ORGANISATEUR en informera immédiatement la Chargée de la Régie des Œuvres du CENTRE. L'ORGANISATEUR s'engage à réceptionner l'Exposition directement dans une zone sécurisée et climatisée de ses propres locaux. L'ORGANISATEUR est responsable du déchargement, du déballage puis du remballage et du rechargement de l'Exposition. L'ORGANISATEUR s'engage à recevoir des envois séparés et à respecter l'ensemble des plannings de transport requis pour la sécurité de l'Exposition.

C. Logistique du transport

Le CENTRE mettra l'Exposition à disposition pour enlèvement par un transporteur le 27 octobre 2014 ou à une date proche. En raison des limites imposées par l'aéroport international de Tucson et de l'absence dans l'Etat d'Arizona de commissionnaire en douane spécialisé en œuvres d'art, les expéditions internationales transitent généralement par Los Angeles ou une autre grande ville américaine. Pour le voyage aller, les Œuvres d'art seront envoyées par camion à Los Angeles plusieurs jours avant leur expédition par voie aérienne. Le convoyeur désigné par le CENTRE ira par avion à Los Angeles la veille de l'expédition et passera la nuit dans un hôtel à proximité de l'aéroport. Pour le voyage de retour, les Œuvres d'art seront expédiées par avion à Los Angeles puis par camion à Tucson. En fonction de l'heure d'arrivée du vol et des correspondances disponibles pour Tucson, le convoyeur désigné par le CENTRE peut être amené à passer une nuit dans un hôtel à proximité de l'aéroport et à prendre l'avion pour Tucson le lendemain.

D. Transit par camion

Tout transport des œuvres par camion, tant aux USA qu'entre différents lieux au sein de l'Union européenne, doit faire l'objet d'un chargement exclusif dans des véhicules climatisés à suspension pneumatique, avec deux chauffeurs.

E. Transit aérien

Pour tout transport des Œuvres par voie aérienne, l'ORGANISATEUR doit s'assurer que le commissionnaire en douane spécialisé a prévu un service de sécurité sur le tarmac côté avion. Le(s) caisses doivent être contrôlé(s) préalablement afin de ne pas être soumises à une inspection par rayons X au moment du chargement.

VI. INSTALLATION ET DEMONTAGE

A. Équipements requis

La responsabilité liée à la présentation de l'Exposition exige le respect des procédures énoncées dans cette Convention concernant la sécurité, la solidité des fixations, la climatisation, les niveaux d'éclairage acceptables, et toutes autres mesures nécessaires à la protection des Œuvres dans l'Exposition. Une attention toute particulière doit être portée au contrôle de l'hygrométrie et de la température, au maintien d'un niveau d'éclairage respectant la sécurité des Œuvres dans les locaux de stockage et d'Exposition et à la garantie d'une sécurité renforcée et d'un

système de prévention des incendies, conformément aux instructions données par le CENTRE. Les Œuvres ne doivent pas être désencadrées sans l'autorisation écrite du CENTRE. L'ORGANISATEUR doit garantir que l'installation n'aura pas lieu tant que toute activité de construction et de peinture sera achevée et que les surfaces peintes dans les zones d'exposition auront bénéficié d'un minimum de 36 heures de séchage et d'évaporation des odeurs.

B. Cadres et matériel d'accrochage

Les Œuvres doivent être exposées dans les cadres fournis et seront équipées de moyens de fixation standard qui ne doivent être ni enlevés ni repositionnés. Du matériel de fixation supplémentaire peut être ajouté pour la sécurité des Œuvres ou pour empêcher les mouvements excessifs en cas de tremblement de terre. Toutefois, de tels matériels ne peuvent être rajoutés qu'avec l'accord de la Chargée de la Régie des Œuvres du CENTRE. Tout autre système d'accrochage ou d'exposition des Œuvres encadrées doit être signalé à la Chargée de la Régie des œuvres du CENTRE et faire l'objet d'un accord entre les deux parties 60 jours avant l'expédition des Œuvres dans les locaux de l'ORGANISATEUR.

C. Régisseurs d'œuvres d'art et supervision

L'ORGANISATEUR aura recours à des régisseurs d'œuvres d'art issus de son personnel ou, avec l'approbation du CENTRE, à des régisseurs d'œuvres d'art engagés pour cette occasion. Toute opération de déballage, emballage, installation et démontage doit être supervisée par un personnel habilité.

D. Œuvres non incluses dans l'Exposition

Sur autorisation, toute Œuvre de l'Exposition faisant l'objet d'une édition mais non incluse dans l'Exposition doit être conservée, aux frais de l'ORGANISATEUR, dans un local sécurisé et climatisé, sous réserve de l'accord de la Chargée de la Régie des œuvres du CENTRE.

E. Frais d'installation et de démontage

Tous les frais d'installation de l'Exposition seront à la charge de l'ORGANISATEUR, y compris les frais suivants, mais sans s'y limiter : main d'œuvre, construction, aménagements et mobilier d'exposition, éclairages et ouvrages graphiques.

F. Présentation des pièces

Le CENTRE mettra à disposition par voie électronique une liste de contrôle et tout autre matériel que l'ORGANISATEUR pourra utiliser afin de créer ses propres textes explicatifs, introductifs et descriptifs des pièces.

G. Déballage et stockage des caisses

Afin de permettre aux œuvres d'art de s'acclimater, l'ORGANISATEUR s'engage à ne pas déballer avant un délai de 24 heures suivant la livraison des caisses dans le lieu d'exposition. L'ORGANISATEUR s'engage à stocker à ses frais les caisses d'emballage et les matériels afférents à l'Exposition dans un local propre et sec, conforme aux exigences de température et d'hygrométrie précisées à la section IX « Environnement ».

H. Démontage et emballage

L'ORGANISATEUR s'engage à démonter et à faire remballer l'Exposition prête à expédier à son terme, conformément au planning mutuellement convenu. Le démontage et le remballage seront exécutés rapidement à la fin de l'Exposition sous la supervision d'un personnel habilité. L'ensemble des œuvres doit être remballé dans ses emballages d'origine. Toutefois, si nécessaire, des emballages en plastique souillés ou déchirés peuvent être remplacés par des feuilles propres de plastique transparent. Aucun changement du système d'emballage ne pourra avoir lieu sans l'autorisation écrite de la Régie des œuvres du CENTRE.

VII. CONVOIEMENT

A. Convoyeurs

Un convoyeur désigné par le CENTRE voyagera avec les Œuvres depuis le lieu de stockage du CENTRE jusqu'au lieu de démarrage de l'Exposition et ensuite du lieu de fin de l'Exposition jusqu'au lieu de stockage du CENTRE. Le convoyeur du CENTRE supervisera le déballage/remballage, les comptes-rendus de l'état et l'expédition. L'ORGANISATEUR doit prévoir l'assistance d'un membre de son personnel qui se chargera de ces mêmes tâches pour les lieux situés au sein de l'Union Européenne qui pourraient accueillir l'Exposition.

B. Frais

Les frais liés à l'accompagnement sont à la charge de l'ORGANISATEUR ou des lieux emprunteurs (voir section XIII.C). Ces frais ne sont pas inclus dans le Montant de la location de l'Exposition (voir paragraphe XIII.A). L'ORGANISATEUR ou le lieu emprunteur doivent régler directement – ou par l'intermédiaire du transporteur agréé en charge du dossier de transport avec convoiement désigné par l'ORGANISATEUR – ces frais et verser les frais journaliers (*per diem*) au convoyeur désigné par le CENTRE lors de son arrivée sur les lieux de début et de fin d'exposition. Ces frais du convoyeur incluent :

Déplacement de Tucson à Montpellier

- Billet d'avion en classe affaires lors de l'accompagnement des Œuvres, classe touriste le reste du temps.
- 1 nuit d'hôtel dans une ville américaine plus importante, point de départ du fret aérien (voir section V. C).
- 1 nuit d'hôtel dans une ville française plus importante, point d'arrivée du fret aérien (si le planning l'impose).
- 4 nuits (ou plus si le planning l'impose) dans un hôtel à proximité du lieu d'exposition à Montpellier.
- 7 jours (ou plus si le planning l'impose) de défraiements correspondant à 100 USD (cent dollars américains) par jour.
- Forfait de 100 USD (cent dollars américains) pour le transit aéroportuaire.

Déplacement du lieu de fin d'exposition à Tucson

- Billet d'avion en classe affaires lors de l'accompagnement des Œuvres, classe touriste le reste du temps.
- 4 nuits (ou plus si le planning l'impose) dans un hôtel à proximité de la galerie du lieu de fin de l'Exposition.
- 1 nuit d'hôtel dans une ville plus importante, point de départ du fret aérien (si le planning l'impose).
- 1 nuit d'hôtel dans une ville américaine plus importante, point d'arrivée du fret aérien, avant le transport par camion à Tucson (voir section V. C).
- 7 jours (ou plus si le planning l'impose) de défraiement correspondant à 100 USD (cent dollars américains) par jour.
- Forfait de 100 USD (cent dollars américains) pour le transit aéroportuaire.

VIII. **COMPTES-RENDUS D'ÉTAT DES OEUVRES ET PROCÉDURES EN CAS DE PERTE OU DOMMAGES**

A. Comptes-rendus d'état des Œuvres

Le CENTRE fournira un livret contenant un compte-rendu de l'état initial avec une image fac-similé de chaque Œuvre exposée. Les comptes-rendus seront annotés, signés et datés par un membre du personnel habilité au moment du déballage et lors du remballage. Tout au long de leur présence sur les lieux d'exposition, les Œuvres devront subir un contrôle hebdomadaire mené par une personne qualifiée travaillant dans le service approprié. Toute modification de l'état devra être mentionnée dans le compte-rendu d'état et immédiatement signalée au CENTRE selon la procédure décrite ci-dessous. Si l'on constate qu'une Œuvre est instable ou dans un état qui la

rend vulnérable, L'ORGANISATEUR doit immédiatement signaler ce fait au CENTRE, retirer cette Œuvre de l'Exposition et l'enfermer dans un local prévu pour le stockage de collections muséales.

B. Mesures d'urgence

Aucune Œuvre ne doit être retirée de son cadre ou de son support permanent ; L'ORGANISATEUR ne doit pas réparer, faire réparer une Œuvre ou lui appliquer un traitement correctif sans l'autorisation écrite préalable la Chargée de la Régie des Œuvres du CENTRE, sauf en cas d'urgence : (1) sur notification d'un représentant autorisé du CENTRE, et (2) pour des procédures nécessaires à la prévention de menaces de dégâts ou pour empêcher la survenue de dégâts supplémentaires en cas d'accident, fuite d'eau, incendie, inondation, tremblement de terre ou toute autre menace dans des circonstances ne laissant pas le temps de prendre contact avec le personnel du CENTRE.

C. Procédures en cas de dommages ou de vol

1. Si une Œuvre est endommagée, perdue ou volée, ou dans le cadre de mesures d'urgence, ou en cas d'altération de son état ou si son retrait s'impose, L'ORGANISATEUR doit, dans chacun de ces cas, immédiatement le documenter et en rendre compte auprès du CENTRE en appelant au +1 520 626 5208 ou au +1 520 248 9261. Si la Chargée de la Régie des Œuvres du CENTRE n'est pas immédiatement joignable, l'ORGANISATEUR doit appeler le Commissaire d'Exposition du CENTRE au +1 520 307 1756. Dans de tels cas, l'ORGANISATEUR doit suivre les instructions du personnel autorisé du CENTRE au sujet des Œuvres concernées.
2. Tout dommage ou changement documenté de l'état d'une Œuvre sera photographié par l'ORGANISATEUR au moment même de sa constatation et les photographies seront jointes à un rapport écrit décrivant : le dommage ou la détérioration, le cas échéant, les mesures prises par l'ORGANISATEUR, l'état de l'Œuvre et les recommandations de l'ORGANISATEUR. Un exemplaire du rapport doit être adressé à la Chargée de la Régie des Œuvres du CENTRE par courrier électronique ou par fax (FuentesT@ccp.arizona.edu, 520.626.9444), et un exemplaire papier envoyé par courrier express. L'ORGANISATEUR doit rapidement fournir toute information complémentaire que le CENTRE pourrait raisonnablement demander concernant l'incident.
3. Dans des situations exigeant une intervention immédiate, le personnel autorisé du CENTRE peut donner son accord verbal, ainsi que des instructions, suivis d'une confirmation écrite, concernant toute prise en charge nécessaire d'une Œuvre. Une fois l'autorisation accordée par le CENTRE, l'ORGANISATEUR doit exiger de la personne chargée du traitement de l'Œuvre concernée qu'elle documente dans son intégralité tout traitement exécuté et qu'elle joigne cette documentation au livret du compte-rendu d'état, ainsi qu'une copie de l'autorisation écrite du CENTRE autorisant un tel traitement.

IX. ENVIRONNEMENT

A. Niveaux de soins

L'ORGANISATEUR s'assurera du maintien des niveaux adéquats de contrôle environnemental dans les espaces où les Œuvres et leurs emballages sont stockés ou exposés ; une attention toute particulière sera accordée au maintien des justes niveaux de luminosité et d'humidité. Aucune Œuvre ne doit être mise en contact direct avec des dispositifs d'éclairage, de chauffage, de climatisation, de ventilation ou de distribution de courant électrique. L'ORGANISATEUR interdira le stockage, le service ou la consommation de nourriture et/ou de boissons dans les espaces où les œuvres sont stockées ou exposées.

B. Température et humidité relative

Une température constante de 19 à 23 degrés doit être maintenue ; la température ne doit pas varier de plus de 2

degrés au cours d'une période de 24 heures. Le niveau d'humidité relative doit être maintenu à 45 % +/- 5%. Le niveau d'humidité relative ne doit pas varier de plus de 5 % au cours d'une période de 24 heures.

C. Luminosité

L'ORGANISATEUR ne doit pas permettre qu'une Œuvre soit exposée à la lumière du soleil, à des éclairages fluorescents (sauf si les lampes sont munies de filtres à ultraviolets) ou à un niveau de luminosité excessif. Le niveau de luminosité requis pour des œuvres photographiques artistiques et autres objets sensibles à la lumière est de 10 pieds-bougies [environ 107,6 lux (NDT)]. En dehors des heures d'ouverture, les galeries doivent être maintenues dans le noir, sans veilleuses à proximité des pièces exposées.

X. INDICATION D'ATTRIBUTION DES DROITS

L'ORGANISATEUR veillera à ce que les crédits soient attribués correctement partout où cela est nécessaire et conformément aux accords convenus pour le soutien de l'Exposition.

Les parties se concerteront de façon continue à ce sujet. En toute occasion où elle sera mentionnée, par voie de presse et d'affichage notamment, l'ORGANISATEUR devra toujours faire figurer la mention suivante :

*Co-organisé par le Center for Creative Photography et le Pavillon Populaire, Ville de Montpellier
Center for Creative Photography, University of Arizona: Aaron Siskind Archive*

L'ORGANISATEUR affichera ce crédit à l'entrée de la zone d'Exposition ou à proximité. Le cas échéant, les mécènes de l'ORGANISATEUR seront indiqués dans les crédits conformément aux consignes de positionnement et de taille relatifs.

XI. PHOTOGRAPHIE, PROMOTION ET ATTRIBUTION

A. Copyright

1. Le CENTRE, avec la permission écrite des détenteurs des droits, autorise par la présente Convention l'ORGANISATEUR à utiliser, distribuer et reproduire les images choisies, afin d'assurer la promotion et la publicité de l'Exposition et à des fins éducatives, d'archivage et d'installation directement liées à l'Exposition. Le CENTRE ne fournira pas d'images au format numérique sans la permission des détenteurs des droits.
2. Il est entendu que Aaron Siskind Foundation possède l'intégralité exclusive des droits d'auteur et droits associés des Œuvres du CENTRE ainsi que images incluses, au même titre des autres œuvres de Aaron Siskind.
3. L'ORGANISATEUR doit exiger que toute utilisation par la presse des images de Aaron Siskind fasse mention du copyright et du nom du CENTRE, tel que spécifié ci-dessous.
4. L'ORGANISATEUR s'engage à s'assurer que toute reproduction d'image portera les mentions d'identification exactes, selon les spécifications du bureau des droits et de reproduction du CENTRE (Office of Rights and Reproduction). Tout élément reproduisant un travail de Aaron Siskind, créé en rapport avec l'Exposition, doit porter la mention de copyright suivante :
 - a) En cas de reproduction d'une seule œuvre, la mention sera la suivante (titre et date appropriés) : [titre], © Aaron Siskind Foundation, Collection Center for Creative Photography, The University of Arizona
 - b) En cas de reproduction d'œuvres regroupées (par exemple dans une brochure ou une revue de presse), une seule mention globale suffira, comme suit : *Ensemble des œuvres de Aaron Siskind* © Aaron Siskind Foundation, Collection Center for Creative Photography, The University of Arizona.
 - c) En cas d'espace restreint, la mention peut être raccourcie comme suit : © Aaron Siskind

Foundation.

B. Matériels promotionnels et pédagogiques

1. Le CENTRE ne fournira à l'ORGANISATEUR que des matériels destinés à la planification interne, à la pédagogie et à la recherche de mécénat. La reproduction de ces matériels dans un tout autre contexte est interdite.
2. L'ORGANISATEUR sera également en droit de reproduire les Œuvres mises à disposition par le CENTRE pour des invitations, dépliants, brochures et tickets d'entrée courants, ainsi que pour du matériel promotionnel destiné à annoncer et valoriser l'Exposition. Les formats, mises en page, sélections d'images et autres éléments significatifs de toute pièce reproduisant toute Œuvre mise à disposition par le CENTRE seront soumis au contrôle et à l'approbation du CENTRE.
3. Au cours de la campagne de promotion de l'Exposition, l'ORGANISATEUR sera en droit de faire un usage raisonnable des reproductions des Œuvres mises à disposition par le CENTRE pour des annonces exclusivement destinées à la publicité et à la promotion de l'Exposition. Les droits de publicité doivent être convenus avec le détenteur du copyright ou son représentant, Charles Traub, président du conseil d'administration de la Aaron Siskind Foundation.
4. Aucun matériel publicitaire ou promotionnel ne peut être vendu (ou utilisé comme prime pour promouvoir la vente d'autres produits) ; aucune pièce seule ne peut porter de reproductions de plus de vingt (20) Œuvres mises à disposition par le CENTRE, sans l'autorisation écrite préalable du CENTRE.
5. Tout imprimé comportant des images doit faire mention du copyright.
6. Les reproductions ne doivent pas être rognées, à fond perdu, avec un texte en surimpression ou en incrustation, ni modifiées en aucune façon. L'ensemble des crédits documentaires et photographiques doit figurer soit à côté de la reproduction, soit sur la page en regard, soit à son verso.
7. Il doit également être fait mention imprimée du copyright et du versement de droits, mais cette mention peut figurer dans une partie séparée réservée aux crédits si cela est préférable.

C. Mention du crédit

L'ORGANISATEUR s'assurera que tout matériel imprimé fera mention des crédits de L'Exposition (voir section X).

D. Photographies de l'installation

1. L'ORGANISATEUR interdira toute prise de vue de l'Exposition par les visiteurs. Tout enregistrement par caméra, vidéo ou photographie par des personnes n'appartenant pas à la presse ou à d'autres média exige l'accord préalable du CENTRE. L'Exposition ne peut être photographiée qu'en gros plan et par des photographes professionnels accrédités par l'ORGANISATEUR. Ces photographies en gros plan ne peuvent être utilisées qu'à des fins d'archivage, de pédagogie et de publicité en relation avec cette Exposition.
2. Toute personne autorisée par l'ORGANISATEUR à photographier l'Exposition devra être accompagnée et contrôlée par un ou plusieurs membres du personnel des lieux d'exposition qui pourra intervenir à tout moment s'ils jugent que la sécurité des Œuvres pourrait être menacée. Toute prise de vue professionnelle doit respecter les consignes suivantes :
 - a) Aucun photographe ne doit toucher aucune des Œuvres, y compris les cadres, passe-partout, supports, socles ou tout autre élément d'exposition.
 - b) Dans certaines circonstances, l'Exposition pourra être photographiée en utilisant un éclairage complémentaire, mais uniquement dans le cas où cet éclairage est indirect et que les prescriptions suivantes sont respectées : les lampes doivent se situer à plus de trois mètres de l'Œuvre et ne pas être dirigées vers elle ; les lampes et leurs supports ne seront pas disposés de sorte qu'ils génèrent une chaleur qui pourrait mettre en danger tout objet ou de sorte qu'un support déséquilibré pourrait heurter l'Œuvre.

E. Éléments à fournir au CENTRE

Dans les six mois suivant la clôture de l'Exposition, l'ORGANISATEUR devra fournir au CENTRE un rapport sur le déroulé de l'Exposition incluant des copies des communiqués de presse, des chiffres de fréquentation et une revue de presse.

XII. PUBLICATIONS

L'ORGANISATEUR mettra gracieusement à disposition du CENTRE dix (10) exemplaires du catalogue de l'Exposition.

XIII. MODALITÉS FINANCIÈRES

A. Montant de la location de l'Exposition

Afin de faciliter le transfert bancaire et de satisfaire l'une et l'autre des deux parties, un montant total en euros doit être fixé.

L'ORGANISATEUR s'engage à verser 64.000 Euros (soixante-quatre mille euros) pour la location de l'Exposition (soit 85 441.55 Dollars selon le taux de change en vigueur au 13-08-14 : 1 USD = 0.7491 EUR). Ce montant ne peut être modifié *a posteriori*, quelles que puissent être les fluctuations du cours des devises entre la signature de la présente Convention et la date effective de paiement. A la somme de 64 000 € sera ajoutée une somme convenue de 75 euros (soit 100 Dollars, selon le taux de change évoqué *supra*) pour chaque facture, afin d'éviter d'éventuels frais de virement international appliqués par les établissements bancaires, sous réserve de la mention explicite de ces frais sur la facture présentée.

Le paiement global se fera en deux versements, par mandat administratif, après réception des factures. La première moitié (soit 32 000 euros) sera versée à la signature de la Convention et la seconde moitié (soit 32 000 euros) après réception de l'ensemble des pièces et documents de présentation de l'Exposition, avant le 26 novembre 2014.

Le paiement sera effectué à l'ordre de : **The University of Arizona, Center for Creative Photography** par virement bancaire.

B. Autres responsabilités

L'ORGANISATEUR s'engage en outre à : (1) s'acquitter des frais de transport précisés en section V ; (2) souscrire une assurance comme précisé en section III ; and (3) payer les frais d'un convoyeur désigné par le CENTRE pour les transferts internationaux entre les lieux de démarrage et de fin de l'Exposition, comme précisé en section VII.

L'ORGANISATEUR supportera tous les frais de présentation de l'Exposition, y compris mais non limité à, l'assurance des Œuvres, la promotion, la publicité, les vernissages, le déballage et le remballage des œuvres, les frais de transports internationaux et locaux, les frais d'installation, de stockage des caisses et des emballages (à l'intérieur ou en dehors des locaux de l'ORGANISATEUR, si nécessaire), des documents pédagogiques, d'animation et liés aux réceptions.

C. Mécénat

L'ORGANISATEUR est autorisé à rechercher des mécènes afin de couvrir les coûts de présentation de l'Exposition, y compris tous les frais locaux et les frais de participation de l'ORGANISATEUR (ensemble, les « Frais locaux »). Afin d'éviter des conflits liés au mécénat, l'ORGANISATEUR, s'il cherche des mécènes pour prendre en charge ses Frais locaux, s'engage à consulter Trinity Fuentes, Chargée de la régie des œuvres du CENTRE, et à obtenir la permission du CENTRE avant d'accepter des mécènes. Le CENTRE s'engage à ne pas refuser ou retarder son accord au-delà d'un délai raisonnable.

D. Taxes

Il est entendu que le montant mentionné ci-dessus en tant que prix de location de l'Exposition doit représenter la somme effectivement encaissée par le CENTRE, nette de tous impôts ou taxes qui pourraient être levés par les autorités gouvernementales ou de réglementation des pays concernés (« Taxes »). Toutes les taxes doivent être exclusivement supportées et payées par l'ORGANISATEUR. Toutefois, sur demande de l'ORGANISATEUR, le CENTRE devra fournir les documents et des informations nécessaires qui peuvent être raisonnablement demandés pour permettre à l'ORGANISATEUR de récupérer auprès des autorités concernées tout ou partie des taxes versées. L'ORGANISATEUR sera en droit, le cas échéant, de conserver les sommes ainsi récupérées pour son propre compte.

E. Remboursement

Il est entendu que le CENTRE, si l'ORGANISATEUR le lui demande pour des raisons d'efficacité et de simplicité, peut choisir de payer certains de ces frais pour le compte de l'ORGANISATEUR. L'ORGANISATEUR doit rapidement rembourser le CENTRE de toute dépense ainsi acquittée.

XIV. GARANTIES ET RESPONSABILITÉ

A. Relevant du CENTRE

Le CENTRE déclare que : (1) il dispose du pouvoir et de l'autorité de conclure et d'exécuter la présente Convention ; (2) les objets prêtés sont sa propriété, libres de tous privilèges, servitudes ou droits de tiers ; (3) les Œuvres mises à disposition par le CENTRE, faisant partie de l'Exposition et expressément agréées par le CENTRE pour chaque usage particulier, n'enfreignent aucun *copyright* ou autre droit de toute personne physique ou morale.

B. Relevant de l'ORGANISATEUR

L'ORGANISATEUR déclare, garantit et assure que : (1) il dispose du pouvoir et de l'autorité de conclure et d'exécuter la présente Convention ; (2) il respectera l'ensemble des dispositions de la présente Convention ; (3) il ne fera pas usage, ni ne permettra de faire usage d'aucune Œuvre mise à disposition par le CENTRE, ni d'aucun autre objet ou Œuvre de Aaron Siskind prêté pour l'Exposition, ni d'aucun droit accordé par la présente Convention qui pourrait être en violation du *copyright* ou de tout autre droit de toute personne physique ou morale.

C. Responsabilités

En ce qui concerne le non-respect par l'une ou l'autre des parties des déclarations et garanties citées dans les présentes, la partie fautive accepte la responsabilité de tout coût, perte, dommage documenté ou frais qu'entraînerait ce non-respect.

XV. ARBITRAGE, LITIGES, LIMITATION DES RESPONSABILITÉS ET INDEMNISATION

A. Arbitrage

Les parties conviennent qu'en cas de litige relatif à la présente Convention et si aucune partie ne demande de compensation autre que financière, dans une limite maximum de trente-six mille quatre cent cinquante-cinq euros (37 455 EUR) soit cinquante mille dollars américains (50 000 USD), hors intérêts, coûts et honoraires d'avocats, elle porteront l'affaire pour arbitrage suivant la loi uniforme sur l'arbitrage révisée (*Revised Uniform Arbitration Act, A.R.S*) §12-3001 et suivants (la « Loi ») dont les dispositions s'appliquent à l'interprétation, à l'application et aux procédures conformément aux termes de ce paragraphe. Sauf disposition contraire de la Loi, la décision d'arbitrage sera définitive et engagera les deux parties.

B. Non-respect des responsabilités contractuelles

L'ORGANISATEUR accepte que, dans aucun cas, des dommages payables par le CENTRE et résultant d'un non-respect de sa part des dispositions de la présente Convention ne pourront dépasser le montant des frais de participation effectivement versés au CENTRE et qu'en aucun cas l'ORGANISATEUR ne sera en droit de percevoir, outre le montant de ses dommages ou remboursements réels décrits ci-dessus, des dommages indirects, accessoires, spécifiques ou dissuasifs. Les parties ayant convenu que la solution de remboursement définie ci-dessus, incluant les dommages réels ainsi limités, est juste et adéquate et sera le seul recours de l'ORGANISATEUR.

C. Indemnisation

À l'exception de cas de négligence de la part du CENTRE ou de ses représentants, l'ORGANISATEUR accepte de dégager le CENTRE de sa responsabilité, de l'indemniser et de le défendre contre toute réclamation, tous dommages, toutes pertes et dépenses, y compris mais non limité aux honoraires raisonnables d'avocat et débours revendiqués auprès du CENTRE ou subis par lui en relation avec ou découlant de la présente Convention ou de l'Exposition réalisée par l'ORGANISATEUR.

XVI. PROCÉDURES LÉGALES ; SAISIE DES ŒUVRES

Si toute action ou procédure légale est entreprise impliquant l'Exposition ou en relation avec elle, et que soit l'ORGANISATEUR, soit le CENTRE y est assigné comme défendeur ou intimé, l'ORGANISATEUR s'engage à en informer rapidement le CENTRE et à coopérer avec le CENTRE concernant toute Œuvre qui ferait l'objet d'une telle action ou procédure dans tout litige qui pourrait s'ensuivre. Si une citation, une plainte ou autre action légale ou revendication de propriété ou de droit de propriété est notifiée, revendiquée ou entreprise à l'encontre de l'ORGANISATEUR, du CENTRE ou de toute Œuvre, dans l'objectif de s'octroyer, prendre possession de ou de saisir une quelconque Œuvre dans l'Exposition, l'ORGANISATEUR s'engage, dans la pleine mesure où la loi l'y autorise, à s'opposer à un tel octroi ou saisie et à se défendre ou à défendre le CENTRE, à protéger la ou les Œuvre(s) contre de telles actions ou revendications et, dans tous les cas, à entreprendre toutes les démarches légales à sa disposition afin d'informer immédiatement le CENTRE de toute tentative au moyen d'une procédure légale ayant pour objet la prise de possession ou la saisie d'une Œuvre de l'Exposition avant que toute saisie soit autorisée ou que la propriété de l'Œuvre soit transférée en conclusion d'une telle procédure.

XVII. DROIT DE RÉSILIATION ; FORCE MAJEURE

A. Cas de force majeure

Ni le Musée ORGANISATEUR ni le Musée Participant ne pourront être tenus pour responsables des dégâts provoqués par un retard ou un manquement dans l'exécution de la présente Convention ou d'une quelconque de ses dispositions, ou d'un retard ou d'un manquement entraînant la résiliation de la présente Convention, si un tel retard ou manquement entraînant cette résiliation provient d'une cause dépassant raisonnablement sa responsabilité, telle que, mais non limitée à : incendie, grève, pénurie de matériaux ou de carburant, guerre ou acte de guerre, mouvement de foule ou émeute, action des pouvoirs publics, retard ou manquement causé par les transports publics, séisme, tempête, inondation ou autre cas de force majeure, à condition toutefois que la partie notifie à l'autre partie tout retard réel ou attendu, prenne des mesures raisonnables pour minimiser le retard et en corriger les effets et reprenne rapidement l'exécution de ses obligations après élimination de la cause du retard.

B. Motifs autres que le cas de force majeure

Si des circonstances autres qu'une force majeure obligent l'une ou l'autre partie à annuler l'Exposition avant sa date d'inauguration, la notification doit en être faite par écrit.

1. Annulation par le CENTRE

- a) Si, pour quelque raison que ce soit, autre qu'un cas de force majeure, le CENTRE est obligé d'annuler l'Exposition avant son inauguration sur le lieu d'exposition de l'ORGANISATEUR, le CENTRE devra rembourser à l'ORGANISATEUR l'acompte déjà versé (déduction faite des dépenses directes du CENTRE déjà intervenues) et l'ORGANISATEUR ne sera pas dans l'obligation de régler le solde des frais de location. Ce remboursement sera l'exclusif et unique recours de l'ORGANISATEUR en cas d'annulation ; le CENTRE ne sera pas tenu pour responsable des dommages ou autres frais entraînés par une telle annulation.
- b) Si le CENTRE est obligé d'annuler l'Exposition avant son inauguration sur le lieu d'exposition de l'ORGANISATEUR en raison d'un manquement dans l'exécution de la présente Convention par l'ORGANISATEUR, toutes les sommes déjà versées seront perdues et le solde du prix de location restera dû.

2. Annulation par l'ORGANISATEUR

- a) Si l'annulation intervient plus de 60 jours avant l'ouverture :
 - L'acompte du prix de location sera perdu.
 - Le CENTRE facturera à l'ORGANISATEUR toute dépense excédant le montant de l'acompte.
 - L'ORGANISATEUR pourra chercher un lieu de remplacement. Si un tel lieu est trouvé et que le CENTRE l'agrée par écrit, l'ORGANISATEUR sera responsable de toute dépense non acquittée par le lieu de remplacement.
- b) Si l'annulation intervient moins de 60 jours avant l'ouverture :
 - L'acompte du prix de location sera perdu.
 - L'ORGANISATEUR devra régler le solde du prix de location.
 - L'ORGANISATEUR pourra chercher un lieu de remplacement. Si un tel lieu est trouvé et que le CENTRE l'agrée par écrit, l'ORGANISATEUR sera responsable de toute dépense non acquittée par le lieu de remplacement.

XVIII. CONFLIT D'INTÉRÊTS

L'Arizona Board of Regents pourra résilier la présente Convention dans les trois ans suivant son exécution sans s'exposer à une pénalité ou autre obligation si une personne impliquée de manière significative dans la négociation, la rédaction, l'obtention ou la conclusion de la présente Convention pour le compte de l'Arizona Board of Regents est employée pour quelque raison que ce soit par toute autre partie, ou devient le consultant de toute autre partie concernant l'objet de la présente Convention alors que celle-ci ou l'un de ses éventuels avenants est toujours en vigueur.

XIX. INTÉGRALITÉ DE LA CONVENTION

- A. La présente Convention et ses annexes constituent l'intégralité de l'accord relatif à l'Exposition entre le CENTRE et l'ORGANISATEUR. La présente Convention annule et remplace tout document, courrier, conversation et autre accord écrit ou verbal antérieur relatif au dit accord.
- B. La présente Convention ne doit être amendée ou modifiée qu'au moyen d'un document écrit signé par les deux parties ; aucune renonciation aux termes de la présente Convention ne prendra effet à moins d'être écrite et signée par la partie renonciatrice.

XX. LOI APPLICABLE

L'interprétation, l'application et l'exécution de la présente Convention seront soumises à la loi de l'Etat d'Arizona sans tenir compte d'un éventuel conflit de lois.

XXI. ÉGALITÉ DES DROITS

L'*Arizona Board of Regents*, agissant pour le compte de l'Université d'Arizona, doit respecter les règlements étatiques et fédéraux régissant l'égalité d'accès à l'emploi, la non-discrimination et l'immigration et le fera dans l'exécution de la présente Convention.

XXII. SIGNATURES, CONVENTION JURIDIQUEMENT CONTRAIGNANTE

Conformément à ce qui précède, le CENTRE, soit l'*Arizona Board of Regents*, agissant pour le compte de l'Université d'Arizona, le *Center for Creative Photography* et l'ORGANISATEUR affirment que la ou les personne(s) qui signe(nt) la présente Convention en leur nom est/sont dûment mandatée(s) pour ce faire. Ils affirment qu'ils ont conclu la présente Convention et l'ont fait signer en leur nom afin qu'elle les lie devant la loi.

En accord avec ce qui précède, The Arizona Board of Regents, au nom de the University of Arizona, Center for Creative Photography et l'ORGANISATEUR se garantissent mutuellement que les représentants qui signent cette Convention à leur nom sont autorisés à le faire, qu'ils s'engagent dans cette Convention et sont responsables de la signature faite en leur nom afin d'être liés légalement.

CENTER FOR CREATIVE PHOTOGRAPHY [Le Centre]

L'Arizona Board of Regents au nom de the University of Arizona, Center for Creative Photography

Par : _____

Nom : Ernette C. Leslie

Titre : Business Analyst

Date : _____

Signature précédée de la mention « lu et approuvé »
(Signature preceded by the words « read and approved »)

L'ORGANISATEUR

Pour Monsieur le Maire

L'adjoint au maire

Nom : Cédric de Saint- Jouan

Titre : Adjoint au maire chargé de la Culture

Date : _____

Signature précédée de la mention « lu et approuvé »

ANNEXE A

Coordonnées

Le CENTRE

Fax général # 520.621.9444

Katharine Martinez, Directrice
520.621.7970
martinezk@ccp.arizona.edu

Trinity Fuentes, responsable des Exposition et Archives
520.626.5208 téléphone
520.248.9261 portable
parkert@ccp.arizona.edu

Tim Mosman, Concepteur des expositions et Chef Préparateur
520.307.1756 portable
mosmant@ccp.arizona.edu

Denise Gosé, Directrice adjointe pour l'administration
520.307.2830 portable
gosed@ccp.arizona.edu

L'ORGANISATEUR

Gilles Mora, Directeur artistique
tillo93@aol.com

Valerie Astesano, Directrice de la Culture et du Patrimoine
valerie.astesano@ville-montpellier.fr

Madeline Faure, Responsable des lieux d'art et d'histoire
madeline.faure@ville-montpellier.fr

Natacha FILIOL, Responsable du projet

Chargée de Production Service des lieux d'Art et d'Histoire
natacha.Filiol@ville-montpellier.fr

ANNEXE B.

Liste (document de 59 pages) fournie par le Center for Creative Photography, comprenant le détail des notices et légendes et photographies de Aaron Siskind prêtées dans le cadre de la présente Convention d'exposition.



**Attribution d'un marché passé selon la procédure
adaptée pour l'achat de cinémomètres et d'éthylotests
(n°4B0173)**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire ;
- Vu l'arrêté n° 2014/1341/T/R du 29 avril 2014 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA, Adjoint délégué ;

Considérant :

- Qu'il y a lieu de procéder à l'achat de cinémomètres et d'éthylotests (n°4B0173) pour les services de la Ville de Montpellier,
- Qu'une procédure a été lancée conformément aux articles 28 (procédure adaptée) et 77-1 (marchés à bons de commandes) du Code des Marchés Publics sous la forme d'un MAPA (MAPA n°4B0173), pour une durée maximale de quatre ans à compter de sa date de notification.
- Les critères d'analyse pour le jugement des offres du lot n°1 (Cinémomètres) étaient les suivants : le prix pour 45% et la valeur technique de l'offre pour 55%.
- Qu'après analyse, la société MERCURA S.A.S. rue Louis Pasteur - ZA le GAILLETROUS 41 260 LA CHAUSSEE ST VICTOR pour le lot 1, a présenté une offre économiquement avantageuse.
- Les critères d'analyse pour le jugement des offres du lot n°2 (Ethylotests et embouts) étaient les suivants : le prix pour 45% et la valeur technique de l'offre pour 55%.
- Qu'après analyse, la société CONTRALCO avenue du Mas FAUGERE – BP 23 34 150 GIGNAC pour le lot 2, a présenté une offre économiquement avantageuse.

Décide en conséquence :

- D'attribuer les marchés précités :
- A la société MERCURA S.A.S. pour le lot 1, pour un montant total maximum de commandes de 40 000 € HT.
- A la société CONTRALCO pour le lot 2, pour un montant total maximum de commandes de 35 000 € HT.

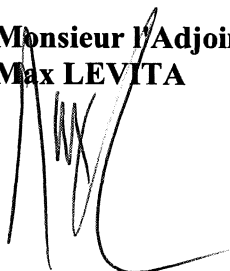
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget fonctionnement de la Ville, nature 60632 et sur le budget investissement, nature 2188 chapitre 921.
- D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire avec les entreprises retenues.

Montpellier, le 20/10/2014

Monsieur l'Adjoint délégué
Max LEVITA

Publiée le : 21/10/2014

Notifiée le :



**Fourniture et mise en place d'équipements réseau,
téléphonie et audiovisuels dans le futur Hôtel de Ville
et autres bâtiments communaux - Avenants n° 1**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire ;
- Vu le Code des Marchés Publics et en particulier l'article 33 et les articles 60 à 64 ;
- Vu l'arrêté n° 2014/1341/T/R du 29 avril 2014 donnant délégation de signature à Monsieur Max Levita, Adjoint au Maire, délégué aux Finances ;
- Vu les projets d'avenants n° 1 ;

Considérant :

- Que pour répondre aux besoins opérationnels des services de la Ville, un marché n° 0G48 « Fourniture et mise en place d'équipements réseau, téléphonie et audiovisuels dans le futur Hôtel de Ville et autres bâtiments communaux » a été lancé ;
- Que par délibération du 26 juillet 2010, le lot 1 « Systèmes réseaux et TOIP » a été attribué à la Société France Télécom, et le lot 2 « Systèmes audiovisuels » à la Société IEC ;
- Que ces marchés ont été conclus pour un an renouvelable trois fois à compter du 6 octobre 2010 (lot 1) et 5 octobre 2010 (lot 2). Au maximum, les marchés se terminent donc le 5 octobre 2014 (lot 1) et le 4 octobre 2014 (lot 2) ;
- Qu'à la suite d'apparition de gerçures et d'écailles sur les placages en bois de pupitres de la salle du Conseil municipal, la Ville a été autorisée par l'expert judiciaire, nommé par le Tribunal Administratif, à réaliser les travaux de reprises de ces placages. L'opération, qui doit se dérouler sur 6 mois (début août 2014 à fin janvier 2015), consiste en la dépose des pupitres, la reprise des placages en atelier et leur repose.
- Que ces mobiliers étant connectés au réseau de données informatiques de l'Hôtel de Ville et au système audiovisuel, il est nécessaire que les titulaires des marchés précités interviennent pendant cette période ;
- Qu'en conséquence, il est nécessaire de prolonger la durée de ces deux marchés. Ainsi, les marchés se termineront le 5 février 2015 (lot 1) et le 6 février (lot 2) ;

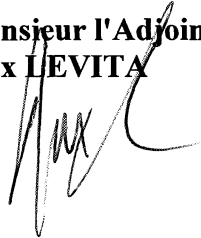
Décide en conséquence :

- D'approuver les avenants n° 1 ayant pour objet une prolongation de durée relatifs aux deux lots du marché n° 0G48 « Fourniture et mise en place d'équipements réseau, téléphonie et audiovisuels dans le futur Hôtel de Ville et autres bâtiments communaux » ;
- La dépense sera imputée sur les budgets de la Ville 2014 et 2015 ;
- Monsieur le Maire, ou à défaut, Monsieur l'Adjoint délégué, est autorisé à signer les avenants n° 1 avec les entreprises titulaires et, plus généralement, tout document relatif à ces affaires ;
- Monsieur le Directeur Général des Services, par intérim et Monsieur le Précepteur de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision ;

- La présente décision peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Montpellier – 3 Rue Pitot – 34000 Montpellier.

Montpellier, le 23/10/2014

Monsieur l'Adjoint délégué
Max LEVITA



Publiée le : 24/10/2014
Notifiée le :

PROJET D'AVENANT N° 1

A. Identification de la personne morale de droit public qui a passé le marché et du titulaire

Ministère, collectivité territoriale ou établissement :

Ville de MONTPELLIER
1 place Georges Frêche
34267 Montpellier cedex 2

Représenté par
Monsieur Le Maire

Titulaire du marché :

FRANCE TELECOM AGENCE ENTREPRISES
Représenté par
Monsieur le Directeur

B. Renseignements concernant le marché

Objet du marché :

Fourniture et mise en place d'équipements réseau, téléphonie et audiovisuels dans le futur hôtel de ville
et autres bâtiments communaux
Systèmes réseaux et TOIP

N° du marché :
0G48819A

Notifié le :
06 octobre 2010

Montant estimatif du marché :
Montant HT : 1 100 000,00 €

Date de la décision autorisant la signature de l'avenant :

C. Objet de l'avenant

ARTICLE 1

Le présent avenant a pour objet de modifier le délai d'exécution du contrat pour le motif suivant: suite à l'apparition de gerçures et d'écailles sur les placages en bois de pupitres de la salle du conseil municipal, la Ville a été autorisée par l'expert judiciaire nommé par le tribunal administratif à réaliser les travaux de reprise de ces placages.

L'opération qui va se dérouler sur 6 mois, d'août 2014 à fin janvier 2015, consistera en la dépose des pupitres, la reprise des placages en atelier et leur repose.

Ces mobiliers étant connectés au réseau de données informatiques de l'Hôtel de Ville et au système audiovisuel, il sera nécessaire que le titulaire intervienne pendant cette période.

ARTICLE 2

Le délai initial est prolongé jusqu'au 31 janvier 2015.

ARTICLE 3

Les clauses et conditions du contrat initial (et des précédents avenants éventuels) demeurent applicables dans la mesure où elles ne sont pas modifiées par le présent avenant.

ARTICLE 4

Le présent avenant ne sera valable qu'après dépôt auprès de Monsieur le Préfet de la Région Languedoc Roussillon, Préfet du Département de l'Hérault.

D. Signatures des parties

A Montpellier le

L'entrepreneur,

Pour Monsieur Le Maire
l'Adjoint Délégué

Max LEVITA

E. Notification de l'avenant

La notification consiste en la remise d'une photocopie de l'avenant au titulaire (ou dans le cas des avenants de transfert à l'ancien et au nouveau titulaire). Cette remise peut être opérée par lettre recommandée avec accusé de réception. Dans ce cas, coller dans ce cadre le (les) avis de réception postal (postaux) daté(s) et signé(s) du (des) titulaire(s). En cas de remise contre récépissé, le(s) titulaire(s) signera(ont) la formule ci-dessous.

Reçu à titre de notification, une copie certifiée conforme du présent avenant.

A , le

PROJET D'AVENANT N° 1

A. Identification de la personne morale de droit public qui a passé le marché et du titulaire

Ministère, collectivité territoriale ou établissement :

Ville de MONTPELLIER
1 place Georges Frêche
34267 Montpellier cedex 2

Représenté par
Monsieur Le Maire

Titulaire du marché :

IEC
Représenté par
Monsieur le Directeur

B. Renseignements concernant le marché

Objet du marché :

Fourniture et mise en place d'équipements réseau, téléphonie et audiovisuels dans le futur hôtel de ville
et autres bâtiments communaux
Systèmes audiovisuels

N° du marché :
0G48819B

Notifié le :
05 octobre 2010

Montant estimatif du marché :
Montant HT : 400 000,00 €

Date de la délibération autorisant la signature de l'avenant :

C. Objet de l'avenant

ARTICLE 1

Le présent avenant a pour objet de modifier le délai d'exécution du contrat pour le motif suivant: suite à l'apparition de gerçures et d'écailles sur les placages en bois de pupitres de la salle du conseil municipal, la Ville a été autorisée par l'expert judiciaire nommé par le tribunal administratif à réaliser les travaux de reprise de ces placages.

L'opération qui va se dérouler sur 6 mois, d'août 2014 à fin janvier 2015, consistera en la dépose des pupitres, la reprise des placages en atelier et leur repose.

Ces mobiliers étant connectés au réseau de données informatiques de l'Hôtel de Ville et au système audiovisuel, il sera nécessaire que le titulaire intervienne pendant cette période.

ARTICLE 2

Le délai initial est prolongé jusqu'au mois de janvier 2015

ARTICLE 3

Les clauses et conditions du contrat initial (et des précédents avenants éventuels) demeurent applicables dans la mesure où elles ne sont pas modifiées par le présent avenant.

ARTICLE 4

Le présent avenant ne sera valable qu'après dépôt auprès de Monsieur le Préfet de la Région Languedoc Roussillon, Préfet du Département de l'Hérault.

D. Signatures des parties

A Montpellier le

L'entrepreneur,

Pour Monsieur Le Maire
l'Adjoint Délégué

Max LEVITA

E. Notification de l'avenant

La notification consiste en la remise d'une photocopie de l'avenant au titulaire (ou dans le cas des avenants de transfert à l'ancien et au nouveau titulaire). Cette remise peut être opérée par lettre recommandée avec accusé de réception. Dans ce cas, coller dans ce cadre le (les) avis de réception postal (postaux) daté(s) et signé(s) du (des) titulaire(s). En cas de remise contre récépissé, le(s) titulaire(s) signera(ront) la formule ci-dessous.

Reçu à titre de notification, une copie certifiée conforme du présent avenant.

A , le



DROIT DE PREEMTION
Périmètre Sensible du Département
Propriété RUIZ
Rue des Marels - lieudit Mas de Calage
Exercice du droit de préemption

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire ;
- Vu l'arrêté de délégation pris par Monsieur le Maire le 29 avril 2014 (n° 2014/1351/T/R);
- Vu les articles L 210-1 à L 213-18 et R 213-4 à R 213-26 du code de l'urbanisme;
- Vu le plan local d'urbanisme de la Ville de Montpellier approuvé par délibération du Conseil municipal du 2 mars 2006;
- Vu l'arrêté du Conseil Général de l'Hérault du 16 juin 1983 portant création d'une zone de préemption dans le cadre du Périmètre Sensible Départemental;
- Vu l'estimation des services fiscaux;
- Vu la décision du Conseil général du 8 août 2014.

Considérant :

- que le 21 juillet 2014, Monsieur Gines RUIZ a souscrit une déclaration d'intention d'aliéner un terrain nu situé rue des Marels lieudit Mas de Calage, cadastré section RM 6 d'une contenance de 3.299 m², au prix de 21.000 €;
- que le 8 août 2014 le Conseil général a renoncé à exercer le droit de préemption sur la propriété de Monsieur RUIZ;
- qu'il paraît opportun pour la Ville de MONTPELLIER d'exercer le droit de préemption par substitution au Département de l'HERAULT, conformément à l'article L 142-3 du Code l'urbanisme, sur ce bien. La Ville veut préserver le site naturel situé au Nord du complexe municipal de Grammont tout en développant dans ce secteur des équipements légers dans le cadre d'un projet d'agriculture urbaine. Plus particulièrement sur cette parcelle seront aménagés des jardins familiaux en continuité de ceux existants sur les parcelles mitoyennes;

- que le prix est conforme au marché foncier et à l'évaluation des Services Fiscaux;

Décide en conséquence :

- d'exercer le droit de préemption sur la propriété Monsieur RUIZ, située rue des Marels lieudit Mas de Calage, cadastrée section RM 6, au prix de 21.000 €;

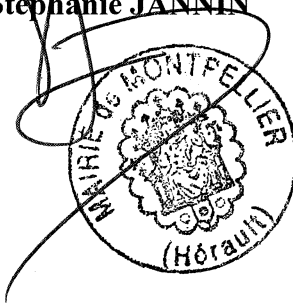
- de prélever les sommes nécessaires à cette acquisition sur le budget de la Ville, programme individualisé "Action foncière" n° 2013I27.

Montpellier, le 14 OCT. 2014

Pour Monsieur le Maire, Madame la Première
Adjointe
Stéphanie JANNIN

Publiée le : 15/10/2014

Notifiée le :



**Attribution d'un Marché à Procédure Négociée
concernant la mise en place de la verbalisation par voie
électronique des infractions à la circulation routière**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire ;
- Vu l'arrêté n° 2014/1361 du 29 avril 2014 donnant délégation de signature à Madame Marie-Hélène SANTARELLI, adjointe déléguée à la sécurité.

Considérant :

- Qu'il y a lieu de confier à un prestataire le marché concernant la mise en place de la verbalisation par voie électronique des infractions à la circulation routière ;
- Qu'à la suite d'une consultation en procédure d'appel d'offres ouvert publiée le 30 janvier 2014 pour un marché à bons de commande conclu à prix unitaires sans minimum mais avec un maximum de 850 000,00 Euros H.T. (article 77 du code des marchés publics) immatriculé 3D05251140 pour une durée initiale de 2 ans à compter de la notification.

Quantité et étendue du marché :

Période initiale du marché (2 premières années) : 550 000,00 Euros H.T.

Période de reconduction du marché (2 années suivantes du marché) : 300 000,00 Euros H.T.

La commission d'appel d'offres a jugé infructueux ce marché le 01 juillet 2014 et a décidé de procéder à un marché négocié sans publicité conformément à l'article 35.I.1° du code des marchés publics.

- Suite aux négociations, la commission d'appel d'offres en date du 14 octobre 2014 a décidé de retenir l'offre économiquement la plus avantageuse de la société EXYZT sise 81100 Castre ;

Décide en conséquence :

- D'attribuer le marché à bons de commande précité selon l'offre retenue sur détail quantitatif estimatif de prix pour un montant de 381 345,40 Euros H.T. à la société EXYZT sur une durée initiale de 2 ans à compter de la notification.

- De dire que la dépense sera imputée sur le budget 2014 de la Direction de la Réglementation et de la Tranquillité Publique - Fonction 901120 - Nature : 2183 ;
- D'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut l'adjointe déléguée à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 21/10/2014

Madame l'Adjointe déléguée
Marie-Hélène SANTARELLI

Publiée le : 22/10/2014
Notifiée le :

